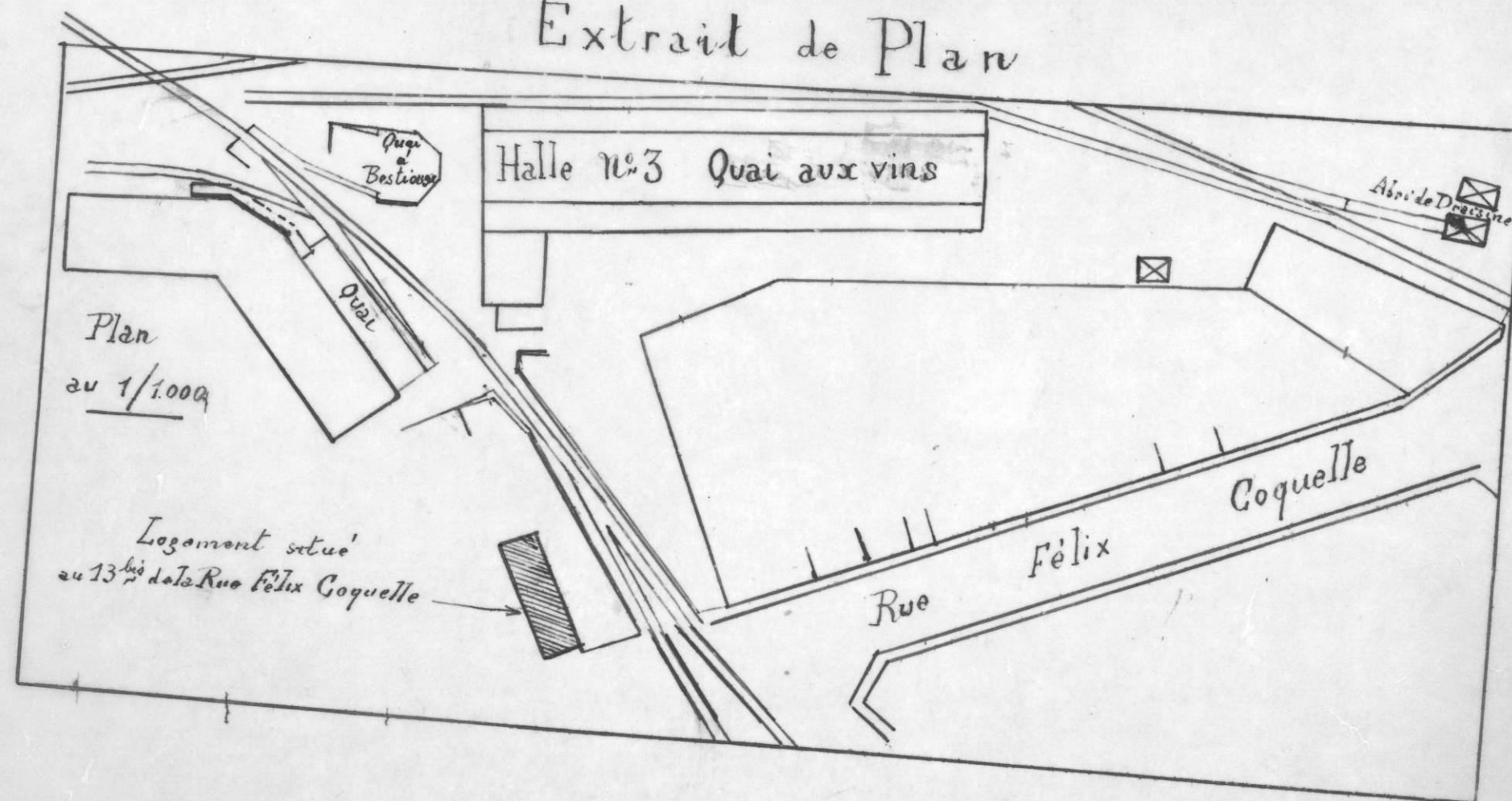


2214742

Paris (3°)

# GARE de DUNKERQUE-VILLE

Extrait de Plan





5

Lille à Dunkerque

Correspondance

Bahnmeisterei Dünkirchen

Dünkirchen, den 11 Juni 42.

An den Herrn Hochbau-Distrikthelf  
Dünkirchen

Auf Antrag des Stafen-Kommandanten sind von dem völlig ausgebrannten  
neben der Schmiede stehende Haus, die Umfassungswände bis auf Erdober-  
fläche abzubringen. Die Schuttmassen sind zu beseitigen und fortzuschaffen.  
Für baldige Erledigung wollen Sie Sorge tragen.

Der Vorsteher der Bahnmeisterei  
Bauinspektor

Chefferie de District Dunkerque

Dunkerque, le 11-6-42

A Monsieur le Chef du District de constructions de superstructure.  
Dunkerque

A la demande du Commandant du Port, les murs d'enceinte de la maison  
complètement brûlée près de la forge doivent être détruits jusqu'au sol.  
Il faut débarrasser et enlever les décombres. Vous devez prendre soin  
de liquider rapidement cette affaire.

Le chef du District  
Inspecteur des Travaux



V.B. / va 4

Lille, 427. 6. 42.

Lille - Dunkerque

Dunkerque

Démolition de  
l'immeuble sis  
13<sup>bis</sup> Rue Félix  
Coquelle

Monsieur Demaux  
Chef de la Division  
de l'Entretien à Paris

Suivant ordre  
reçu de la Kommandantur  
Marine, nous avons été mis  
en demeure de démolir entiè-  
rement et d'araser au niveau  
du sol, la maison située, 13<sup>bis</sup>  
Rue Félix Coquelle à Dunkerque  
(Immeuble édifié le long de la  
voie d'accès au port quai n° 1  
voir extrait de plan ci-joint).

En l'absence d'in-  
structions écrites de ce Service,  
le chef de Section s'est rapproché  
de M. Albert, Inspecteur Rich-  
bahn qui lui remet le 11  
courant la note ci-jointe

prescrivant l'exécution de suite.  
D'autre part, M.<sup>r</sup> Boulet fut  
convoque au bureau du Balmoffizier  
qui lui donna l'ordre également  
de démolir cet immeuble jusqu'à  
achèvement complet.

Ces travaux de démolition sont  
en cours.

Il s'agit d'un immeuble en  
maçonnerie de briques, longueur  
 $18^m,50$ , largeur  $5^m,20$  et hauteur  
 $6^m,60$ . La surface construite était  
de  $96^m^2,20$ ; il comportait deux  
logements d'agents comprenant  
chacun: ~~cave~~ 2 pièces au rez de chaussée  
- 2 pièces à l'étage et grenier sous  
comble au dessus de l'étage.

Ces logements ont été incendiés  
au cours des événements de Mai 1940;  
il ne restait que les maçonneries en  
bon état et entièrement réemploy-  
ables. Le volume des maçonneries



existantes lors sol prévues à démolir  
est de  $143 \text{ m}^3$  environ.

La démolition de cet  
immeuble dans son état actuel,  
nous cause un préjudice de  $135.000^{\text{f}}$   
soit:  $126.600^{\text{f}}$  pour la maçonnerie  
et  $8.400^{\text{f}}$  pour la démolition.

J'ai tenu à vous en aviser  
à toutes fins utiles.

L'Ingénieur p<sup>al</sup> de la Voie  
«Delchaye»

V.B.N/vg

Dunkerque

Démolition des  
maçonneries d'un  
immeuble incendié  
13<sup>bis</sup>, Rue Félix Coquelle

- 2 -

6 Juillet 1942  
Monsieur Delchaye,

Comme il s'agit d'un  
immeuble situé en dehors  
des limites du chemin de fer,  
il y a lieu de réclamer un ordre  
de réquisition ou engagement  
de paiement des dépenses,  
puisque les maçonneries  
étaient en bon état et

entièrement réemployables. Il est vraisemblable que cet arasement est demandé dans un but militaire.

«Merck,

Lille, le 29 juillet 1942

V. B. N. v. a. 4

Dunkerque  
Démolition de  
l'immeuble sis  
13<sup>bis</sup>, Rue Félix  
Coquelle

- 3 -

M. Focken  
pour avis et retour  
4/8/42 «Merck»

Monsieur Merck

En vous retournant le dossier ci-joint relatif à l'affaire visée en marge, je vous informe que d'après renseignements pris au Service du Domaine, cet immeuble est bien situé dans les emprises du chemin de fer.

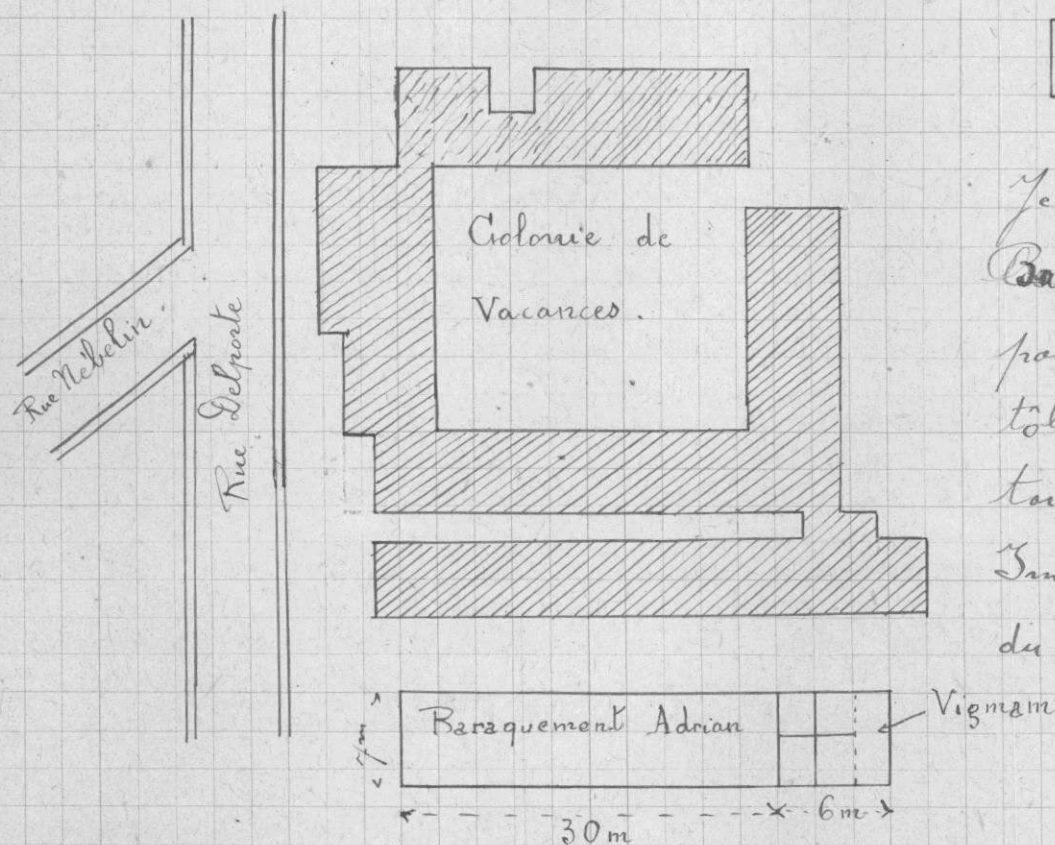
L'Ing. en chef de la Voie  
«Deleclaye»



Dunkerque, le 27-8-42.

Rapport spécial de M<sup>r</sup> Roguin, Piqueur <sup>fonc</sup> chef  
de district Bâtiments à Dunkerque  
à Monsieur Boulet, Chef de Section <sup>sp</sup> à Dunkerque

Je vous signale que des ouvriers  
commandés par la Marine Allemande qui occupe la colonie  
de vacances de la cité de St Pol sur mer, démolissent le  
baraquement dit Adrien (ancien dortoir de la colonie,  
 $30^m \times 7^m$ ) ainsi que le local appelé Vagnana ( $7 \times 6$ ) qui  
lui est contigu. Ce baraquement est situé à proximité  
de la colonie (voir croquis)



Je signale le fait que  
~~Babinoff~~ <sup>pour</sup> pour  
pourrait récupérer les  
tôles constituant la  
toiture de ces locaux  
Importance approximative  
du préjudice : 150.000<sup>f</sup>

Le chef de District  
des Bâtiments :  
« Perizon »

Transmis à M. le Chef de la Subdivision de la Comptabilité  
à Paris -

Lille, le 31/8/1942  
L'Ing<sup>sp</sup> <sup>sp</sup> de la Voie  
« Delehay »

S.N.C.F.

Paris, le 9.9.42.

Région Nord

Monsieur Merck

Service de la Voie  
et des Bâtiements

Suite au rapport du 27 Août  
dernier de M. Roguin, dont copie ci-jointe  
en communication.

V.B./N.ge (Bi)

de St. Cité  
Pol. / Mer

Je vous serais obligé de vouloir bien  
me faire connaître si vous êtes d'avis  
d'imputer sur un compte E<sup>1</sup> P<sup>1</sup> de la Série  
85 s/série 60.000 (Travaux et fournitures  
effectués à la demande et pour le compte  
des Autorités Allemandes), par crédit au  
compte R.C.T. (239.985), la valeur actuelle  
(à fixer par le Service local) du baraquement  
et du local dont il s'agit et me confirmer  
qu'il convient de faire présenter à la  
Marine Allemande le mémoire comportant  
la dite valeur actuelle augmentée des frais  
généraux sous déduction de la valeur des  
tôles des toitures si, toutefois, nous avons  
la possibilité de récupérer ces dernières.

1-

Le Chef de la Subdivision de la  
Comptabilité : « Roussel »

Monsieur Roussel

On peut essayer mais pour obtenir un résultat  
il faut faire vite. 11/9 « Merck »



V.B./N<sup>ge</sup> B<sup>i</sup>

Cité de  
St. Polo / mer

Démolition par  
les Allemands  
d'un baraquement  
de 30 x 7 et d'un  
local de 7 x 6

- 1 -

Transmis en communication à M<sup>r</sup> le  
Chef du 4<sup>e</sup> Command<sup>t</sup> V.B. à Lille, en le  
prieant de vouloir bien m'indiquer :

1<sup>o</sup> la valeur actuelle des bâtiments démolis qui  
sera à imputer au débit du compte E.P.  
60.433 par crédit à R.C.T. 239.985.

2<sup>o</sup>) s'il nous a été possible de les récupérer,  
la valeur des toles des toitures (crédit E.P.<sup>1</sup>  
60.433 par débit au nouveau compte  
utilisateur ou au compte « Approvisionnement  
provisoire »).

et me confirmer qu'il va tenter d'obtenir le  
remboursement de 1<sup>o</sup> plus les frais généraux  
correspondants et déduction faite de 2<sup>o</sup>, en  
s'inspirant des indications contenues dans  
ma note du 30 janvier dernier, relative au  
recouvrement direct de prestations effectuées  
pour le compte des Autorités Allemandes.

16/9/42 Le chef de la Subdivision  
de la Comptabilité

« Roussel »

Lille, le 13.11.42

Monsieur Roussel, Chef de  
la Comptabilité V.B. - Paris.

1<sup>o</sup> La valeur actuelle des deux bâtiments démolis

V.B. N. va 4

Cité de St. Polo / mer

Cité de St

Sols / Mer

Démolition, par  
les Allemands,  
d'un baraquement  
de 30 x 7 et d'un  
local de 7 x 6.

peut être fixée approximativement à 150.000<sup>f</sup>.

Nous ne possédons pas de documents permettant  
d'établir une estimation plus précise. D'autre  
part M<sup>r</sup> Roquin n'a pas été admis à relever  
des renseignements sur place; il n'a pu  
pénétrer dans l'enceinte de la colonie.

2<sup>e</sup> Les toles n'ont pu être récupérées.

Enfin, par lettre du 5 Octobre j'ai  
saisi l'E. B. D. afin d'obtenir l'engagement  
de rembourser les dommages causés; je n'ai  
pas encore reçu de réponse. Par ailleurs, les  
démarches effectuées auprès des autorités locales  
allemandes sont également restées sans  
résultats.

L'Ingénieur pp<sup>al</sup> de la Voie  
« Delchaye »

V. B. N. ge (B<sup>r</sup>)

Transmis à M<sup>r</sup> Merck après avoir

Cité de St Sols / Mer pris note.

Démolition, par  
les Allemands, d'un  
baraquement de 30 x 7  
et d'un local de 7 x 6<sup>m</sup>

18/11/42 Le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité:  
« Roussel »

M. Normand 20/11

M. Focken, prendre note et retourner  
19/11 « Merck »

E<sup>n</sup> P<sup>r</sup> 60.433



Lille, le 16-12-42

BlazebrouckRefection du logement  
du Chef de Dépôt

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

Les autorités allemandes nous ont demandé la remise en état du logement du Chef de dépôt d'Blazebrouck, en vue d'y loger les agents allemands du dépôt.

La réalisation de ces travaux doit occasionner une dépense de 45.000 <sup>f</sup> suivant détail estimatif ci-joint.

3 -

Vous trouverez ci-joint, ordre écrit de l'E.B.D. du 16 juillet 1942 avec traduction en français.

Etant donné qu'il ne s'agit que de réparations de maçonnerie, menuiserie, enduits, charpente, couverture, vitrerie et éclairage électrique, il n'est guère possible de fournir de plan des travaux réalisés.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire ouvrir le compte E1 P1 nécessaire pour me permettre de comptabiliser les dépenses.

Le Chef d'Arrond<sup>t</sup> V.B.  
« Délégation »

M. M. Vigier  
22/12 Costelin 21/12

19/12 « Muck »

M. Delchaye

V.B.N. db

BlazebrouckRemise en état  
du logement du  
Chef de dépôt

D'après l'estimation ci-jointe, il paraît s'agir de la remise en état d'un bâtiment fortement endommagé.

Veuillez me faire connaître les raisons qui motivent une telle remise en état : faits de guerre ou vétusté.



Quoiqu'il en soit, l'estimation devrait être scindée en 2 parties :

- 3 -
- 1<sup>re</sup>) Travaux de remise en état pur et simple (conservatifs a' des faits de guerre ou d'entretien) qui auraient dû être exécutés de toute façon ;
  - 2<sup>re</sup>) Travaux d'appropriation ou d'amélioration exécutés du fait de l'occupation du logement par les Allemands.

23/12/42

« Castelin »

« Merck »

V.B.N. va 4

Lille, le 2-1-43

Stazebrouck

Monsieur Merck

Remise en état  
du logement du  
chef de dépôt

Il s'agit d'une remise en état a' la suite de bombardements aériens et les travaux repris a' l'estimation ci-jointe sont ceux qui, de toute façon, auraient dû être exécutés.

- 3 -

Cette estimation ne comporte pas de travaux d'appropriation ou d'amélioration réalisés du fait de l'occupation du logement par les Allemands.

Dans ces conditions, vous savez sans doute d'avis d'imputer les dépenses sur compte R.G.

L'Ingénieur p<sup>al</sup> de la Voie  
« Delchaye »

V.B.N. d. b.

M. Delchaye

M-1-43

Stazebrouck

Remise en état  
du logement du  
chef du dépôt

D'accord, mais imputez la dépense de 45.000<sup>f</sup>, détaillée a' l'estimation ci-jointe sur le compte R.G.B. car il doit s'agir de destructions par

# Stazebrouck

## Remise en état du logement du chef de dépôt

Démolition de plafond :	133 <sup>2</sup> ,92	6 <sup>f</sup> ,50	870 <sup>f</sup> ,50
Démolition de cloison de 0,11 :	10 <sup>2</sup> ,98	10 <sup>f</sup>	109 <sup>f</sup> ,80
Brigues fournies et posées isolément :	300	2 <sup>f</sup> ,35	705 <sup>f</sup>
Grattage d'anciens papiers :	494 <sup>2</sup> ,34	2 <sup>f</sup> ,60	1.285 <sup>f</sup> ,30
Rebouchage de trous au plâtre :	494 <sup>2</sup> ,34	1 <sup>f</sup> ,10	543 <sup>f</sup> ,80
Badigeon à la chaux :	494 <sup>2</sup> ,34	2 <sup>f</sup> ,10	1.038 <sup>f</sup> ,10
Plafonds neufs au plâtre :	156 <sup>2</sup> ,63	44 <sup>f</sup>	6.891 <sup>f</sup> ,70
Dépose de siège de W.C.	1	25 <sup>f</sup>	25 <sup>f</sup>
Fourniture et pose de siège de W.C.	1	350 <sup>f</sup>	350 <sup>f</sup>
Démolition de seuil et fourniture de seuil en béton :	1	160 <sup>f</sup>	160 <sup>f</sup>
Démolition de souche de cheminée ébranlée :	2 <sup>3</sup> ,972	60 <sup>f</sup>	178 <sup>f</sup> ,30
Plus-value pour échafaudages verticaux :	65 <sup>2</sup> ,56	20 <sup>f</sup>	1.311 <sup>f</sup> ,20
Maçonnerie pour cheminée :	2 <sup>3</sup> ,972	385 <sup>f</sup>	1.144 <sup>f</sup> ,20
Plus-value pour maçonnerie hors comble			91 <sup>f</sup>
Dépose et repose de charpente :	0 <sup>3</sup> ,256	414 <sup>f</sup>	106 <sup>f</sup>
Remaniement de couverture en tuiles :	127 <sup>2</sup> ,58	15 <sup>f</sup>	1.913 <sup>f</sup> ,70
Solier au mortier :	18 <sup>ml</sup> ,10	15 <sup>f</sup> ,50	280 <sup>f</sup> ,50
Dépose de châssis et réajustage :	47 <sup>2</sup>	29 <sup>f</sup>	1.363 <sup>f</sup>
Châssis neufs :	2 <sup>2</sup> ,15	133 <sup>f</sup>	286 <sup>f</sup>
Porte d'entrée :	2 <sup>2</sup> ,25	234 <sup>f</sup>	526 <sup>f</sup> ,50
Plus-value pour pose de menuiseries dans les anciens dormants :			81 <sup>f</sup>
			19.260 <sup>f</sup> ,60



# Report:

Démastilage:

Vitrerie:

Déblais:

Peinture:

Eclairage électrique:

20<sup>2</sup>

3<sup>s</sup>

60<sup>s</sup>

20<sup>2</sup>

7<sup>s</sup>

140<sup>s</sup>

20<sup>3</sup>

14,80<sup>s</sup>

296<sup>s</sup>

pour

1.000<sup>s</sup>

pour

1.000<sup>s</sup>

Majoration de 100 %:

21.756<sup>s</sup>,60

21.756<sup>s</sup>,60

A valoir:

43513<sup>s</sup>,20

1.486<sup>s</sup>,80

45.000<sup>s</sup>



3 A { faits de guerre postérieurs à l'Armistice, ce que  
vous me confirmerez en retournant la présente  
et ses annexes, après avoir pris note.

Par ailleurs, vous aurez à porter l'occupation du  
logement en question à l'état mensuel que vous  
adresserez à M. Maesmaecker.

11 / 1 / 43

Le chef de la Division de l'Entretien  
« Demaux »

Avis au retour à M. M. Merck

Roussel

« Vigier »

Maesmaecker pour M.

V. B. N. v. a. 4

Stazebrouck

Remise en état  
du logement du  
chef de dépôt

Dossier L.S. 4.237.32

- 3 -

Lille, le 26-1-43.

En retour à M. Demaux, chef de la  
Division de l'Entretien à Paris, après avoir  
pris note et en lui confirmant qu'il s'agit bien  
de destructions par faits de guerre postérieurs  
à l'armistice.

Je prends note également de porter l'occupation  
de ce logement à l'état mensuel.

L'Ingénieur en chef de la Voie

« Delebraye »

Et transmis à M. Merck pour avis

29/1/43.

« Castelin »

M. Vigier 29/1/43

M. Castelin 29/1/43

M. Focken 1/2  
« Merck »

E.B.D. Lille  
41 T.4

Lille, le 16.7.42.

Monsieur Delchage,  
Objet: Remise en état de l'ancien  
bâtiment du Chef de magasin de  
la gare d'Hazebrouck.  
L'ancien bâtiment du Chef de  
magasin en gare d'Hazebrouck  
sera remis en état en vue de  
loger les agents allemands du  
dépôt d'Hazebrouck.  
Les travaux de réparation sont  
à entreprendre au plus tôt  
en accord avec le B.A. de Calais.

Il y a lieu de nous  
avisés des mesures prises pour  
le 31/7/42 au plus tard

signé: « Memier »

Eisenbahn-Betriebsdirektion  
Lille 41 T 4

Lille, den 16. 7. 42

An die  
S. N. G. F.  
3. Hd. des Herrn Delchaye  
Lille

Rue de Courmoulinde 16.

Betre: Instandsetzung des früheren Magazinver-  
walter-Gebäudes am Bf Hazebrouck.

Das frühere Gebäude des Magazinverwalters  
am Bf Hazebrouck soll zur Unterbringung  
des deutschen Bediensteten des Bw Hazebrouck  
wieder instand gesetzt werden.

„Im Benehmen mit dem B. A. Calais ist  
baldigst mit den Instandsetzungsarbeiten  
zu beginnen.“

Bis zum 31 Juli 1942 ist uns über das  
Verlaufs zu berichten.

„Meyer“

„Lunkel“  
f T 4



Domages causés  
à la S.N.C.F.  
Domages causés à  
nos installations par  
les militaires allemands  
etc.

Lille, le 24-10-42  
Lille Dunkerque  
Monsieur Merck

Nord - Travaux  
30-10-42

N° 59 | Pièce 92

Ingénieur

à Paris

V.B.N. va 4

Je vous informe que dans la nuit du 20 au 21 Octobre des soldats allemands ont enfoncé, au cours d'une alerte, la porte à 2 vantaux en barreaux de fer, située côté escalier d'accès de l'Économat (Route de St Pol o/mer) en gare de Dunkerque. Cette porte avait été confectionnée et posée au cours de la révision des clôtures de la gare. Deux clés avaient été remises, une au chef de gare, l'autre à l'Inspecteur allemand.

Le chef de district des Bâtimens de Dunkerque a originairement le fait au Bahnoffsoffizier.

Le préjudice causé se monte à 800.<sup>f</sup>

S'ing. j. de la Voie  
« Delahaye »

le 31.10.

En retour à Monsieur Merck  
après avoir pris connaissance  
« Roussel »

M. M. Roussel  
M. Focke

pour avis

29/10

« Merck »

## Constitution du Dossier.

Pièces lui seraient nécessaires, sauf dérogation à demander au Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. (Avis exprimé par les Services du M.R.U. à Laon le 10 mars 1947.

Le Dossier Administratif devrait, en principe, comprendre:

Un exemplaire des statuts.

Une copie des délibérations des Assemblées Générales, nommant les Administrateurs.

Une copie de la délibération du Conseil d'Administration ayant nommé le Président.

Pouvoir du Président du Conseil d'Administration, au mandataire qui signe le Dossier.

Liste des Administrateurs - (Noms, Prénoms et adresses, avec le N° de leur Carte d'identité et l'indication du Service qui l'a délivrée).

Enfin, liste des principaux Actionnaires, avec la déclaration

de leur nationalité.

Telles sont les pièces exigées  
actuellement des Sociétés.

---

~~Pièces constitutives du~~  
~~Dossier, autres que celles~~  
~~Administratives ci-dessus.~~

---



6<sup>e</sup> Tranche

Donner général

6<sup>e</sup> du Nord

Attestation Ballay Th. de la chapelle  
Levée 60

Liste des immeubles sinistrés acquis  
de la 6<sup>é</sup> au Nord (5<sup>é</sup> tranche)

N <sup>o</sup> des I. P.	Situation de l'immeuble	
40	Paris, 14 & 16 rue Bondeauville	
133	Paris, 19 Rue Bondeauville	
134	Paris, 15, 17 & 19 rue Brémer	
277	Paris, 105, Rue de la Chapelle	
<p data-bbox="314 1321 736 1533">Le Forcken Annexe à l'Etat sinistré N<sup>o</sup> du 2. 3. 46.</p>		



Attestation devant permettre à M. BALLOEY de toucher l'indemnité de dommages de guerre afférente à la boutique qu'il est autorisé à occuper dans l'immeuble SNCF sis à PARIS, au n° 74 (ex-152), rue de la Chapelle.

Semblable attestation a déjà été délivrée, le 28 septembre 1950, à M. et Mme SEVENIE, occupants d'une boutique dépendant du même immeuble.

*et le maitre  
n 6/1*



MINUTE

Attestation devant permettre à M. BALLOEY de toucher l'indemnité de dommages de guerre afférente à la boutique qu'il est autorisé à occuper dans l'immeuble SNCF sis à PARIS, au n° 74 (ex-152), rue de la Chapelle.

Semblable attestation a déjà été délivrée, le 28 septembre 1950, à M. et Mme SEVENIE, occupants d'une boutique dépendant du même immeuble.



MINUTE

A T T E S T A T I O N

Je soussigné, Jean ADINE, Ingénieur en Chef, Chef du Service Général de la Voie de la Région du Nord de la Société Nationale des Chemins de fer Français (S.N.C.F.), dont le siège est à Paris, rue Saint-Lazare, n° 88.

Ladite Société substituée à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, en exécution de la convention du trente-et-un août 1937, publiée au Journal Officiel du premier septembre 1937 et approuvée par décret-loi du même jour.

Certifie,

Qu'aux termes d'un engagement en date du sept Mai Mil neuf cent quarante trois, la Compagnie du Chemin de fer du Nord a donné en location à Monsieur Robert BALLOEY, pour l'affecter à usage de bureau d'agence de transports, une boutique, avec dépendances, dans un immeuble sis à PARIS, rue de la Chapelle, n°152 (devenu depuis n° 74).

Que cet immeuble a été endommagé au cours des hostilités.

Et que l'indemnité susceptible d'être allouée par l'Etat, en raison des dommages causés à ladite boutique, et plus spécialement à la devanture et aux peintures, ne peut être valablement attribuée qu'à Monsieur BALLOEY, sur ses propres justifications.

En conséquence, je déclare, en tant que de besoin, que les dommages dont Monsieur BALLOEY est habile, au titre ci-dessus, à bénéficier en vertu de la législation en vigueur en matière de dommages de guerre, n'ont pas été et ne seront pas compris dans aucun des dossiers que la Société Nationale des Chemins de fer Français pourrait être, elle-même, appelée à fournir pour les immeubles ou installations lui appartenant.

à PARIS, le vingt-huit décembre Mil neuf cent cinquante cinq

*Signé ADINE*

*L'attestation a été remise à*

*M. Balloey le 9 janvier 1956 à 10h30*

## A T T E S T A T I O N

Je soussigné, Jean ADINE, Ingénieur en Chef, Chef du Service Général de la Voie de la Région du Nord de la Société Nationale des Chemins de fer Français (S.N.C.F.), dont le siège est à Paris, rue Saint-Lazare, n° 88.

Ladite Société substituée à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, en exécution de la convention du trente-et-un août 1937, publiée au Journal Officiel du premier septembre 1937 et approuvée par décret-loi du même jour.

Certifie,

Qu'aux termes d'un engagement en date du sept Mai Mil neuf cent quarante trois, la Compagnie du Chemin de fer du Nord a donné en location à Monsieur Robert BALLOEY, pour l'affecter à usage de bureau d'agence de transports, une boutique, avec dépendances, dans un immeuble sis à PARIS, rue de la Chapelle, n°152 (devenu depuis n° 74).

Que cet immeuble a été endommagé au cours des hostilités.

Et que l'indemnité susceptible d'être allouée par l'Etat, en raison des dommages causés à ladite boutique, et plus spécialement à la devanture et aux peintures, ne peut être valablement attribuée qu'à Monsieur BALLOEY, sur ses propres justifications.

En conséquence, je déclare, en tant que de besoin, que les dommages dont Monsieur BALLOEY est habile, au titre ci-dessus, à bénéficier en vertu de la législation en vigueur en matière de dommages de guerre, n'ont pas été et ne seront pas compris dans aucun des dossiers que la Société Nationale des Chemins de fer Français pourrait être, elle-même, appelée à fournir pour les immeubles ou installations lui appartenant.

à PARIS, le vingt-huit décembre Mil neuf cent cinquante cinq.



*Après mention  
: 10 documents aux peintures*

# ATTESTATION

*Jean Adrien*

Le soussigné Marcel LECLERCQ, Ingénieur en Chef, Chef de la Division du Service Général de la Voie de la Région du Nord de la Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.), dont le siège est à Paris, rue Saint-Lazare, n° 88.

Ladite Société substituée à la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, en exécution de la convention du trente-et-un août 1937, publiée au Journal Officiel du premier septembre 1937 et approuvée par décret-loi du même jour.

Certifie,

Qu'aux termes, notamment, d'un acte sous signatures privées en date du vingt-deux avril 1931, enregistré, la Compagnie du Chemin de Fer du Nord a donné en location à Monsieur et Madame MAZON, desquels Monsieur et Madame SEVENIE sont devenus régulièrement cessionnaires, une boutique avec dépendances, dans un immeuble sis à Paris, rue de la Chapelle, n° 152 (devenu depuis n° 74).

Que cet immeuble a été endommagé au cours des hostilités.

Et que l'indemnité susceptible d'être allouée par l'Etat, en raison des dommages causés spécialement à la devanture et aux peintures de ladite boutique, ne peut être valablement attribuée qu'à Monsieur et Madame SEVENIE, sur leurs propres justifications.

En conséquence, je déclare, en tant que de besoin, que les dommages dont Monsieur et Madame SEVENIE sont habiles, au titre ci-dessus, à bénéficier en vertu de la législation en vigueur en matière de dommages de guerre, n'ont pas été et ne seront pas compris dans aucun des dossiers que la Société Nationale des Chemins de Fer Français pourrait être, elle-même, appelée à fournir pour les immeubles ou installations lui appartenant.

A Paris, le vingt-huit Septembre 1950.

Le Chef de la Division  
du Service Général de la Voie,

*mentionné  
act au  
moment de  
rénover*

M. Balloey. Reclame  
au MLR une somme de 24.000<sup>Fr</sup>  
au titre dommages de guerre.

En principe le MLR Remboursera  
sur présentation de l'affestation signée.

Les travaux ont été exécutés  
par les soins de M. Balloey au  
moment de la prise des lieux.

Cependant, aujourd'hui, les  
peintures sont sales, la devanture  
paraît très négligée, le téléphone  
n'existe plus, et le local reste  
fermé et paraît servir de remise  
et de logement pour la Belle Dame  
de l'intérieur.

22/12/55 10h 30

---

Transports Arzame

(Mr Ballant)

Portzaris 42 - 2f

8 a 12 14

attestation de Embarquement de guerre

arrivé 152 m de la Chapelle

M. ~~Bouquet~~

Vende as tu demandes  
à M. Ballant

de faire au

fait  
HB

Arzame (M. Bouquet  
ou M. Ballant)  
muni  
12/12/88

HB



Paris, le 10 Novembre 1955

V.B. N° 9c (Bi)

Vu au District B<sup>6</sup>  
pas de travail fait dans  
le cadre des Bonnys  
de guerre  
confirmé par M. Ramant-  
12/12/55

Monsieur le Chef  
de la Section du Douane  
Paris  
J'ai reçu ce jour, la visite  
de M. BALLÉY Robert, locataire  
d'un local à usage commercial  
dans l'immeuble S.R.C.F sis à Paris  
(18<sup>e</sup>) 152, Rue de La Chapelle;  
qui m'a demandé de lui signer  
l'attestation ci-jointe, en communication  
pour lui permettre de toucher  
l'indemnité de dommages de  
guerre due pour la remise en  
état du local précité -

Je vous prie de vouloir  
bien me confirmer, par retour,  
que je puis délivrer cette  
attestation dans la forme  
présentée -

PJ. 1 -

Le Chef de la Subdivision  
de la Compabilité

*Reçu*

10 NOV. 1955

51

M. Jolly signale que  
M. Jolly signale que  
à l'occupation des lieux en cas d'a-  
randon. Vu M. Jolly  
Il y a eu, le cas échéant  
d'autres aménagements  
à envisager avant  
1955

Copie à M. LECLERCQ (M. PETINE)

9/8/45.

Le Chef du Domaine

*Villet*

Paris, le 9 août 1945

VB/N gr

-  
PARIS-  
Immeubles à acquérir  
de la C<sup>ie</sup> du Nord  
(6<sup>ème</sup> tranche)  
Domages de Guerre  
-Monsieur BOUCHEREAU  
Chef du Domaine de la S.N.C.F.

En réponse à votre lettre 93D/309 du 2 février 1945, j'ai l'honneur de vous indiquer ci-dessous l'importance des dommages de guerre occasionnés aux I.P. Nord nos 43, 128, 338, 382 et 400, sis respectivement, 151, 153/155, 152, 123 et 127 rue de La Chapelle, à Paris, que nous devons acquérir prochainement :

151, rue de La Chapelle	.....	620 000 <sup>f</sup>
153/155	d <sup>o</sup>	.....820 000 <sup>f</sup>
152	d <sup>o</sup>	.....270 000 <sup>f</sup>
123	d <sup>o</sup>	.....900 000 <sup>f</sup>
127	d <sup>o</sup>	.....6 500 000 <sup>f</sup>

Ce dernier immeuble est complètement détruit. Sa reconstruction entraînerait une dépense de 6 500 000<sup>f</sup>.

Votre bien dévoué,

Le Chef du Domaine,

*sign. Villet**M. Focken**cl - ao*  
*13/8*

Société Nationale des Chemins de Fer Français  
88 , rue St Lazare PARIS

PU REG 3402  
174

Secrétariat Général le 30 Octobre 1946

au Domaine

COPIE

93 D/309 Pri

Monsieur le Directeur  
de la Région du Nord

Par une lettre en date du 17  
octobre 1946 , dont copie est ci-jointe,  
la Compagnie du Nord nous fait connaître  
les dépenses qu'elle a engagées pour la  
réparation des dommages causés par faits  
de guerre aux immeubles constituant la  
6ème tranche des acquisitions réalisées  
par la S.N.C.F. en vertu de l'article 44  
de la Convention du 31 août 1937 .

Nos accords avec la Compagnie du  
Nord prévoyant le remboursement intégral  
de ces dépenses , je vous serais obligé  
de vouloir bien lui en régler le montant  
soit : 717.559 frs ,40 , dont le détail  
figure aux annexes ci-jointes .

Le Secrétaire général Adjoint

(s) .....

T. S. V. P.



Transmis à Monsieur LECLERCQ (M. ISTRIA)

à toutes fins utiles

10 octobre 1946

Il s'agit du remboursement à la  
Cie du Nord des dépenses qu'elle a enga-  
gées pour la réparation des dommages  
causés à des immeubles de son domaine  
privé que la S.N.C.F. a acquis récemment ;  
l'acquisition comporte droit à la parti-  
cipation de l'Etat dans les dépenses de  
restauration .

Par une lettre en date du 17  
septembre 1946, M. le Directeur  
général de la S.N.C.F. a demandé  
à la Cie du Nord de lui faire connaître  
le montant des dépenses engagées par elle  
pour la réparation des dommages causés  
à ses immeubles de son domaine privé  
acquis récemment par la S.N.C.F. en vertu  
de l'article 40 de la loi du 31 mai 1937.  
(8) Meesmaecker

Nos accords avec la Compagnie du  
Nord prévoient le remboursement intégral  
des dépenses, de tous caractères obligés  
de vouloir bien lui en régler le montant  
soit : 717.529 fr. 40, dont le détail  
figure aux annexes ci-jointes .

Le Directeur Général Adjoint

(8) .....

COPIE

Paris, le 17 octobre 1946.

COMPAGNIE DU  
CHEMIN DE FER DU  
NORD

-----  
Domaine

-----  
Domaine Privé

-----  
Aliénations  
au profit de la S.N.C.F.  
-6° tranche-

-----  
Dommages de guerre

Cher Monsieur,

Comme suite à notre correspondance antérieure et aux conversations que nous avons eues entre temps à ce sujet, j'ai l'honneur de vous indiquer ci-après le montant des dépenses engagées par la Compagnie du Nord pour les réparations des dommages causés par faits de guerre (bombardement des 20/21 avril 1944) aux immeubles constituant la 6° tranche de nos aliénations au profit de la Société Nationale et dont cette dernière aurait à nous tenir compte en échange de notre renonciation au droit à la participation de l'Etat.

Conformément aux indications contenues dans chacun des dossiers ci-joints, ces dépenses sont les suivantes :

I.P. N° 43 - rue de la Chapelle n° 77 (EX n° 151).

Dossier M..R.U. n° R.B. 8220 Z = 344.854 frs. 70  
=====

I.P. N° 128 - rue de la Chapelle n° 81/83 (EX n° 153/155).

Dossier M.R.U. n° R.B. 8221 Z = 332.320 frs. 35  
=====

I.P. N° 338 - rue de la Chapelle n° 74 (EX n° 152).

Dossier M.R.U. n° R.B. 6957 Z = 36.702 frs. 85  
=====

I.P. n° 382 - rue de la Chapelle n° 49 (EX n° 123).

Dossier M.R.U. n° R.B. 6756 Z = 301 frs. 25  
=====

I.P. n° 400 - rue de la Chapelle n° 53 (EX n° 127)

Dossier M.R.U. n° R.B. 6702 Z = 3.380<sup>f</sup>25

Monsieur BOUCHEREAU

Chef du Domaine

Société Nationale des Chemins de fer

Français

5, rue de Florence

Paris (8°)

*17 Jan 1946  
T.C. 20/10/46*

*Remboursement  
276.4  
36.406,60 francs  
sur le 10/11/46  
crédit alloué  
à la C.F. du Nord*

Saisie M<sup>rs</sup> Delvallée

pour transfert

Licaille - Desfontaines.

---

sauf pour certificat notaire  
redacteur qui ne répond pas -  
(attendre encore - rappel étant fait).

---

~~Rue de la Chapelle.~~

Saint-Denis.

Saint-Ouen.

---

31 Rue du Bouilly,  
acquisition Nord. Arr. Lh.  
" I.P. 331.

---

Le surplus Domaine  
publié.

---

Un au Domaine.

---

Il n'y a eu un immeuble  
2 Rue du Poissonnier à St Ouen -  
(indiqué autrefois sous rubrique  
Saint-Denis).

---



PROJET

V.B.N.V.E.D.

Saint-Denis.

Dommaiges Guerre.

Copie, à M. de Chaumont.  
Chef de l'Inspection des Bâtiments -  
à Paris.

Comme suite à sa lettre du 22  
janvier écoulé et pour le tenir au  
courant. (voir à la fin).

Monsieur Ollivier.  
Architecte.

9, Rue Léon Chermitté -  
Paris. 15<sup>e</sup>.

Monsieur,

En vue de l'établissement d'un  
programme de financement, la Délégation  
départementale de la Seine nous demande de  
lui faire déposer les dossiers des immeubles  
suivants, situés à Saint-Denis et entièrement  
détruits au cours des hostilités. (Bombardement  
aérien du 20/21 Avril 1944).

Rue du Landy, N° 91.

Rue des Petits Carillons. (numéro non  
précisé).

Rue des Poissonniers. (sans indication de  
N°).

Une même demande nous est, également,  
parvenue pour l'immeuble 2, Rue des  
Poissonniers, à Saint-Ouen.

Sans en avoir encore la certitude, il  
est à supposer que cette dernière construction  
est la même que celle indiquée comme se  
trouvant sur le territoire de la Commune  
de Saint-Denis, bien que, cependant, deux  
déclarations de sinistre aient été souscrites,  
à l'origine, nos Services locaux doivent nous  
fixer, à ce sujet.

Pour ces immeubles, dépendances du  
domaine public du Chemin de fer, mais qui  
ne sont pas affectés à l'exploitation. (en  
fait domaine concédé) - les pièces ci après,

selon les Directives de la Délégation départementale  
sont à fournir :

2) - Etat estimatif des travaux de reconstruction "à l'identique", du bâtiment détruit, tel qu'il se comportait au moment du sinistre, -  
cet état estimatif devant être établi au moyen du barème général des prix - (volume Septembre 1939, non revalorisés) ;

b) - un croquis, au 1/1000<sup>e</sup> de l'ensemble immobilier dans lequel était compris le bâtiment détruit -

c) - plans, coupes et élévation du même bâtiment, à l'échelle de 0.01 par mètre -

Le délai qui vous est imparti, pour le dépôt des dossiers, expirera le 8 Mars prochain. (14 Mars pour l'immeuble, 2 Rue des Poissonniers, à Saint-Ouen, s'il n'y a pas double emploi) -

Je vous serais obligé de bien vouloir établir les documents qui vous sont demandés -

Les renseignements complémentaires, susceptibles de vous être utiles, pourront vous être donnés par M. de Chammyot, Chef de l'Inspection des Bâtiments, à Paris, qui est au courant de la question et, si besoin était, par la Section des Domaines de guerre de la Région,

J'ajoute que, dans la demande de la Délégation départementale, figure l'immeuble, 31, Rue du Bailly, à Saint-Denis, - (ex domaine privé de la Compagnie du Chemin de fer du Nord) - pour lequel vous avez établi un dossier régulier, en Septembre 1948.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

( M. de Chammyot ).

et en lui demandant de me faire parvenir les accusés de réception des déclarations de sinistre, souscrites par ses soins, pour les immeubles sus-visés, ainsi que les renseignements qu'il peut posséder sur la numérotation des immeubles, Rue des Poissonniers et Rue de Petite Caillonne. (mes lettres des 12 et 19 janvier) -

# PROJET

V.B.N. V.E.D.

Dommages de Guerre.

Architectes.

2 Copies à V.E.D.

Copie à M. le Chef de l'Inspection des Bâtiments.  
(note à la suite).

Monsieur  
le Chef de la Division des Etudes.

En vue de l'établissement d'un programme de  
financement, la Délégation Départementale de la Seine nous  
demande de lui remettre les dossiers des immeubles suivants,  
situés à Saint-Denis et entièrement détruits au cours  
des hostilités - (Bombardement aérien du 28/21 Avril 1944).

31, Rue du Bailly.

Rue des Poissonniers - (sans indication de numéro).

91, Rue du Landy.

Rue des Petits Carillons - (N° non précisé).

Une même demande nous est parvenue pour l'immeuble  
2, Rue des Poissonniers, à Saint-Ouen.

Le dossier, ayant trait à l'immeuble 31 Rue du  
Bailly, qui dépendait du domaine privé de la Compagnie du  
Chemin de fer du Nord et qui est devenu la propriété de la  
S.N.C.F. en exécution de l'article 44 de la Convention du  
31 Août 1937, est en ma possession, après avoir été  
régulièrement constitué par M. Okun, Architecte, agréé  
par le M. R. U. et la Région.

Pour les autres immeubles, dépendances du domaine  
public du Chemin de fer, mais qui ne sont pas affectés à  
l'exploitation, les pièces ci-après, selon les directives de la  
Délégation Départementale, sont à fournir :

a.) Etat estimatif détaillé des travaux de reconstitution,  
"à l'identique", du bâtiment détruit, tel qu'il se comportait  
au moment du sinistre. Cet état estimatif devra être établi,  
conformément aux prescriptions légales, par un Architecte,  
agréé par le M. R. U. et assermenté, au moyen du barème  
général des prix forfaitaires - (valeur Septembre 1939) - non  
révalorisés.

b.) - un croquis, au 1/1000<sup>e</sup> de l'ensemble immobilier  
dans lequel était compris le bâtiment détruit.

c.) - plans, coupes et élévation du même bâtiment, à  
l'échelle de 0.01 par mètre.

Le délai qui nous est imparti, pour le dépôt des dossiers,  
expirera le 8 Mars prochain - (14 Mars pour l'immeuble,  
2, Rue des Poissonniers, à Saint-Ouen). Il serait donc utile  
que les pièces énumérées ci-dessus, me parviennent assez  
rapidement, en vue de la constitution définitive de ceux-ci, de  
leur signature et de leur remise au temps opportun.

Je vous demanderais de procéder à la désignation d'un  
Architecte, remplissant les conditions exigées par la législation



et qui aura pour mission d'établir les documents qui nous  
sont nécessaires.

Copie à M. le Chef de l'Inspection des Bâtimens, à Paris.  
pour le tenir au courant et en lui demandant de me  
faire parvenir les accusés de réception des déclarations de  
sinister, souscrites par ses soins, pour les immeubles sus-  
rappelés, ainsi que les renseignements qu'il peut posséder  
sur la numérotation des immeubles, Rue des Poissonniers et  
Rue des Petits Cailloux. (mes lettres des 12 et 19 janvier).

VB.N.vt D

Paris,

St-DENIS

Donnages de Guerre

Monsieur OKUN,  
Architecte

126, Quai Louis Blériot  
PARIS 16<sup>e</sup>

Monsieur,

En vue de l'établissement d'un programme de financement, la délégation départementale de la Seine nous demande de lui faire déposer les dossiers des immeubles suivants, situés à St-Denis et entièrement détruits au cours des hostilités (Bombardement aérien de l'avant-gare de Paris du 20/21 avril 1944).

Rue du Landy, n° 91  
Rue des Petits Cailloux (numéro non précisé)  
Rue des Poissonniers (sans indication de numéro)

Une semblable demande nous est également parvenue pour l'immeuble 2, rue des Poissonniers, à St-Ouen.

Sans en avoir encore l'absolue certitude, il est à supposer que cette dernière construction est la même que celle indiquée comme se trouvant sur le territoire de la commune de St-Denis, bien que, cependant, deux déclarations de ministre avaient été souscrites ; - nos Services locaux doivent nous fixer incessamment à ce sujet.

Pour ces immeubles, dépendances du domaine public du chemin de fer, mais qui ne sont pas affectés à l'exploitation, les pièces ci-après, selon les directives de la délégation départementale, sont à fournir :

- a) Etat estimatif des travaux de reconstruction "à l'identique", du bâtiment détruit, tel qu'il se comportait au moment du sinistre, - cet état estimatif devant être établi au moyen du bordereau général des prix forfaitaires (valeur septembre 1939) non revalorisés.
- b) Un croquis au 1/1000 de l'ensemble immobilier dans lequel était compris le bâtiment détruit.
- c) Plans, coupes et élévation du même bâtiment, à l'échelle de 0,01 par mètre (minima).

Le délai qui nous est imparti, pour le dépôt des dossiers arrivera à expiration le 8 mars prochain (14 mars pour l'immeuble, 2 rue des Poissonniers à Saint-Ouen, s'il n'y a pas double emploi avec l'immeuble même rue, mais à Saint-Denis).



Je vous serais obligé de bien vouloir établir les documents qui nous sont demandés.

Les renseignements complémentaires, susceptibles de vous être utiles, pourront vous être donnés par M. de Chaumont, Chef de l'Inspection des Bâtiments à Paris, qui est au courant de la question et, si besoin était, par la Section des dommages de Guerre de la Région.

J'ajoute que dans le programme soumis par la délégation départementale, figure l'immeuble, 31, rue du Bailly, à St-Denis (ex Domsine privé de la Compagnie du Chemin de fer du Nord) pour lequel vous avez établi, en septembre 1948, un dossier régulier, actuellement en ma possession.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

Copie à VB.N.IB, comme suite à sa lettre du 22 janvier écoulé et pour le tenir au courant.

En lui demandant de me faire parvenir les accusés de réception des déclarations de sinistre, souscrites par ses soins pour les immeubles susvisés, ainsi que les renseignements qu'il a dû obtenir sur la numérotation des immeubles, rue des Poissonniers et rue des Petits Cailloux (mes lettres des 12 et 19 janvier).



Paris, le 14 janvier 1951.

Monsieur le Chef de l'Inspection des Bâtiments  
de PARIS

VB.N.vt<sup>D</sup>

Domages de guerre

Saint-Ouen

Suite à ma lettre du 12 courant, relative à l'établissement des dossiers de dommages réclamés par la délégation départementale de la Seine, pour quatre immeubles sis à Saint-Denis.

Une demande identique vient de m'être adressée par la même délégation, pour la maison 2 rue des Poissonniers à Saint-Ouen, laquelle, également détruite par bombardement aérien (nuit du 20 au 21 avril 1944) comportait 6 logements alors occupés par des agents de la S.N.C.F.

Les pièces à fournir sont les mêmes que celles précisées dans ma communication sus-visée.

Le délai limite, pour le dépôt de ce dossier, est fixé au 14 mars prochain.

Les documents nécessaires à la constitution de celui-ci devront donc me parvenir en même temps que ceux déjà indiqués, c'est-à-dire pour le 15 février, sous la même condition d'intervention d'un architecte agréé par le M.R.U. et assermenté.

J'ajoute que l'accusé de réception de la déclaration de sinistre souscrite par vos soins et qui figure à la délégation départementale, sous le n° 13.739 est aussi à m'adresser.

*Signé: Leclercq.*

PROJET

2 cc à Vt.D.

Copie à g.c. pour information.

VB.N.Vt.D.

Domages de Guerre.

Saint-Denis.

Monsieur le Chef  
de l'Inspection des Bâtiments.  
à Paris.

Suite à une lettre du 12 courant,  
relative à l'établissement des dossiers de  
dommages réclamés par la Délégation  
Départementale de la Seine, pour locaux  
insaisissables sis à Saint-Denis.

Votre demande identique vient de m'être  
adressée par la même Délégation, pour la  
Maison, 2, Rue des Poissonniers, à Saint-  
Denis, laquelle, également détruite par  
bombardement aérien (nuit du 20 au 21  
Avril 1944), comportait 6 logements alors  
occupés par des Agents de la S.N.C.F.

Les pièces à fournir, sont les mêmes que  
celles précisées dans une communication  
sus-visée.

Le délai limite, pour le dépôt de ce dossier,  
est fixé au 1<sup>er</sup> Mars prochain.

Les documents nécessaires, à la constitution  
de celui-ci, devront donc me parvenir en  
même temps que ceux déjà indiqués, c'est-à-  
dire pour le 15 Février, sous la même  
condition d'intervention d'un Architecte,  
agréé par le M. R. U. et assermenté.

J'ajoute, que l'accusé de réception de  
la Déclaration de sinistre souscrite par  
vos soins et qui figure à la Délégation  
Départementale, sous le N° 13.739, est  
aussi à m'adresser.

L. M.

PROJET

V.B.N.V.E.D.

Dommages de Guerre.

Saint-Denis.

Copie à D.G.

Copie à G.C. pour information.

Monsieur le Chef de

l'Arrondissement V. B.

à Paris.

En vue de l'établissement d'un programme de financement, la Délégation départementale de la Seine nous demande de lui remettre les dossiers des immeubles suivants, situés à Saint-Denis et entièrement détruits au cours des hostilités - (Bombardement aérien du 20/21 Avril 1944).

31, Rue du Bailly.

Rue des Poissonniers - (sans indication de numéro).

91, Rue du Landy.

Rue des Petits Carillons - (N° non précisé).

Le dossier, ayant trait à l'immeuble 31 Rue du Bailly, qui dépendait du domaine privé de la Compagnie du Chemin de fer du Nord et lui est devenu la propriété de la S.N.C.F. en exécution de l'article 44 de la convention du 31 Aout 1937, est déjà régulièrement constitué.

Pour les autres immeubles, dépendances du domaine public du Chemin de fer, mais qui ne sont pas affectés à l'exploitation, les pièces ci-après, selon les directives du M. R. U., sont à fournir :

2) - Etat estimatif détaillé des travaux de reconstruction, "à l'identique", du bâtiment détruit, tel qu'il se comportait au moment du sinistre. Cet état estimatif devra être établi par un Architecte, agréé par le M. R. U. et assermenté, au moyen du Barème général des prix forfaitaires - (valeurs Septembre 1939) - non revalorisés.

Dans des cas semblables, des Architectes privés, admis par la Régie, remplissant



ces conditions d'agrément et d'asservissement, sont déjà intervenus en pareille matière.

b) - un croquis, au 1/1000<sup>e</sup>, de l'ensemble immobilier dans lequel était compris le bâtiment détruit.

c) - plans, coupes et élévations du même bâtiment, à l'échelle minima de 0.01. par mètre.

Le délai qui nous est imparti, pour le dépôt des dossiers, expirera le 8 Mars prochain; - il est donc indispensable que les pièces énumérées ci-dessus, nous parviennent pour le 15 Février au plus tard, en vue de la constitution définitive de ceux-ci et de leur remise, en temps utile.

J'ajoute que les récapitulés des déclarations de sinistres, souscrites par votre Arrondissement pour ces trois immeubles, sont également à m'adresser; - elles figurant, à la délégation départementale, sous les Numéros suivants:

Rue des Poissonniers - 13.738.

Rue du Landy. 13.733 et 13.735.

Rue des Petits Carillons - 13.784.

En ce qui concerne la Rue du Landy, il apparaît, ainsi, que deux déclarations de sinistres ont été faites; - l'ensemble de l'immeuble n'était donc pas affecté au même usage.

D'après les renseignements pris à la Section du Domaine, il s'agit très probablement, de la construction autrefois à usage de café - restaurant qui, au jour du sinistre, était utilisée par la Région comme salle de réunion et logements d'Agents, car le bâtiment voisin, portant le même numéro et édifié en 1920, ne paraît pas avoir été endommagé.

D'ailleurs, il est à remarquer que les demandes, de la nature de celles qui viennent de nous être adressées et lui supposent, en fait, l'existence d'un plan de priorité, ne visent, actuellement, que les immeubles totalement détruits.

Enfin, en ce qui concerne la désignation du mandataire appelé à signer la demande d'indemnité elle-même, la question ne pourra être examinée qu'après réception des pièces

sus-visées et sera attribuée, selon l'importance  
du donnage, dans les conditions précisées dans  
la lettre de M. Demare, aux Chefs d'Arrou-  
sissement, du 29 juillet 1948.

J

W. K.

V.B.N.V.E.D.

Domages de Guerre.

Monsieur Delvallée.

Notaire.

68 Rue de la Chaussée d'Antin -  
à Paris.

Monsieur

La Délégation Départementale de la  
Seine nous demande de lui remettre, dans un  
délai d'ailleurs assez restreint, différents  
dossiers de dommages d'appliquant aux  
immeubles suivants, situés à Saint-Denis et  
autour de Saint-Denis, détruits  
au cours des hostilités; savoir:

à Saint-Denis - 31, Rue du <sup>Régiment</sup> Baillay, à Saint-Denis.

Immeuble acquis par la S.N.C.F. de la Cie  
du Chemin de fer du Nord, suivant avec  
~~contrat passé~~ cession des droits à indem-  
nité, suivant contrat passé en votre étude,  
le 18 Décembre 1948. (I.P. 331) - 7<sup>e</sup> tranches

Cette cession a été autorisée par  
jugement du Tribunal Civil de la Seine,  
en date du 13 Avril 1948.

Rue des Poissonniers, N°

Rue du Landy, N° 91.

(ou Chagny)  
Rue des Petits Carillons, N°

Ces-ci dépendaient déjà du

Domaine ~~publique~~ du Chemin de fer, au titre  
de la Compagnie du ~~Chemin~~ Nord et sont  
passés d'office dans le domaine immobilier  
de la S.N.C.F. en exécution de la convention  
du 31 Août 1937, publiée au ~~Journal officiel~~  
du 4<sup>e</sup> Septembre de la même année, ~~et~~ <sup>cette</sup> convention  
au vertu de laquelle la S.N.C.F.  
a été substituée aux droits de ladite  
Compagnie.

L'origine de propriété antérieure



+ ayant bien existé  
d'une possession et celle de la Compagnie du Nord, n'a  
d'expropriation. pu être retracée et il est à <sup>préciser</sup> ~~préciser~~ que  
les constructions qui existaient sur cette  
partie de son domaine, ont été édifiées  
par elle mais à une époque difficile à  
déterminer, <sup>et</sup> sur des terrains ~~par~~ acquis ou  
Au fond d'ailleurs, on il apparaît

Pour la constitution de la commission  
 des finances, je vous serais obligé de vouloir bien  
 vouloir nous déléguer.

pour l'immenseur, 31 Rue du Bailey,  
dont l'acquisition a été réalisée, en votre faveur,  
un <sup>consentir</sup> certificat de propriété relatif  
la cession ~~intervenue~~ par la Compagnie du  
Chemins de fer du Nord, à la S.N.C.F. <sup>le 20</sup> ~~le 15~~

pour les autres constructions, on se  
 sent comprises dans la Convention, du les  
 conditions générales de la Convention du  
 31 Août 1937.

certificat, en tant que comparution, est à établir par  
la <sup>main</sup> ~~signature~~ de M. Marcel Leclercq, Ingénieur  
en Chef, Chef de la Division du Service Général  
de la Voie, de la Région ~~du~~ du Nord de la S.N.C.F.

et pour les autres constructions, qui se trouvent comprises dans les effets ~~et conséquences~~ et conséquences de la Convention, du 31 Août 1937, des attestations confirmant l'amparation dans le domaine immobilier de la S. N. C. F. en exécution de ladite Convention -

Par ailleurs, nous avons accusé la  
Rue de l'Abbi de l'Église  
Lille ~~pour avoir~~ <sup>pour avoir</sup> ~~accusé~~ <sup>accusé</sup> ~~des~~ <sup>des</sup> ~~droits~~ <sup>droits</sup>  
si nous-mêmes de guerre, une grande de dix  
maisons ouvrières qui ont été détruites au  
cours de hostilités et qui se trouvaient,  
déjà en fait, déjà enclavées dans les  
emprises du Chemin de fer et qui en a #

La reconstruction de l'immeuble ne pouvant être envisagée à son emplacement, la Région a demandé et obtenu de la Délégation départementale du Nord, l'autorisation d'employer l'indemnité susceptible de nous être allouée, mais sur deux terrains situés l'un à Lille, l'autre

+++  
is well - is not  
indispensable,

4  
2' Richards  
motivi clachat.

I. P.

31 Rue du Baillay.

Contrat.

---

D. P.

Rue des Poissonniers - N<sup>o</sup>

D. P.

91 Rue du Landy.

D. P.

Rue des Petits Cailloux. N<sup>o</sup>

ex. Domaine public Nord.

Renseignements par 15 Arrondissement  
sur origine, pour certificats de pp.

viennent par convention finissent  
Domaine public,

mais antérieurement,

acquisition -

Construction par Nord -

au besoin il pourra se contenter de  
la cession en vertu de la Convention.

---

Copie de la lettre remise le 11  
1. à M. Saison - 1<sup>er</sup> Arrondissement - qui va  
rechercher et suivre.

12. Communication téléphonique  
du 1<sup>er</sup> Arrondissement.

Les immeubles de cette partie de  
Saint-Denis, sont de la compétence  
de M. de Chambrant.

Lettre remise à l'Inspection des  
Bâtiments, en rappelant l'urgence.

Il semble que M. Okun sera  
probablement chargé de l'établissement des  
dossiers.

L'Inspection des Bâtiments tentera  
de nous renseigner sur l'origine de  
propriété antérieure, c'est à dire sur,  
soit constructions acquises par la  
Compagnie du Nord.

soit édifications de celle-ci, par  
elle.



VB.N.vtD

JB

-----  
Dommages de Guerre  
-----

Délégation  
de pouvoirs  
-----

Paris, le 29. *juillet* 1948.

Messieurs les Chefs d'Arrondissement VB  
le Chef de l'Inspection des Bâtiments  
le Chef de l'Atelier-Magasin de Moulin-Neuf

M. Robert LEVI, Chef du Service Technique des Installations Fixes, m'a délégué les pouvoirs qui lui ont été conférés par M. le Directeur Général, en matière de Dommages de Guerre, à concurrence d'un montant maximum de 2 millions de francs par affaire.

Je vous transmets cette délégation et vous adresse, sous ce pli, les pouvoirs qui vous permettront de représenter la S.N.C.F. auprès des services du M.R.U.

J'attire votre attention sur les principales dispositions réglant l'utilisation de ces pouvoirs.

Leur usage est absolument limité aux actes accomplis en matière de droit commun, c'est-à-dire aux seuls biens que la S.N.C.F. a acquis, avec les droits à indemnités, postérieurement aux dommages subis, sans qu'il soit possible, par conséquent, d'en étendre la portée aux mesures à prendre dans le cadre du régime spécial à intervenir, concernant le Chemin de Fer proprement dit.

Ils s'appliquent donc, exclusivement :

I - Aux immeubles acquis de tiers.

II - A ceux qui dépendaient du Domaine Privé de la Compagnie du Chemin de Fer du Nord et sont devenus la propriété de la S.N.C.F., en exécution de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937.

Un état, de l'ensemble des immeubles à retenir, était joint à ma lettre du 31 mars 1947, qui contenait toutes précisions utiles sur les différentes règles à suivre pour la constitution des dossiers que nous avons à présenter.

Les dossiers de dommages d'un montant maximum de 2 millions de francs remplissant les conditions exposées ci-dessus vous seront adressés d'autre part par la Subdivision des Travaux et Approvisionnement (Section des D.G.).

Les pouvoirs en question devront être revêtus de votre signature, précédés de la mention "Certifié sincère et véritable par le mandataire soussigné".

En cas de demande de dépôt de ces pouvoirs par le M.R.U. par exemple, vous aurez à délivrer une copie conforme légalisée par le Commissaire de police, l'original devant demeurer entre vos mains.

Vous aurez à me saisir de toute difficulté qui se présenterait à l'occasion de l'utilisation de ces pouvoirs.

Signé: *Damania.*

Copie à M. Darnaud.  
à titre d'information.

Un autre insinuable est à ajouter  
à la liste contenue dans la lettre à M.  
de Chaumont.

Il s'agit du 2 de la Rue des  
Poissonniers, mais à Saint-Ouen -  
pour lequel nous venons de recevoir un  
semblable avis.

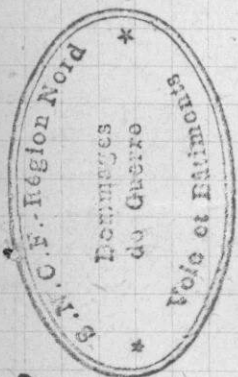
Délai extrême pour le dépôt du  
dossier : 15 Mars.

Lettre à la signature pour  
l'Inspection des Bâtimens; vous en  
aurez copie.

D'autres suivront très probablement,  
car à la suite d'une lettre signée par  
M. Leclercq et que j'ai remise dernièrement  
à la Délégation départementale de la  
Seine, celle-ci semble revenir sur ses  
conceptions antérieures.

Cette protestation avait été aussignée  
par le refus opposé à M. Sévénie,  
locataire d'une boutique 74 Rue de la  
Chapelle - (ex-Domaine privé Nord). De lui  
tenir compte des dommages causés à ses  
propres locaux.

Nous lui avions remis une  
attestation de sinistre dans laquelle



Mais le 7 et 8 bis de  
insinuable, Rue des Poissonniers, 8 bis  
à Saint-Ouen, le 8 bis à Saint-Ouen.  
A signaler, pourtant, que des  
déclarations de sinistre ont été déposées  
auprès de M. R. M., inspecteur des incendes  
34 bis rue des Poissonniers.

nous lui reconnaissons un droit  
direct à ce sujet.

Le M. R. U. n'a pas encore fait  
connaître sa décision, mais depuis, ce qui  
semble indiquer une admission, c'est que  
notre point de vue, des demandes tendant à  
la remise de dossiers, nous sont arrivées.

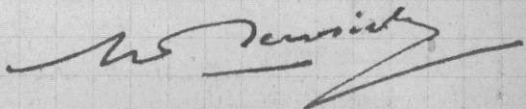
Celles-ci visent également des immeu-  
bles dépendant du domaine public au jour  
de la convention.

Et tout cela est normal, car de  
toute façon la délégation départementale  
vient de se ranger aux décisions prises  
tant par le Ministre de la Reconstruction,  
que par le Ministre des Travaux Publics et  
des Transports, lesquelles font une distinction  
entre les immeubles affectés à l'exploitation  
et ceux qui ne sont pas indispensables à  
celle-ci.

Or, il était évident qu'un local  
affecté à l'habitation ne saurait recéder  
cette qualité d'indispensabilité, même s'il  
est occupé par un Agent, - la différence ne  
pouvant exister que pour les Agents logés  
statutairement, ce qui est d'ailleurs prévu.

Bien cordialement.

17. 1. 51.

M. Demissey



Paris, le 12 janvier 1951.

M. Damard

VB.N.vt<sup>D</sup>

-----  
Dommages  
de guerre  
-----

Saint-Denis  
-----

Monsieur le Chef de l'Inspection D. 39.  
de PARIS

En vue de l'établissement d'un programme de financement, la délégation départementale de la Seine nous demande de lui remettre les dossiers des immeubles suivants, situés à Saint-Denis et entièrement détruits au cours des hostilités (bombardement aérien du 20/21 avril 1944) :

- 31, rue du Bailly
- rue des Poissonniers (sans indication de numéro)
- 91, rue du Landy
- rue des Petits Cailloux (n° non précisé)

Le dossier ayant trait à l'immeuble 31, rue du Bailly, qui dépendait du domaine privé de la Compagnie du Chemin de fer du Nord et qui est devenu la propriété de la S.N.C.F. en exécution de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, est déjà régulièrement constitué.

Pour les autres immeubles, dépendances du domaine public du Chemin de fer, mais qui ne sont pas affectés à l'exploitation, les pièces ci-après, selon les directives du M.R.U., sont à fournir :

a) Etat estimatif détaillé des travaux de reconstitution "à l'identique", du bâtiment détruit, tel qu'il se comportait au moment du sinistre. Cet état estimatif devra être établi par un Architecte, agréé par le M.R.U. et assermenté, au moyen du bordereau général des prix forfaitaires (valeur septembre 1939), non revalorisés.

Dans des cas semblables, des Architectes privés, admis par la Région et remplissant ces conditions d'agrément et d'assermentation, sont déjà intervenus en pareille matière.

b) Un croquis au 1/1000, de l'ensemble immobilier dans lequel était compris le bâtiment détruit,

c) plans, coupes et élévation du même bâtiment, à l'échelle minima de 0,01 par mètre.

Le délai qui nous est imparti, pour le dépôt des dossiers, expirera le 8 mars prochain ; il est donc indispensable que les pièces énumérées ci-dessus, me parviennent pour le 15 février au plus tard, en vue de la constitution définitive de ceux-ci et de leur remise, en temps utile.

J'ajoute que les récépissés des déclarations de sinistres, souscrites par votre Arrondissement pour ces trois immeubles, sont également à m'adresser ; elles figurent, à la délégation départementale, sous les numéros suivants :

- rue des Poissonniers - 13 738
- rue du Landy - 13 733 et 13 735
- rue des Petits Cailloux - 13 724

...

En ce qui concerne la rue du Landy, il apparaît, ainsi, que deux déclarations de sinistre ont été faites ; l'ensemble de l'immeuble n'était donc pas affecté au même usage.

D'après les renseignements pris à la Section du Domaine, il s'agit très probablement de la construction autrefois à usage de café-restaurant qui, au jour du sinistre, était utilisée par la Région comme salle de réunions et logements d'agents, car le bâtiment voisin, portant le même numéro et édifié en 1920, ne paraît pas avoir été endommagé.

D'ailleurs, il est à remarquer que les demandes, de la nature de celles qui viennent de nous être adressées et qui supposent, en fait, l'existence d'un plan de priorité, ne visent, actuellement, que les immeubles totalement détruits.

Enfin, en ce qui concerne la désignation du mandataire appelé à signer la demande d'indemnité elle-même, la question ne pourra être examinée qu'après réception des pièces sus-visées et sera attribuée, selon l'importance du dommage, dans les conditions précisées dans la lettre de M. DEMAUX aux Chefs d'Arrondissement du 29 juillet 1948.

Le Chef de la Division  
du Service Général de la Voie

Signé: Leclercq.



Paris, le 14 janvier 1951.

Monsieur le Chef de l'Inspection des Bâtiments  
de PARIS

VB.N.vt<sup>D</sup>

Domages de guerre

Saint-Ouen

Suite à ma lettre du 12 courant, relative à l'établissement des dossiers de dommages réclamés par la délégation départementale de la Seine, pour quatre immeubles sis à Saint-Denis.

Une demande identique vient de m'être adressée par la même délégation, pour la maison 2 rue des Poissonniers à Saint-Ouen, laquelle, également détruite par bombardement aérien (nuit du 20 au 21 avril 1944) comportait 6 logements alors occupés par des agents de la S.N.C.F.

Les pièces à fournir sont les mêmes que celles précisées dans ma communication sus-visée.

Le délai limite, pour le dépôt de ce dossier, est fixé au 14 mars prochain.

Les documents nécessaires à la constitution de celui-ci devront donc me parvenir en même temps que ceux déjà indiqués, c'est-à-dire pour le 15 février, sous la même condition d'intervention d'un architecte agréé par le M.R.U. et assermenté.

J'ajoute que l'accusé de réception de la déclaration de sinistre souscrite par vos soins et qui figure à la délégation départementale, sous le n° 13.739 est aussi à m'adresser.

Signé: Leclercq.



# PROJET

V.B.N.V.E.D.

Dommages de Guerre.  
Saint-Denis.

Monsieur  
Le Chef de l'Inspection des Bâtiments.  
à Paris.

Votre lettre du 22 courant.

Je suis bien d'accord, avec vous, pour demander à M. Okun, Architecte, qui a déjà été chargé de semblables missions par la Région, d'établir les pièces nécessaires à la constitution des dossiers, que nous avons à déposer à la Délégation Départementale de la Seine, dès le début de Mars prochain.

Mais, en saisissant ce dernier, il sera utile de lui signaler l'anomalie qui semble exister, en ce qui concerne le, ou les deux immeubles, Rue des Poissonniers, qui seraient situés, l'un sur le territoire de Saint-Denis, l'autre sur la Commune de Saint-Ouen.

La Délégation Départementale s'est évidemment basée, sur les deux déclarations de sinistres souscrites par vos soins, mais, il est possible que celles-ci, ne visant, en fait, qu'une seule et même construction.

Sans doute, d'ailleurs, avez-vous déjà mis cette question au point.

M. Pajonnet

M. de Chennons demande que  
vous fassiez donner des instructions  
à M. Okun par M. Skon pour  
établir les dossiers, car nous nous mettrons  
à M. Skon pour faire faire  
le dossier le 16. 9. 18  
Des notes de 16. 9. 18  
dont copie ci-jointe à M. Okun  
à séquestrer les dossiers de la région de Paris.  
Vous pouvez donc  
donner suite  
29/11

16 Septembre 1943

Minute

VB.N.d

Monsieur OKUN,

Sur proposition de la Subdivision vt, je vous ai désigné pour établir et certifier dans les formes exigées les dossiers de dommages de guerre que nous pouvons être amenés à déposer pour certaines installations de Paris ou des environs.

C'est la Subdivision vt qui provoquera l'établissement de ces dossiers et vous aurez, à cette occasion, à vous rapprocher des différentes subdivisions (gd, db, etc..) et des Services locaux susceptibles de vous donner les renseignements et documents nécessaires.

Ces dossiers devront comporter les taux d'honoraires d'architectes réglementaires en la matière. En fait ces honoraires resteront acquis à la S.N.C.F. qui rémunérera les travaux de votre section dans les conditions actuellement en vigueur pour les autres études et travaux dont vous êtes chargé.

Copie à vt  
gd  
db

*Le Chef de la Division des Etudes V. B.*

PIÈCES A CONSULTER

(A RETOURNER

à la Subdivision des Travaux  
et Approvisionnements V. B.)



Paris, le 22 Janvier 1951

23 JAN 1951

V.B.N.-i-b

DT/L

Monsieur LECLERCQ  
Ingénieur en Chef  
Chef de la Division du Service  
Général V.B.  
PARIS

Répondre pour la			
cs		/	20/1
v		s	
d		r	
vv	ds	gp	s1
vt	de	gc	s2
dg	db	ga	s3
do	dc	co	

DOMMAGES DE GUERRE-

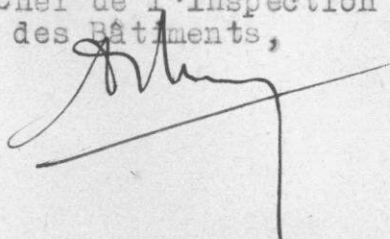
Financement du programme de reconstruction d'immeubles entièrement détruits au cours des hostilités.

Votre transmission V.B.N.vt<sup>D</sup> du 12 Janvier 1951 et V.B.N.vt<sup>D</sup> du 19 Janvier 1951.

Les états estimatifs à joindre aux dossiers sont à établir par un architecte agréé du M.R.U. et assermenté.

En conséquence, je vous serais très obligé de vouloir bien désigner officiellement Mr OKUN, Architecte, qui pourrait me fournir les détails estimatifs visés ci-dessus, ainsi qu'il l'a déjà fait antérieurement lors de la présentation de dossiers de dommages de guerre pour mon Service.

Le Chef de l'Inspection  
des Bâtiments,



*h. Poignand*  
24 JAN 1951  
D  
H

Paris, le 12 JAN 1951

MINUTE

VB.N.vt<sup>D</sup>

Dommages  
de guerre

Saint-Denis

Monsieur le Chef de l'Inspection des  
Bâtiments  
de PARIS

En vue de l'établissement d'un programme de financement, la délégation départementale de la Seine nous demande de lui remettre les dossiers des immeubles suivants, situés à Saint-Denis et entièrement détruits au cours des hostilités (bombardement aérien du 20/21 avril 1944) :

- 31, rue du Bailly
- rue des Poissonniers (sans indication de numéro)
- 91, rue du Landy
- rue des Petits Cailloux (n° non précisé)

Le dossier ayant trait à l'immeuble 31, rue du Bailly, qui dépendait du domaine privé de la Compagnie du Chemin de fer du Nord et qui est devenu la propriété de la S.N.C.F. en exécution de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, est déjà régulièrement constitué.

Pour les autres immeubles, dépendances du domaine public du Chemin de fer, mais qui ne sont pas affectés à l'exploitation, les pièces ci-après, selon les directives du M.R.U., sont à fournir :

a) Etat estimatif détaillé des travaux de reconstitution "à l'identique", du bâtiment détruit, tel qu'il se comportait au moment du sinistre. Cet état estimatif devra être établi par un Architecte, agréé par le M.R.U. et assermenté, au moyen du bordereau général des prix forfaitaires (valeur septembre 1939), non revalorisés.

Dans des cas semblables, des Architectes privés, admis par la Région et remplissant ces conditions d'agrément et d'assermentation, sont déjà intervenus en pareille matière.

b) Un croquis au 1/1000, de l'ensemble immobilier dans lequel était compris le bâtiment détruit,

c) plans, coupes et élévation du même bâtiment, à l'échelle minima de 0,01 par mètre.

Le délai qui nous est imparti, pour le dépôt des dossiers, expirera le 8 mars prochain ; il est donc indispensable que les pièces énumérées ci-dessus, ne parviennent pour le 15 février au plus tard, en vue de la constitution définitive de ceux-ci et de leur remise, en temps utile.

J'ajoute que les récépissés des déclarations de sinistres, souscrites par votre Arrondissement pour ces trois immeubles, sont également à m'adresser ; elles figurent, à la délégation départementale, sous les numéros suivants :

- rue des Poissonniers - 13 738
- rue du Landy - 13 733 et 13 735
- rue des petits Cailloux - 13 724

...

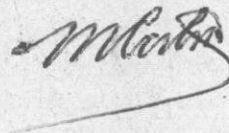
1307100 51 En ce qui concerne la rue du Landy, il apparaît, ainsi, que deux déclarations de sinistre ont été faites ; l'ensemble de l'immeuble n'était donc pas affecté au même usage.

D'après les renseignements pris à la Section du Domaine, il s'agit très probablement de la construction autrefois à usage de café-restaurant qui, au jour du sinistre, était utilisée par la Région comme salle de réunions et logements d'agents, car le bâtiment voisin, portant le même numéro et édifié en 1920, ne paraît pas avoir été endommagé.

D'ailleurs, il est à remarquer que les demandes, de la nature de celles qui viennent de nous être adressées et qui supposent, en fait, l'existence d'un plan de priorité, ne visent, actuellement, que les immeubles totalement détruits.

Enfin, en ce qui concerne la désignation du mandataire appelé à signer la demande d'indemnité elle-même, la question ne pourra être examinée qu'après réception des pièces sus-visées et sera attribuée, selon l'importance du dommage, dans les conditions précisées dans la lettre de M. DEMAUX aux Chefs d'Arrondissement du 29 juillet 1948.

Le Chef de la Division  
du Service Général de la Voie





MINUTE

Paris, le 19 JAN. 1951

Monsieur le Chef de l'Inspection des Bâtiments  
de PARIS

VB.N.vt<sup>D</sup>

Domages de guerre

Saint-Ouen

Suite à ma lettre du 12 courant, relative à l'établissement des dossiers de dommages réclamés par la délégation départementale de la Seine, pour quatre immeubles sis à Saint-Denis.

Une demande identique vient de m'être adressée par la même délégation, pour la maison 2 rue des Poissonniers à Saint-Ouen, laquelle, également détruite par bombardement aérien de (nuit du 20 au 21 avril 1944) comportait 6 logements alors occupés par des agents de la S.N.C.F.


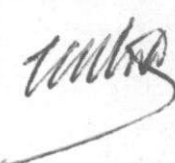
Les pièces à fournir sont les mêmes que celles précisées dans ma communication sus-visée.

Le délai limite, pour le dépôt de ce dossier, est fixé au 14 mars prochain.

Les documents nécessaires à la constitution de celui-ci devront donc me parvenir en même temps que ceux déjà indiqués, c'est-à-dire pour le 15 février, sous la même condition d'intervention d'un architecte agréé par le M.R.U. et assermenté.

J'ajoute que l'accusé de réception de la déclaration de sinistre souscrite par vos soins et qui figure à la délégation départementale, sous le n° 13.739 est aussi à m'adresser.

Le Chef de la Division  
du Service Général de la Voie,

M. P. 3 juic.  
à St Omer  
occupie du 1. 2. 43  
au 3. 8. 44.

par M. Bigot Marcel  
Étranger -

Maison située.

---

h<sup>c</sup> Anoua

---

PARIS, 31 JUIL 1952

Minute

Monsieur le Délégué Départemental  
du M.R.U.

71, rue de Paris

BEAUVAIS

----- (Oise)

VB.N.rb

St-Omer-en-Chaussée  
Route de Belloy

DGI n° 44.229.JH/GF

Monsieur le Délégué Départemental,

M. OKUN, Architecte, m'a fait part de la lettre que vous lui avez adressée le 27 mai dernier, relativement au dossier de dommages que, sur votre demande nous avons fait remettre à votre délégation.

Il en ressort que conformément aux dispositions de la circulaire 51-151 du 14 août 1951, les dommages subis par les immeubles appartenant à la S.N.C.F. ne sont pas indemnifiables au titre de la législation sur les dommages de guerre et que, de ce fait, aucun honoraire ne peut être attribué.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que ces dispositions, inspirées de l'article 10, paragraphe 2, de la loi du 28 octobre 1946, ne concernent que le mode d'indemnisation des dommages subis par les Chemins de fer d'intérêt général.

Cette indemnisation doit faire, d'ailleurs, l'objet d'un texte spécial, actuellement soumis aux Assemblées Parlementaires et qui interviendra prochainement.

Nous sommes donc entièrement d'accord, avec vous, à ce sujet.

Mais, le fait que l'intervention de M. OKUN a été rendue nécessaire par la demande de dépôt du dossier, que vous nous avez adressée le 17 août 1951, ne saurait, en toute équité, s'opposer à l'attribution, à cet homme de l'art, des honoraires qui lui sont dus pour un travail nécessité, dans tous les cas, en vue de la reconstitution du bien sinistré.

Il s'agit bien là d'une question indépendante du mode de règlement des dossiers concernant, spécialement, les dommages de guerre des Chemins de fer d'intérêt général.

Nous pensons que vous serez, avec nous, d'accord sur ce point.

Veuillez agréer, Monsieur le Délégué Départemental, l'assurance de ma considération très distinguée.

/ Le Chef de la Division  
du Service Général de la Voie



VB.N.rb

St-Omer-en-Chaussée

PARIS,

31 JUIL 1952

Route de Belloy

Minute

Monsieur OKIN

Architecte

126, Quai Louis Blériot

PARIS (16ème)

Monsieur,

Par lettre du 3 juin dernier, vous avez bien voulu m'aviser du rejet, par la délégation départementale de l'Oise, du dossier de dommages intéressant une maison en bois, sise à Saint-Omer-en-Chaussée, Route de Belloy.

J'attire votre attention sur le fait que ce dossier a été établi et remis à la délégation, sur sa demande.

1 dossier

Il convient donc d'admettre que celle-ci ignorait encore, au jour de sa réquisition (17 août 1951), la circulaire du 14 du même mois, qui nous est opposée aujourd'hui et qui est, évidemment, intérieure aux services du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Mais, en présence de cette demande, en elle-même normale, nous devons logiquement supposer que, malgré les dispositions de l'article 10 de la loi générale du 28 octobre 1946, portant exclusion de la S.N.C.F. du bénéfice de cette loi, il apparaissait cependant possible de suivre la délégation, à cet égard, puisque, aussi bien, diverses décisions ministérielles avaient, entre-temps, pris soin de préciser la distinction qu'il convenait de faire, entre les immeubles affectés à l'exploitation et ceux qui, tout en constituant une dépendance certaine du domaine ferroviaire, n'étaient pas indispensables à cette même exploitation.

Or, l'immeuble sinistré était à classer dans cette dernière catégorie et, de cette façon, se trouvait dans les conditions définies par les décisions sus-visées.

Au surplus, il est à retenir que la déclaration de sinistre, prescrite par l'article 36 de la loi du 28 octobre 1946, a été faite selon cette distinction et acceptée par la délégation.

Nous n'avons donc fait que suivre le M.R.U. sur ses propres conceptions.

Ainsi, la situation actuelle, n'est pas le résultat d'une interprétation par trop libérale des textes en vigueur et moins encore d'un

...

impair, comme vous l'indiquez, car la position que nous avons prise a plus simplement pour origine, l'application pure et simple de décisions, elles-mêmes interprétatives, que nous pensions pouvoir très régulièrement invoquer et que, de toute façon, il ne nous appartenait pas de discuter.

Pour ces différentes raisons, nous estimons qu'il est possible de soulever, auprès de la délégation départementale, plus qu'une objection de principe, au moins en ce qui concerne le règlement d'honoraires qui, évidemment, vous sont dus, quelles que soient les variations d'opinion de l'Administration, dont nous ne pouvons, d'ailleurs, que nous étonner à juste titre.

La copie, ci-jointe, de la lettre que j'adresse à ce sujet, à la délégation départementale, vous tiendra au courant de notre point de vue.

Par ailleurs, conformément à votre désir, je vous retourne, sous ce pli, le dossier qui a été établi.

(encl) Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

/ Le Chef de la Division  
du Service Général de la Voie

ad

**A. GUSTAVE OKUN**

ARCHITECTE

DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

126, QUAI LOUIS-BLÉRIOT - PARIS - XVI<sup>e</sup>  
AUTEUIL 58-22 - TRUDAINE 82-29

BUREAUX A BEAUVAIS

35, RUE DU FAUBOURG SAINT-JACQUES  
TÉLÉPHONE 10-47

Le 3 Juin 1952.

SNCF Région Nord  
Service V.B.

"Dommages de Guerre"  
Monsieur PETINE, Ingénieur  
PARIS.

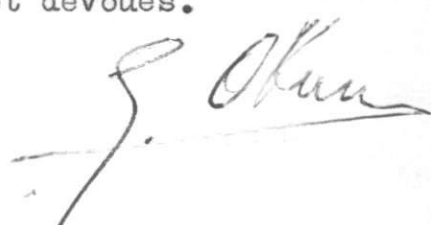
ST.OMER en Ch.  
Déclaration de sinistre  
N° 16.500.

Monsieur l'Ingénieur,

Suite à votre honnêteté du 11 Janvier 1952 concernant l'affaire visée en marge, je vous ai remis le 21 Mars 1952 le "devis à l'identique" destiné à l'administration du M.R.U., délégation de Beauvais.

Je reçois une lettre de cette délégation datée du 27 Mai écoulé que je m'empresse de vous transmettre et dont les termes m'étonnent beaucoup. Il est bien entendu que je ne prétends pas percevoir d'honoraires pour l'établissement du "devis à l'identique" (car sa préparation, comme celle de devis analogues, fait partie de mes fonctions au Service V.B.), mais je trouve qu'il faudrait éviter de faire un travail qui semble parfaitement inutile...

Certain que vous voudrez bien intervenir afin d'éviter d'autres "impairs" de ce genre, je vous en remercie à l'avance, et vous prie de croire, Monsieur l'Ingénieur, en mes sentiments distingués et dévoués.



P.J. Lettre du M.R.U. du 27/5/52  
Copie de votre lettre du 22/4/52 à M.Accart  
Devis à l'identique  
Plan .

} X

X. Je vous prie de vouloir bien me retourner ces documents qui me seront peut-être réclamés par la suite....(!)



20 AOUT 1951

MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION  
& DE L'URBANISME

BEAUVAIS, le 17 AOUT 1951  
71, Route de Paris

Délégation Départementale de l'Oise

OBJET : Constitution de dossier  
Dossier LS.

Immeuble sinistré à *Stomer en G<sup>de</sup>*  
*Rue Route de Belloy.*

*M.* S. N. C. F.

*88 - rue St Lazare*  
*Paris (9<sup>e</sup>)*

D.S. 16.900

*Papier*  
*Première*  
Monsieur

Dans le but de compléter le dossier de dommages relatif à l'immeuble sinistré rappelé en marge, nous vous invitons à nous adresser :

10/ - Une demande d'indemnité.  
(formule "DG/4" ci-jointe).

20/ - Un extrait d'acte de naissance (ou de mariage, le cas échéant) délivré sans frais en Mairie comme étant destiné au Service des Dommages de Guerre, ou, à défaut, une copie conforme de la première page de votre livret de famille.

N.B. - Vous pouvez toutefois vous dispenser de la production de ces pièces d'état-civil en faisant certifier exactes par le Maire les mentions portées sur la première page de l'imprimé "TG/4".

30/ - En communication, votre titre de propriété accompagné d'un certificat négatif de transcription aliénative du Bureau des Hypothèques (daté de moins de trois mois) ou un certificat de propriété établi par un Notaire sur l'une des formules "DJ/2" ou "DJ/3" suivant le cas (ce dernier mode de justification dispensant de la production du certificat négatif sus-visé).

40/ - Le devis à l'identique établi au bordereau général des prix forfaitaires, accompagné du plan de l'immeuble détruit dressés par un architecte agréé pour le Département, et revêtus de votre approbation.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

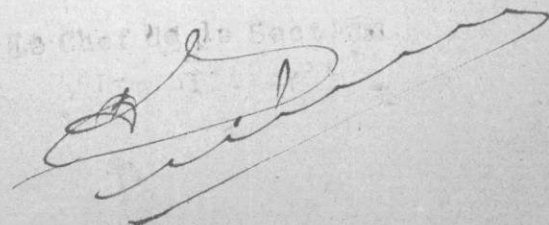
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL  
(DOMAINE)

20 AOUT 1951

20 AOUT 1951

*M. Okun.*

*Le Chef de la Section*



Copie

30 octobre 1951.

V.B.N.vt.D.

St. Omer. en.  
Chaussée.

1 Annexe.

Monsieur le Chef  
de l'Arrondissement V.B.  
à Paris. Amiens.

Suite à une lettre du 29 Août dernier.  
Je vous adresse, sous ce pli, l'attesta-  
tion de propriété délivrée par M<sup>e</sup>  
Delvallée, Notaire à Paris, relativement  
à la Maison en bois sise à Saint-Omer-  
en-Chaussée, Route de Belloy, qui a  
été détruite au cours des hostilités.

Cette pièce est à joindre au dossier  
qui a été déposé à la Délégation  
Départementale du M.R.U., à Beauvais.

Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements

Attestation. Répertoire N° 78755-

~~P. 150~~

Frais attestation de propriété  
165 fr. - Demandé à M. Roussel de  
Paris le vicenaire, le 29 Octobre 1951 -  
par note sans copie de lettre du  
29 ~~Octobre~~ Août à E.A.

Lettre de M<sup>e</sup> Delvallée.

au 2<sup>e</sup> de Nogent-sur-Oise. Rue Marceau.  
L.P. 150.

PARIS, le 29 AOU 1951

**URGENT**

VB.N. vt D.

St-OMER-en-CHAUSSEE

Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
à AMIENS

VB

Domages de guerre

Par lettre du 17 courant, la délégation départementale de l'Oise, à Beauvais, nous a invité à lui remettre, avant la date limite du 1er septembre prochain, une demande d'indemnité visant la maison provisoire sise à Saint-Omer-en-Chaussée, Route de Belloy, entièrement détruite au cours des hostilités.

Cette mesure s'applique aux sinistrés totaux dans tout le département et nous intéresse donc, dans la circonstance.

2 annexes

La déclaration de sinistre, prescrite par l'article 36 de la loi du 28 octobre 1946, a été souscrite par votre arrondissement, en conformité des directives données, à ce sujet, par M. DEMAUX, dans sa lettre du 31 mars 1947, aux Chefs d'Arrondissement ; elle figure à la délégation départementale, sous le n° D.S. 16.500.

Afin d'éviter une forclusion possible, je vous adresse, sous ce pli, la demande d'indemnité qui nous est réclamée, ainsi que la feuille de renseignements complémentaires habituelle, que vous voudrez bien, après les avoir revêtues de votre signature, faire déposer, dans toute la mesure du possible, avant l'expiration du délai qui nous est fixé.

Le surplus des pièces nécessaires qui, en ce qui me concerne, se borne, au moins pour le moment, à la justification de nos droits de propriété, vous sera transmis très prochainement.

Mais, il est aussi à considérer que la production d'autres documents qui, en principe, consistent en un plan détaillé de l'immeuble tel qu'il se comportait au moment du sinistre et en un devis estimatif, établi par un architecte agréé, selon le bordereau général des prix forfaitaires, devront être joints ultérieurement au dossier.

En accord avec la Division des Etudes VB, M. OKUN, architecte, agréé par le M.R.U. et la Région, pourrait être chargé de cette mission, à moins qu'il vous semble plus opérant, en tenant compte de l'urgence, de pressentir un autre architecte, se trouvant plus à proximité du lieu du sinistre et remplissant, bien entendu, cette double condition d'agrément.

Je ne pense pas que la délégation départementale soulève une objection quelconque, relativement à la remise, qui sera forcément un peu tardive, d'un dossier complet et qu'elle retiendra, en fait, le court délai de moins de 15 jours qu'elle nous a accordé pour son établissement, car nous ignorions l'arrêté pris par elle, à ce sujet, le 13 février dernier.

Au surplus, le dépôt de la demande d'indemnité que vous avez à faire effectuer et par laquelle nous prenons position, devrait pour le moment suffire.

*Faire déposer  
par Beauvais*

*D'accord*

*WLB*



Enfin, dans l'état actuel de la question, il est aussi à retenir qu'un tel dépôt n'est fait qu'à titre conservatoire et sous réserve des prescriptions qui pourraient découler, pour la S.N.C.F., de la loi actuellement pendante devant le Parlement et qui doit avoir, pour effet, de déterminer les droits de celle-ci, sans doute plus spécialement en matière d'immeubles dépendant du domaine public du chemin de fer.

J'ajouterai, à titre de renseignements complémentaires, que la construction sinistrée comportait trois pièces et qu'elle a été occupée, du 1er avril 1943 au 3 août 1944, date vraisemblable de sa destruction, par M. BIGOT Marcel, étranger à la S.N.C.F.

Les indications utiles, sur la cause et la date du sinistre, sont à porter à la page 2 de la déclaration.

Vous voudrez bien me tenir au courant.

Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements

BBZ

Ministère le 5 Novembre 1951

~~Monsieur le Chef de la Subdivision des Travaux et Approvisionnements~~

VBN  
St Omer en Chaume  
Dommages de guerre

Je vous informe que le dossier a été déposé le 31 août à la délégation départementale de l'Orne qui n'a fait aucune observation.

Je suis d'accord avec vous pour charger M. Chenu de l'établissement du dossier.

C'est l'attestation de propriété qui vous m'avez adressée le 30 octobre a été remise à la délégation pour être jointe au dossier.

Le Chef d'Arrondissement

Alain

M. Meunier

6/11 ad

-----  
Délégation de l' Oise  
---

LE DELEGUE GENERAL

Déclaration de sinistre n° 16.800  
Dossier n° LS

à M. S. N. C. F  
: 88 rue St Sazaro

Paris (9<sup>e</sup>)

Objet: Evaluation des dommages  
immobiliers.

Réf. : Décret 50-182 du 3-2-1950.  
Mon arrêté du 13-2-1951.

M. Bureau

J'ai l'honneur de vous rappeler les dates limites imparties aux sinistrés ou leurs ayants droit pour le dépôt des dossiers de dommages de guerre de leurs immeubles détruits ou endommagés :

A - Sinistres totaux de tout le Département -

1er SEPTEMBRE 1951

B - a) Sinistres partiels de l'Arrondissement de COMPIEGNE -

1er NOVEMBRE 1951

b) Sinistres partiels de l'Arrondissement de SENLIS -

1er DECEMBRE 1951

c) Sinistres partiels de l'Arrondissement de BEAUVAIS -

31 DECEMBRE 1951.

Je vous prie, en conséquence, de me faire parvenir avant les dates ci-dessus les pièces ci-après :

A - Sinistres totaux -

- a) le plan de l'immeuble tel qu'il se comportait au moment du sinistre;
- b) le devis estimatif établi au Bordereau général de Prix forfaitaires par un architecte ou un évaluateur agréé;
- c) ~~les pièces administratives reprises sur la note ci-jointe.~~

B - Sinistres partiels -

- a) les mémoires de travaux imputables à des dommages de guerre et déjà exécutés;
- b) le devis des travaux restant à faire qui devra obligatoirement être établi par un architecte ou

.../...



un évaluateur agréé si le montant total des travaux dépasse 800.000 Frs;

c) les pièces administratives reprises sur la note ci-jointe.

Afin de me permettre de suivre la répartition des évaluations, je vous prie de me faire connaître par retour du courrier, à l'aide de la partie à détacher de la présente lettre, le nom de l'architecte ou de l'évaluateur immobilier que vous avez choisi.

Dans le cas où vous n'auriez pas encore fait ce choix, vous voudrez bien en informer mon Service qui pourra vous mettre en rapport avec un technicien agréé et assommé.

En toute hypothèse, je vous précise que si je ne suis pas en possession de votre devis de reconstitution à l'identique dans les délais prévus je me verrai dans l'obligation de faire procéder à l'évaluation d'office.

Il demeure entendu que les honoraires dus aux hommes de l'Art seront réglés par mes soins.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

*E. Guenée*  
E. GUENÉE

-----  
Partie à détacher et à adresser sous enveloppe affranchie à la Délégation du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, 71 Route de Paris à BEAUVAIS  
-----

Déclaration de sinistre n° 16.500

Dossier n° 13

Monsieur,

Je porte à votre connaissance que j'ai confié à :

M. , architecte à (1)

M. , évaluateur immobilier à (1)

le soin d'établir le dossier de dommages de guerre de mon immeuble sinistré à *St Omer en Chée* ~~sur~~ *Route de Bellay*

(*rise*)  
Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Signature (nom et adresse)

(1). Biffer une des deux mentions.



Copie de Minute

*pour vt*  
*Arétine*

VB.N vt

11 JANV 1952

SAINT-OMER-en-CHAUSSEE

Dommages de guerre

Déclaration de sinistre

n° 16 500

Dossier L S

1 annexe

Monsieur OKUN

Architecte

126, Quai Louis Blériot, 126

PARIS 16°

Monsieur,

En conformité d'un arrêté pris par M. le Délégué Général du M.R.U. par le Département de l'Oise, à BEAUVAIS, le 13 février 1951, la S.N.C.F. a été invitée par lettre du 17 août dernier, à remettre à la Délégation départementale, avant la date limite du 1er septembre suivant, une demande d'indemnité visant une Maison provisoire sise à SAINT-OMER-en-CHAUSSEE, Route de Belloy, laquelle a été entièrement détruite au cours des hostilités (bombardements aériens au début du mois d'août 1944).

Le nécessaire, pour le dépôt de cette demande, a été effectué dans le délai prescrit, mais ~~il est à conserver~~ le surplus des pièces habituelles qui consistent en un plan de l'immeuble tel qu'il se comportait au moment du sinistre et en un devis estimatif basé sur le bordereau général de prix forfaitaires, restant à établir pour être joints au dossier.

A ce sujet, j'avais indiqué à M. le Chef de l'Arrondissement VB à AMIENS que, d'accord avec notre Division des Etudes, vous étiez à charger de cette mission.

Mais la réponse qui m'a été faite par l'Arrondissement, si elle confirme bien la remise, à la délégation, de la demande d'indemnité en temps utile, ne précise cependant pas que les instructions qui vous sont indispensables, vous ont été données.

Notre entretien, tout récent, par téléphone, démontrant que vous n'avez pas été tenu au courant, je vous serais obligé de bien vouloir procéder à l'établissement des documents appelés à parfaire notre dossier, en ajoutant que les renseignements complémentaires, susceptibles de vous être utiles, pourront vous être fournis par les Services locaux intéressés.

De mon côté, il m'est déjà possible de vous indiquer que le bâtiment détruit comportait deux pièces et une cuisine et que sa date de construction apparaît relativement ancienne, car la première autorisation qui a été accordée pour son occupation par un agent du Réseau semble remonter au 1er mai 1926.

Enfin, le croquis type ci-joint, reprend exactement les caractéristiques d'une maison de même catégorie que celle qui fait l'objet de notre demande d'indemnité.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

*Signé "Pétine"*

**A. GUSTAVE OKUN**

ARCHITECTE

DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

126, QUAI LOUIS-BLÉRIOT - PARIS-XVI<sup>e</sup>  
AUTEUIL 58-22 - TRUDAINE 82-29

Le 21 Mars 1952.

SNCF Région NORD

Service de la Voie et des Bâtiments

"Dommages de guerre"

Monsieur PETINE, Ingénieur.

PARIS.

Monsieur l'Ingénieur,

Suite à votre honorée du 11 Janvier 1952 concernant le dossier de dommages de guerre d'une maison provisoire située à ST.OMER en Chaussée, je m'empresse de vous faire parvenir sous ce pli le "devis à l'identique" de cette maison (en 4 exemplaires), établi suivant les conditions imposées par le M.R.U. - Je vous signale que les renseignements que vous m'avez donné à ce sujet ont été complétés par ceux que je pu obtenir directement de l'Arrondissement V.B. d'Amiens.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ingénieur, l'expression de mes sentiments très distingués.



P.J. Devis à l'identique en quatre exemplaires.

*M. Meunier*  
*4/3 as*

PROJET

2 Copies à Dommy de Enne.

V B N. r B.

SE Omer. en - Chausée.  
Route de Belloy.

1 Dossier.

Monsieur Okun.

Architecte.

126, Quai Louis Blériot.

Paris. 16<sup>e</sup>.

Monsieur,

Par lettre du 3 Juin dernier, vous avez bien voulu m'aviser du rejet, par la Délégation Départementale de l'Oise, du dossier de Dommy intéressant une Maison en bois, sise à Saint-Omer, en Chausée, Route de Belloy.

J'attire votre attention sur le fait que ce dossier a été établi et remis à la Délégation, sur sa demande.

Il convient donc d'admettre que celle-ci ignorait encore, au jour de sa réquisition, - (17 Août 1951) - la circulaire, du 14 même mois, qui nous est opposée aujourd'hui et qui est, évidemment, intérieure aux Services du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Malgré présence de cette demande, en elle-même normale, nous devions logiquement supposer que, malgré les dispositions de l'article 10 de la loi générale du 28 Octobre 1946, portant exclusion de la S.N.C.F. du bénéfice de cette loi, il apparaissait cependant possible de suivre la Délégation, à cet égard, puisque, aussi bien, diverses décisions Ministérielles avaient, entre-temps, pris soin de préciser la distinction qui il convenait de faire, entre les immeubles affectés à l'exploitation et ceux qui, tout en constituant une dépendance certaine du domaine ferroviaire, n'étaient pas indispensables à cette même exploitation.

Or, l'immeuble sinistré était à classer dans cette dernière catégorie et, de cette façon, se trouvait dans des conditions définies par les décisions sus-visées.

Au surplus, il est à retenir que la Déclaration de sinistre, prescrite par l'article 36 de la loi du 28 Octobre 1946, a été faite selon cette distinction et acceptée par la Délégation.

Nous ne nous sommes donc fait que suivre le M. R. U. sur ses propres conceptions.

Ainsi, la situation actuelle n'est pas le résultat d'une interprétation par trop libérale des textes en vigueur.



et moins encore d'un impair, comme vous l'indiquez, car la position que nous avons prise a plus simplement, pour origine, l'application pure et simple de décisions, elles mêmes interprétatives, que nous pensions pouvoir très régulièrement invoquer et que, de toute façon, il ne nous appartenait pas de discuter.

Pour ces différentes raisons, nous estimons que'il est possible de soulever, après de la Délégation Départementale, plus qu'une objection de principe, au moins en ce qui concerne le règlement d'honoraires que, évidemment, vous sont dûs, quelles que soient les variations d'opinion de l'Administration, dont nous ne pouvons, d'ailleurs, que nous étonner à juste titre.

La copie, ci jointe, de la lettre que j'adresse, à ce sujet, à la Délégation Départementale, vous tiendra au courant de notre point de vue.

Par ailleurs, conformément à votre désir, je vous retourne, sans ce pli, le dossier qui a été établi.

Permettez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

AB

Le Contentieux estimer que  
l'Administration Supérieure  
devrait être saisie, en cas d'échec.

---

PROJET

VBN. r6.

Saint-Omer-en-Chaussée.  
Route de Belloy.

DGI N° 44.229.JH/GF.

2 Copies à r.B. (dommages de guerre) -  
1 copie à joindre à la lettre à M. Okun -  
architecte.

Monsieur  
le Délégué Départemental du M. R. U.  
71, Rue de Paris.  
à Beauvais. (Oise).

Monsieur le Délégué Départemental,

M. Okun, Architecte, m'a fait part de la lettre que vous lui avez adressée le 27 Mai dernier, relativement au dossier de dommages que, sur votre demande nous avons fait remettre à votre délégation.

Il en ressort que conformément aux dispositions de la circulaire 51.151, du 14 Août 1951, les dommages subis par les immeubles appartenant à la S.N.C.F. ne sont pas indemnisables au titre de la législation sur les dommages de guerre et que, de ce fait, aucun honoraire ne peut être attribué.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que ces dispositions, inspirées de l'article 10, paragraphe 2, de la loi du 28 Octobre 1946, ne concernant que le mode d'indemnisation des dommages subis par les Chemins de Fer d'intérêt général.

Cette indemnisation doit faire, d'ailleurs, l'objet d'un texte spécial, actuellement soumis aux Assemblées Parlementaires et qui interviendra prochainement.

Nous sommes donc entièrement d'accord, avec vous, à ce sujet.

Mais, le fait que l'intervention de M. Okun, a été rendue nécessaire par la demande de dépôt du dossier, que vous nous avez adressé, le 17 Août 1951, ne saurait, en toute équité, s'opposer à l'attribution, à cet homme de l'art, des honoraires qui lui sont dus pour un travail nécessaire, dans tous les cas, en vue de la reconstitution du bien sinistré.

Il s'agit, bien là, d'une question indépendante du mode de règlement des dossiers concernant, spécialement, les dommages de guerre des Chemins de fer d'intérêt général.

Nous pensons que vous serez, avec nous, d'accord sur ce point.

Veuillez agréer, Monsieur le Délégué Départemental, l'assurance de ma considération très distinguée.



PARIS, 31 JUIL 1952

Monsieur le Délégué Départemental  
du M.R.U.

71, rue de Paris

BEAUVAIS  
(Oise)

VB.N.rb

St-Omer-en-Chaussée  
Route de Belloy

DGI n° 44.229.JH/GF

Monsieur le Délégué Départemental,

M. OKIN, Architecte, m'a fait part de la lettre que vous lui avez adressée le 27 mai dernier, relativement au dossier de dommages que, sur votre demande nous avons fait remettre à votre délégation.

Il en ressort que conformément aux dispositions de la circulaire 51-151 du 14 août 1951, les dommages subis par les immeubles appartenant à la S.N.C.F. ne sont pas indemnifiables au titre de la législation sur les dommages de guerre et que, de ce fait, aucun honoraire ne peut être attribué.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que ces dispositions, inspirées de l'article 10, paragraphe 2, de la loi du 28 octobre 1946, ne concernent que le mode d'indemnisation des dommages subis par les Chemins de fer d'intérêt général.

Cette indemnisation doit faire, d'ailleurs, l'objet d'un texte spécial, actuellement soumis aux Assemblées Parlementaires et qui interviendra prochainement.

Nous sommes donc entièrement d'accord, avec vous, à ce sujet.

Mais, le fait que l'intervention de M. OKIN a été rendue nécessaire par le demande de dépôt du dossier, que vous nous avez adressée le 17 août 1951, ne saurait, en toute équité, s'opposer à l'attribution, à cet homme de l'art, des honoraires qui lui sont dus pour un travail nécessité, dans tous les cas, en vue de la reconstitution du bien sinistré.

Il s'agit bien là d'une question indépendante du mode de règlement des dossiers concernant, spécialement, les dommages de guerre des Chemins de fer d'intérêt général.

Nous pensons que vous serez, avec nous, d'accord sur ce point.

Veuillez agréer, Monsieur le Délégué Départemental, l'assurance de ma considération très distinguée.

PARIS,

31 JUIL 1952

Monsieur le Délégué Départemental  
du M.R.U.

71, rue de Paris

BEAUVAIS

(Oise)

VB.N.rb

St-Omer-en-Chaussée  
Route de Belloy

Monsieur le Délégué Départemental,

DGI n° 44.229.JH/GF

M. OKIN, Architecte, m'a fait part de la lettre que vous lui avez adressée le 27 mai dernier, relativement au dossier de dommages que, sur votre demande nous avons fait remettre à votre délégation.

Il en ressort que conformément aux dispositions de la circulaire 51-151 du 14 août 1951, les dommages subis par les immeubles appartenant à la S.N.C.F. ne sont pas indemnisables au titre de la législation sur les dommages de guerre et que, de ce fait, aucun honoraire ne peut être attribué.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que ces dispositions, inspirées de l'article 10, paragraphe 2, de la loi du 28 octobre 1946, ne concernent que le mode d'indemnisation des dommages subis par les Chemins de fer d'intérêt général.

Cette indemnisation doit faire, d'ailleurs, l'objet d'un texte spécial, actuellement soumis aux Assemblées Parlementaires et qui interviendra prochainement.

Nous sommes donc entièrement d'accord, avec vous, à ce sujet.

Mais, le fait que l'intervention de M. OKIN a été rendue nécessaire par le demande de dépôt du dossier, que vous nous avez adressée le 17 août 1951, ne saurait, en toute équité, s'opposer à l'attribution, à cet homme de l'art, des honoraires qui lui sont dus pour un travail nécessaire, dans tous les cas, en vue de la reconstitution du bien sinistré.

Il s'agit bien là d'une question indépendante du mode de règlement des dossiers concernant, spécialement, les dommages de guerre des Chemins de fer d'intérêt général.

Nous pensons que vous serez, avec nous, d'accord sur ce point.

Veuillez agréer, Monsieur le Délégué Départemental, l'assurance de ma considération très distinguée.

St-Omer-en-ChausséeRoute de Balloy

VB.N.20

PARIS, 31 JUIL 1952

Monsieur OKIN

Architecte

126, Quai Louis Blériot

PARIS (16ème)

Monsieur,

Par lettre du 3 juin dernier, vous avez bien voulu m'aviser du rejet, par la délégation départementale de l'Oise, du dossier de dommages intéressant une maison en bois, sise à Saint-Omer-en-Chaussée, Route de Balloy.

1 dossier

J'attire votre attention sur le fait que ce dossier a été établi et remis à la délégation, sur sa demande.

Il convient donc d'admettre que celle-ci ignorait encore, au jour de sa réquisition (17 août 1951), la circulaire du 14 du même mois, qui nous est opposée aujourd'hui et qui est, évidemment, intérieure aux services du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Mais, en présence de cette demande, en elle-même normale, nous devons logiquement supposer que, malgré les dispositions de l'article 10 de la loi générale du 28 octobre 1946, portant exclusion de la S.N.C.F. du bénéfice de cette loi, il apparaissait cependant possible de suivre la délégation, à cet égard, puisque, aussi bien, diverses décisions ministérielles avaient, entre-temps, pris soin de préciser la distinction qu'il convenait de faire, entre les immeubles affectés à l'exploitation et ceux qui, tout en constituant une dépendance certaine du domaine ferroviaire, n'étaient pas indispensables à cette même exploitation.

Or, l'immeuble sinistré était à classer dans cette dernière catégorie et, de cette façon, se trouvait dans les conditions définies par les décisions sus-visées.

Au surplus, il est à retenir que la déclaration de sinistre, prescrite par l'article 36 de la loi du 28 octobre 1946, a été faite selon cette distinction et acceptée par la délégation.

Nous n'avons donc fait que suivre le M.R.U. sur ses propres conceptions.

Ainsi, la situation actuelle, n'est pas le résultat d'une interprétation par trop libérale des textes en vigueur et moins encore d'un

...



impair, comme vous l'indiquez, car la position que nous avons prise a plus simplement pour origine, l'application pure et simple de décisions, elles-mêmes interprétatives, que nous pensions pouvoir très régulièrement invoquer et que, de toute façon, il ne nous appartenait pas de discuter.

Pour ces différentes raisons, nous estimons qu'il est possible de soulever, auprès de la délégation départementale, plus qu'une objection de principe, au moins en ce qui concerne le règlement d'honoraires qui, évidemment, vous sont dus, quelles que soient les variations d'opinion de l'Administration, dont nous ne pouvons, d'ailleurs, que nous étonner à juste titre.

La copie, ci-jointe, de la lettre que j'adresse à ce sujet, à la délégation départementale, vous tiendra au courant de notre point de vue.

Par ailleurs, conformément à votre désir, je vous retourne, sous ce pli, le dossier qui a été établi.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

St-Omer-en-ChausséeRoute de Belloy

VB.N.rb

PARIS,

31 JUIL 1952

Monsieur OKUN

Architecte

126, Quai Louis Blériot

PARIS (16ème)

Monsieur,

Par lettre du 3 juin dernier, vous avez bien voulu m'aviser du rejet, par la délégation départementale de l'Oise, du dossier de dommages intéressant une maison en bois, sise à Saint-Omer-en-Chaussée, Route de Belloy.

J'attire votre attention sur le fait que ce dossier a été établi et remis à la délégation, sur sa demande.

1 dossier

Il convient donc d'admettre que celle-ci ignorait encore, au jour de sa réquisition (17 août 1951), la circulaire du 14 du même mois, qui nous est opposée aujourd'hui et qui est, évidemment, intérieure aux services du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Mais, en présence de cette demande, en elle-même normale, nous devons logiquement supposer que, malgré les dispositions de l'article 10 de la loi générale du 28 octobre 1946, portant exclusion de la S.N.C.F. du bénéfice de cette loi, il apparaissait cependant possible de suivre la délégation, à cet égard, puisque, aussi bien, diverses décisions ministérielles avaient, entre-temps, pris soin de préciser la distinction qu'il convenait de faire, entre les immeubles affectés à l'exploitation et ceux qui, tout en constituant une dépendance certaine du domaine ferroviaire, n'étaient pas indispensables à cette même exploitation.

Or, l'immeuble sinistré était à classer dans cette dernière catégorie et, de cette façon, se trouvait dans les conditions définies par les décisions sus-visées.

Au surplus, il est à retenir que la déclaration de sinistre, prescrite par l'article 36 de la loi du 28 octobre 1946, a été faite selon cette distinction et acceptée par la délégation.

Nous n'avons donc fait que suivre le M.R.U. sur ses propres conceptions.

Ainsi, la situation actuelle, n'est pas le résultat d'une interprétation par trop libérale des textes en vigueur et moins encore d'un

...

impair, comme vous l'indiquez, car la position que nous avons prise a plus simplement pour origine, l'application pure et simple de décisions, elles-mêmes interprétatives, que nous pensions pouvoir très régulièrement invoquer et que, de toute façon, il ne nous appartenait pas de discuter.

Pour ces différentes raisons, nous estimons qu'il est possible de soulever, auprès de la délégation départementale, plus qu'une objection de principe, au moins en ce qui concerne le règlement d'honoraires qui, évidemment, vous sont dus, quelles que soient les variations d'opinion de l'Administration, dont nous ne pouvons, d'ailleurs, que nous étonner à juste titre.

La copie, ci-jointe, de la lettre que j'adresse à ce sujet, à la délégation départementale, vous tiendra au courant de notre point de vue.

Par ailleurs, conformément à votre désir, je vous retourne, sous ce pli, le dossier qui a été établi.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.



[illegible]

Par votre lettre du 20 Mars 1854.  
vous m'avez informé que, malgré  
les dispositions de la loi —  
les dommages subis par les  
riversains

J'ai l'honneur de vous  
faire connaître qu'il s'agit  
<sup>de</sup> de, ~~par~~  
que ~~cette~~ <sup>la</sup> ~~procédure~~, se poursuit  
la reprise, de l'art. 10.2° de  
la loi du 28 octobre 1965  
concernant que le mode  
d'indemnisation de dommages  
subis par le demandeur d'I.C.

- cette sous-commission doit faire  
d'ailleurs, l'objet d'un texte spécial  
actuellement soumis aux assemblées  
et qui interviendra prochainement.

Nous  
sommes  
entièrement  
d'accord  
avec vous, à  
ce sujet.  
Mais la

~~En toute équité, il nous~~  
~~paraît qu'il y ait lieu de tenir~~  
~~compte du fait que l'intervenant~~  
de M. Oksa, architecte, a été  
rendu vicieux <sup>par</sup> ~~la suite~~ de la  
demande de dépôt de dessin que  
vous avez déjà adressée à la  
Société, en toute équité, s'oppose  
à l'attribution à cet h. de l'art  
historique qui lui sont dus pour  
le travail récent, <sup>pour l'ensemble</sup> ~~dans tous les~~  
cas en vue de la reconstitution du  
bien sinistré.

Il s'agit bien là d'une  
question indépendante du mode  
de règlement de dessin concernant  
spécialement le d. d. g. de d. d. f. p.  
d. l. c.

V.B.N. r6.

Saint-Omer, en Charente.

Rue de Belay.

DGI. N° 44-229-JH/GF.

Monsieur

P. Délégué Départemental du M. R. N.

71, Rue de Valenciennes, Paris.

à Beauvais. (Oise).

M. Okun, architecte, m'a fait  
part de la lettre que vous lui avez adressée  
le 12 Août 1951, relative à son dossier de  
demande de dommages de guerre.  
Par la lettre que vous m'avez adressée le 27 Mai dernier,

Monsieur P. Délégué Départemental

à M. Okun, Architecte, vous l'avez informé que,  
conformément aux dispositions de la circulaire 51.151, du  
14 Août 1951, les dommages subis par les immeubles  
appartenant à la S.N.C.F. n'étaient pas indemnisables au  
titre de la législation sur les dommages de guerre et ce de ce

J'ai l'honneur de vous informer par la présente  
que ces dispositions inspirées de l'article 10, paragraphe 2,  
de la loi du 28 Octobre 1946, ne concernent que le mode  
d'indemnisation des dommages subis par les  
Chemin de fer d'intérêt général.

Cette indemnisation doit faire, d'ailleurs, l'objet  
d'un texte spécial actuellement soumis aux assemblées  
parlementaires et qui interviendra prochainement.

Nous sommes donc entièrement d'accord avec vous,  
sur ce sujet.

Mais, la fait que l'intervention de M. Okun,  
Architecte, a été rendue nécessaire par la demande de  
dépôt du dossier que vous nous avez adressé le 17 Août 1951,  
ne saurait en toute équité, s'opposer à l'attribution à  
cet homme de l'art, de honoraires lui lui sont dus pour  
un travail nécessaire, dans tous les cas, en vue de la  
reconstitution du lieu sinistré.

Il s'agit bien là d'une question indépendante du  
mode de règlement des dossiers concernant spécialement  
les dommages de guerre des Chemins de fer d'intérêt général.

Nous pensons que vous serez, avec nous, d'accord  
sur ce point.

M. Okun,  
Architecte,  
pourrait être  
règlementé.

Il s'agit bien  
d'une question  
indépendante

Il s'agit bien  
d'une question  
indépendante



Answer:

Arbitrate -

726, Quai Louis Blériot - à Paris-76e.

Monsieur,

Je suis lier, en possession, de votre lettre du 3 <sup>juin 79</sup> ~~juin 79~~, relative au rejet pur et simple ~~du dossier~~ par la délégation départementale de P. Dirc, à Beaunais, d'un dossier de domages intéressant une Maison en bois à Saint-Denis-en-Chaussée, Route de Balloy.

j'attire votre attention sur le fait que ce dossier a été établi et ~~remis~~ <sup>présenté</sup> ~~sur sa demande~~ à la Délégation Départementale sur sa demande; ~~sur pour un brouillon de cette nature~~ et il peut lui, au moins lui être reproché, <sup>et cela est</sup> ~~en fait~~, de faire état d'un texte qu'elle ignorait ~~parce qu'il~~ <sup>sans doute</sup> encore au jour de sa révisioin. (17 Août 1951) - mais les dispositions de l'article 10 de la loi ~~du~~ <sup>de</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~générale~~ du 28 Octobre 1946 lui révélait déjà suffisamment, sans pour autant, d'ailleurs, que la nouvelle conception de la même Délégation, puis unie au point de vue que nous avions été amenés à adopter, en nous basant sur différentes décisions Ministérielles, qui allaient avoir pour soin de préciser la différence qu'il était utile de faire entre le domaine affecté à l'exploitation et celui qui tout en étant une dépendance certaine du domaine persovnaire, n'était cependant pas indispensable à la bonne marche de cette même exploitation.

+ jours de dépôt  
sur dossier, tout  
au moins

en présence d'autant  
plus de la demande  
de dépôt lui nous 3  
était russe 6

Après la déclaration de vintu prescrite par l'article 36 de la loi du 28 Octobre 1946, sus. visée, avait été faite selon cette distinction, ~~sur ce qui concerne l'indemnité~~ <sup>d'indemnité</sup> ~~sur laquelle~~ <sup>et</sup> bien entendu acceptée par la ~~Commission~~ <sup>Commission</sup>.

Nous n'avons donc fait les vus le 17. R. U.  
sur ses propres directives, puisque nous étions d'accord en  
fait avec lui, sur les conditions préalables mentionnées à  
la présentation, si son langage d'insinuation, impossible

et maine encoch  
d' une impaire, comme  
~~une sautoire~~  
~~entre les deux~~  
B. indice

Ainsi, contrairement à ce <sup>notre auteur ne paraît pas</sup> ~~que~~ <sup>vous supposez</sup> ~~semble~~  
~~supposer~~ la situation, <sup>présente</sup> ~~vous~~ <sup>un</sup> ~~quelques~~ <sup>bien</sup> nous signale  
vient pas le résultat <sup>de cette part</sup> ~~une~~ <sup>interprétation</sup> ~~interpré-~~  
tation libérale par trop libérale des textes en vigueur, mais  
plus simplement l'application, ~~juste et simple~~ <sup>de</sup> la décision  
~~est~~, ~~encore~~, ~~tout~~ ~~résumant~~, ~~il~~ ~~nous~~ ~~est~~ ~~faute~~  
~~d'insister~~.

+  
legitimant

nous pouvons interpréter que nous pensions pouvoir  
invocuer, au moins <sup>et cependant</sup> ~~pour~~ <sup>en</sup> ~~un~~ <sup>une</sup> ~~cas~~ <sup>situation</sup> ~~particulière~~  
pas et la S. H. C. F. de répondre à Elle ne s'en était pas souvenue,  
<sup>qui suggère,</sup> il gisait de retour en la Justice à cet égard.  
Et cette fois, nous pensons qu'il est  
En tout cas.

possible de ~~présenter~~ <sup>apaiser</sup> la ~~déclaration~~ <sup>déclaration</sup> d'objectifs  
de principe, en ce qui concerne le règlement des  
honoraires lui, évidemment, vous sont dus & quelle que  
soient les variations d'opinion de l'Administration,  
dont nous pourrions d'ailleurs, à bon droit nous  
étonner.

La copie <sup>ci-jointe</sup> de la lettre que j'ai adressée, à ce sujet, à  
M. le Délégué Départemental de l'Orne, vous mettra  
au courant de ~~la situation~~ <sup>des renseignements</sup> de ce ~~concernant~~ <sup>concernant</sup>  
j'ajoute ~~la~~ <sup>la</sup> circulaire en question, ~~comme la~~ <sup>comme la</sup>  
plupart des documents de cette nature ~~sont souvent~~ <sup>sont souvent</sup>  
d'ordre purement intérieur, ~~elle était ainsi ignorée~~ <sup>elle était ainsi ignorée</sup> ~~par elle n'ayant~~ <sup>par elle n'ayant</sup>  
sans doute pas été davantage portée immédiatement à la connaissance  
des ~~de~~ la Délégation, puis, postérieurement à sa date  
cette dernière nous demandait précisément la production  
d'un dossier nous était demandé.

et elle le était sans doute ~~de même~~ <sup>de même</sup> de la ~~de~~ également  
microfilm de la Délégation, puis, postérieurement à sa  
date,

En réponse à votre lettre, je vous retourne  
ci-joint, le dossier ~~en~~ et les pièces annexes jointes à  
votre lettre.

Je joins la  
lettre que j'ai  
adressée à M. le  
Délégué de l'Orne  
et qui est  
ci-jointe.

Je joins  
également  
la circulaire  
en question.

Il faut être  
ajouté en elle  
ce qui



22 Avril 1952.

Copie -

V.B.N.R.B.

Saint-Omer. en. Chaussée.

Dommages de Guerre.

2 Arruans.

Monsieur le Chef  
de l'Arrondissement V.B.  
à Arruans.

Suite à votre note du 5 Novembre dernier.  
En vue de compléter le dossier qui a été <sup>déposé à la Délégation</sup> départementale de l'Oise, à Beauvais, le 31 Août 1951, relativement à la Maison en bois sise à Saint-Omer-en-Chaussée, Route de Belloy, détruite au cours des Hostilités, je vous renvoie, sous ce pli, un plan de l'immeuble, tel qu'il se comportait au moment du sinistre.

un exemplaire du devis estimatif, dressé par M. Okun, Architecte et établi, ainsi que demandé par la Délégation départementale, suivant le barème général des prix forfaitaires du M. R. U.

Ce devis tient compte des éléments de base fournis par votre Arrondissement, à M. Okun.

Ces deux pièces sont donc à annexer au dossier déjà <sup>en possession</sup> de la Délégation départementale.

L'Ingénieur

Signé: Péline.



Vu au Douvaine.

L'évaluation semble un peu exagérée.

Une maison provisoire de cette nature ne devait pas, en 1939, atteindre le prix de 43.509 francs.

Il apparaît, d'ailleurs, que pour des immeubles de cette sorte, réédifiés par le M. R. U., le prix de reconstruction ne dépasse que très rarement, le chiffre de 500.000 francs.

Coefficient possible, mais  
supposition - 12. sur valeur  
1939.

43.509

ce qui donnerait 739.653.

moins  
vitesse à prévoir et à  
appliquer par le M. R. U.  
(Date de construction supposée  
remontée à fin 1925) -

retenu au moins  
15%.

110.845.

soit intensité de  
628.708. (en chiffres ronds  
620.000 à 630.000) - à  
s'apparenter difficile à obtenir.

Vu au Domaine.

L'évaluation semble un  
peu exagérée.

Une Maison provisoire  
de cette nature ne devait pas,  
en 1439, atteindre le prix de  
43.509 francs.

Il apparaît, d'ailleurs,  
que pour des immeubles de  
cette sorte, réédifiés par le  
M. R. H., le prix de reconstruction  
ne dépasse pas 500.000 francs.  
ou en tout cas très rarement -  
✶



Propriété de la S.N.C.F.

Région du Nord.

-----

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS .

-----

Gare de Saint Omer en Chaussée

Logement d'Agent

sis Route de Belloy.

DEVIS ESTIMATIF établi suivant le Bordereau Général  
des Prix Forfaitaires du M.R.U. (Loi du 28 octobre 1946).

Dressé par:

A.G. OKUN, Architecte DPLG  
126, Quai Louis Blériot PARIS 16°

Paris, le 2/ mars 1952.

*A.G. Okun*

Déclaration de sinistre

n° 16.500.-

Dossier L.S.

1°/ MAISON PROVISoire EN BOIS. (3 pièces)

"T" BATIMENTS DIVERS.-

Fondations.

1-6.88 x 8.20 = 56.41

à 120

176 = 6.769.-

Cloisons extérieures:

8.20  
6.88  
4.00  
4.00  
-----

23.08 x 2.90 = 66.93 )

Pointes: )

2x.6.88 x 1.70 = 11.69 )  
2 -----

2- 78.62

à 90

64 = 8.723.-

Remise:

2.00  
2.75  
-----

3- 4.75 x 2.90 = 13.77

à 60

64 = 826.-

P.V. pour protections sur  
ouvertures extérieures.

Surface (2) = 78.62  
" (3) = 13.77  
-----

4- 92.39

à 20

64 = 1.848.-

Cloisons intérieures.

3f. 3.936 = 11.808  
If. = 2.65  
-----

5- 14.458 x 2.70 = 39.01 à 80 64 = 3.121.-

Charpente en bois et couverture  
en tuiles mécaniques G.M.

2 versants de:

8.80 x 4.25 = 74.80 }  
3 avancées de: }  
1.80 x 0.15 = 0.81 }  
-----

6- 75.61 à 62 173 = 4.688.-

Plafond.

Ossature et revêtements:

8.20 x 6.88 = 56.41 }  
A déduire: }  
4.00 x 2.75 = 11.00 }  
-----

7- Reste= 45.41 à 50 64 = 2.270.-

Revêtements:

Sur cloisons peinture huile.

8- Surface (4) = 92.39 à 10 73 = 924.-

Sur cloisons intérieures.  
Habillage, peinture, tenture.



2f. surface	(5)	= 78.02	}
1f. "	(2)	= 78.62	
1f. "	(3)	= 13.77	
1f. "	(7)	= 45.41	
			-----

9-	ensemble	=215.82	à 15	131	=	3.237.-
----	----------	---------	------	-----	---	---------

10	Cheminée: Conduit et souche.	1	à 300	41	=	300.-
----	---------------------------------	---	-------	----	---	-------

Total = 32.706.-

"K" PLOMBERIE.-

11	Evier avec alimentation .	1	à 650	180	=	650.-
----	---------------------------	---	-------	-----	---	-------

Canalisations principales:

12	Alimentation	20.00	à 95	54	=	1.900.-
----	--------------	-------	------	----	---	---------

13	Evacuation	5.00	à 130	51	=	650.-
----	------------	------	-------	----	---	-------

Total = 3.200.-

"M" EQUIPEMENT MENAGER.-

14	Agencement de cuisine	1	à 145	131	=	145.-
----	-----------------------	---	-------	-----	---	-------

15	Armoire sous évier	1	à 210	131	=	210.-
----	--------------------	---	-------	-----	---	-------

Total = 355.-

"P" ELECTRICITE.-

I6-Tableau	1	à	I.000	9I =	I.000.-
Foyers lumineux à simple allumage sous tube tôle plombée.					
I7-	2	à	195	9I =	390.-
Foyers lumineux comportant une installation plus développée sous tube tôle plombée.					
I8-	3	à	355	9I =	I.065.-

Total = 2.455.-

"U" CONSTRUCTIONS DIVERSES.

I9- Puisard d'absorption	1	à	I.250	23I =	I.250.-
--------------------------	---	---	-------	-------	---------

2°/ POULAILLER - CLAPIERS - CLOTURES.-

20-Clapiers en maçonnerie	4	à	295	I64 =	I.I90.-
Poulailler couvert en tuiles					
21-I.40 x 2.45 = 3.43		à	205	I73 =	703.-
Grillage de clôture					
22- 40.00 x 2.00 = 80.00		à	22	5I =	I.760.-
				Total =	3.643.-

RECAPITULATION -

1°/ MAISON PROVISOIRE EN BOIS.-

"T" Bâtiments divers	:	32.706.-
"K" Plomberie	:	3.200.-
"M" Equipement ménager	:	355.-
"P" Electricité	:	2.455.-
"U" Constructions diverses	:	1.250.-

-----  
39.866.-

2°/ POULAILLER - CLAPIERS - CLOTURES.. : 3.643.-

-----  
TOTAL = 43.509.- (valeur 1939)

=====

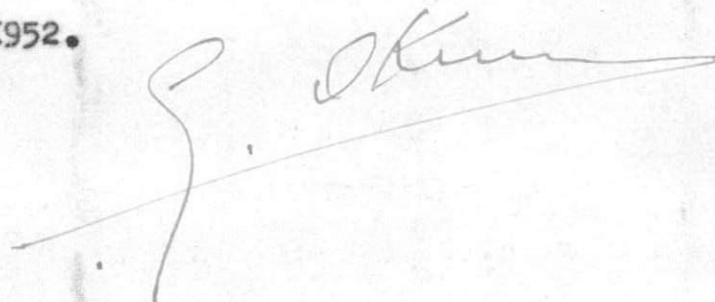
PRIX NETS : Compteur électrique 5 ampères en propriété à la S.N.C.F.

5.000.



L'Architecte agréé sous le N° 2008 et assermenté soussigné,  
après avoir pris connaissance des déclarations du sinistré sur l'origine des dommages, a établi le présent devis, certifie qu'il ne comprend que des travaux de reconstitution du bien tel qu'il se comportait au moment du sinistre, compatibles avec cette origine et susceptibles de donner lieu à une indemnité audit sinistré en application de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

Fait le 21 mars 1952.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'S' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.

RENAUGE

Propriété de la S.N.C.F.

Région du Nord.

-----

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS .

-----

Gare de Saint Omer en Chaussée

Logement d'Agent

sis Route de Belloy.

DEVIS ESTIMATIF établi suivant le Bordereau Général  
des Prix Forfaitaires du M.R.U. (Loi du 28 octobre 1946).

Dressé par:

A.G. OKUN, Architecte DPLG  
126, Quai Louis Blériot PARIS 16°

Paris, le 21 mars 1952.

*J. Okun*

Déclaration de sinistre

n° 16.500.-

Dossier L.S.

1°/ MAISON PROVISoire EN BOIS. (3 pièces)

"T" BATIMENTS DIVERS.-

Fondations.

$$1-6.88 \times 8.20 = 56.41$$

à 120

$$176 = 6.769.-$$

Cloisons extérieures:

8.20  
6.88  
4.00  
4.00

$$23.08 \times 2.90 = 66.93 )$$

Pointes: )

$$2 \times \frac{6.88 \times 1.70}{2} = 11.69 )$$

$$2- 78.62$$

à 90

$$64 = 8.723.-$$

Remise:

2.00  
2.75

$$3- 4.75 \times 2.90 = 13.77$$

à 60

$$64 = 826.-$$

P.V. pour protections sur  
ouvertures extérieures.

$$\begin{array}{l} \text{Surface (2)} = 78.62 \\ \text{" (3)} = 13.77 \end{array}$$

$$4- 92.39$$

à 20

$$64 = 1.848.-$$



Cloisons intérieures.

3f. 3.936 = 11.808  
If. = 2.65  
-----

5- 14.458 x 2.70 = 39.01 à 80 64 = 3.121.-

Charpente en bois et couverture  
en tuiles mécaniques G.M.

2 versants de:

8.80 x 4.25 = 74.80

3 avancées de:

1.80 x 0.15 = 0.81  
-----

6- 75.61 à 62 173 = 4.688.-

Plafond.

Ossature et revêtements:

8.20 x 6.88 = 56.41

A déduire:

4.00 x 2.75 = 11.00  
-----

7- Reste= 45.41 à 50 64 = 2.270.-

Revêtements:

Sur cloisons peinture huile.

8- Surface (4) = 92.39 à 10 73 = 924.-

Sur cloisons intérieures.  
Habillage, peinture, tenture.

2f. surface	(5)	= 78.02	}
1f. "	(2)	= 78.62	
1f. "	(3)	= 13.77	
1f. "	(7)	= 45.41	
		<u>          </u>	

9-	ensemble	=215.82	à 15	131	=	3.237.-
----	----------	---------	------	-----	---	---------

10	Cheminée: Conduit et souche.	1	à 300	41	=	300.-
----	---------------------------------	---	-------	----	---	-------

Total	=	32.706.-
-------	---	----------

"K" PLOMBERIE.-

11	Evier avec alimentation .	1	à 650	180	=	650.-
----	---------------------------	---	-------	-----	---	-------

Canalisations principales:

12	Alimentation	20.00	à 95	54	=	1.900.-
----	--------------	-------	------	----	---	---------

13	Evacuation	5.00	à 130	51	=	650.-
----	------------	------	-------	----	---	-------

Total	=	3.200.-
-------	---	---------

"M" EQUIPEMENT MENAGER.-

14	Agencement de cuisine	1	à 145	131	=	145.-
----	-----------------------	---	-------	-----	---	-------

15	Armoire sous évier	1	à 210	131	=	210.-
----	--------------------	---	-------	-----	---	-------

Total	=	355.-
-------	---	-------

"P" ELECTRICITE.-

I6-Tableau	1	à	1.000	9I =	1.000.-
Foyers lumineux à simple allumage sous tube tôle plombée.					
I7-	2	à	195	9I =	390.-
Foyers lumineux comportant une installation plus développée sous tube tôle plombée.					
I8-	3	à	355	9I =	1.065.-

Total = 2.455.-

"U" CONSTRUCTIONS DIVERSES.

I9- Puisard d'absorption	1	à	1.250	23I =	1.250.-
--------------------------	---	---	-------	-------	---------

2°/ POULAILLER - CLAPIERS - CLOTURES.-

20-Clapiers en maçonnerie	4	à	295	164 =	1.180.-
Poulailler couvert en tuiles					
21-1.40 x 2.45 = 3.43		à	205	173 =	703.-
Grillage de clôture					
22- 40.00 x 2.00 = 80.00		à	22	5I =	1.760.-
				Total =	3.643.-



RECAPITULATION -

1°/ MAISON PROVISOIRE EN BOIS.-

"T" Bâtiments divers	:	32.706.-
"K" Plomberie	:	3.200.-
"M" Equipement ménager	:	355.-
"P" Electricité	:	2.455.-
"U" Constructions diverses	:	1.250.-

-----  
39.866.-

2°/ POULAILLER - CLAPIERS - CLOTURES , - : 3.643.-

-----  
TOTAL = 43.509.- (valeur 1939)

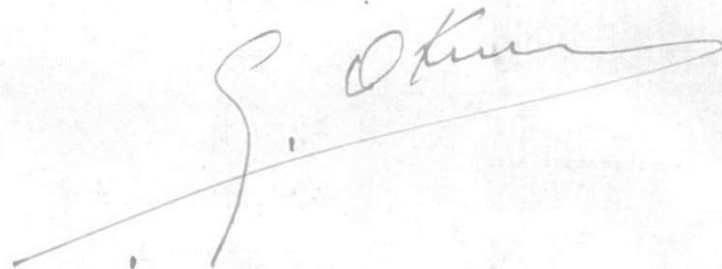
=====

PRIX NETS : Compteur électrique 5 ampères en propriété à la S.N.C.F.

5.000.

L'Architecte agréé sous le N° 2008 et assermenté soussigné,  
après avoir pris connaissance des déclarations du sinistré sur l'origine des dommages, a établi le présent devis, certifie qu'il ne comprend que des travaux de reconstitution du bien tel qu'il se comportait au moment du sinistre, compatibles avec cette origine et susceptibles de donner lieu à une indemnité audit sinistré en application de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

Fait le 21 mars 1952.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'S' followed by a long horizontal stroke and a small loop at the end.

Propriété de la S.N.C.F.

Région du Nord.

-----

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS .

-----

Gare de Saint Omer en Chaussée

Logement d'Agent

sis Route de Belloy.

DEVIS ESTIMATIF établi suivant le Bordereau Général  
des Prix Forfaitaires du M.R.U. (Loi du 28 octobre 1946).

Dressé par:

A.G. OKUN, Architecte DPLG  
126, Quai Louis Blériot PARIS 16<sup>e</sup>

Paris, le 21 mars 1952.

*A.G. Okun*

Déclaration de sinistre

n° 16.500.-

Dossier L.S.



1°/ MAISON PROVISOIRE EN BOIS. (3 pièces)

"T" BATIMENTS DIVERS.-

Fondations.

$$1-6.88 \times 8.20 = 56.41$$

à 120

$$176 = 6.769.-$$

Cloisons extérieures:

8.20  
6.88  
4.00  
4.00  
-----

$$23.08 \times 2.90 = 66.93 )$$

Pointes: )

$$2f.6.88 \times \frac{1.70}{2} = \underline{11.69} )$$

$$2- 78.62$$

à 90

$$64 = 8.723.-$$

Remise:

2.00  
2.75  
-----

$$3- 4.75 \times 2.90 = 13.77$$

à 60

$$64 = 826.-$$

P.V. pour protections sur  
ouvertures extérieures.

$$\text{Surface (2)} = 78.62$$

$$\text{" (3)} = \underline{13.77}$$

$$4- 92.39$$

à 20

$$64 = 1.848.-$$

Cloisons intérieures.

3f. 3.936 = 11.808  
If. = 2.65  
-----

5- 14.458 x 2.70 = 39.01 à 80 64 = 3.121.-

Charpente en bois et couverture  
en tuiles mécaniques G.M.

2 versants de:

8.80 x 4.25 = 74.80 }  
3 avancées de:  
1.80 x 0.15 = 0.81 }  
-----

6- 75.61 à 62 173 = 4.688.-

Plafond.

Ossature et revêtements:

8.20 x 6.88 = 56.41 }  
A déduire:  
4.00x 2.75 = 11.00 }  
-----

7- Reste= 45.41 à 50 64 = 2.270.-

Revêtements:

Sur cloisons peinture huile.

8- Surface (4) = 92.39 à 10 73 = 924.-

Sur cloisons intérieures.  
Habillage, peinture, tenture.

2f. surface	(5)	= 78.02	}
1f. "	(2)	= 78.62	
1f. "	(3)	= 13.77	
1f. "	(7)	= 45.41	
			-----

9-	ensemble	=215.82	à 15	131	=	3.237.-
----	----------	---------	------	-----	---	---------

10	Cheminée: Conduit et souche.	1	à 300	41	=	300.-
----	---------------------------------	---	-------	----	---	-------

Total = 32.706.-

"K" PLOMBERIE.-

11	Evier avec alimentation .	1	à 650	180	=	650.-
----	---------------------------	---	-------	-----	---	-------

Canalisations principales:

12	Alimentation	20.00	à 95	54	=	1.900.-
----	--------------	-------	------	----	---	---------

13	Evacuation	5.00	à 130	51	=	650.-
----	------------	------	-------	----	---	-------

Total = 3.200.-

"M" EQUIPEMENT MENAGER.-

14	Agencement de cuisine	1	à 145	131	=	145.-
----	-----------------------	---	-------	-----	---	-------

15	Armoire sous évier	1	à 210	131	=	210.-
----	--------------------	---	-------	-----	---	-------

Total = 355.-



"P" ELECTRICITE.-

I6-Tableau	1	à	1.000	9I =	1.000.-
Foyers lumineux à simple allumage sous tube tôle plombée.					
I7-	2	à	195	9I =	390.-
Foyers lumineux comportant une installation plus développée sous tube tôle plombée.					
I8-	3	à	355	9I =	1.065.-

Total = 2.455.-

"U" CONSTRUCTIONS DIVERSES.

I9- Puisard d'absorption	1	à	1.250	23I =	1.250.-
--------------------------	---	---	-------	-------	---------

2°/ POULAILLER - CLAPIERS - CLOTURES.-

20-Clapiers en maçonnerie	4	à	295	164 =	1.180.-
Poulailler couvert en tuiles					
21-1.40 x 2.45 = 3.43		à	205	173 =	703.-
Grillage de clôture					
22- 40.00 x 2.00 = 80.00		à	22	5I =	1.760.-
				Total =	3.643.-

RECAPITULATION -

1°/ MAISON PROVISoire EN BOIS.-

"T" Bâtiments divers	:	32.706.-
"K" Plomberie	:	3.200.-
"M" Equipement ménager	:	355.-
"P" Electricité	:	2.455.-
"U" Constructions diverses	:	1.250.-

-----  
39.866.-

2°/ POULAILLER - CLAPIERS - CLOTURES , - : 3.643.-

-----  
TOTAL = 43.509.- (valeur 1939)

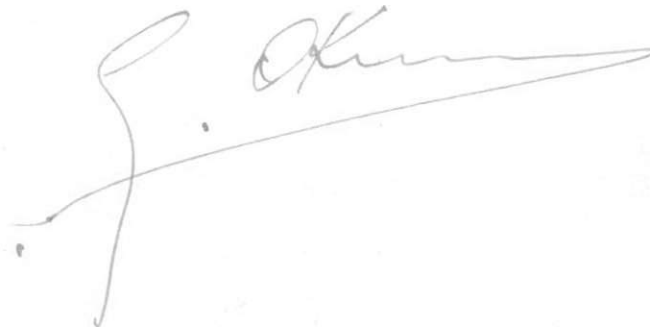
=====

PRIX NETS : Compteur électrique 5 ampères en propriété à la S.N.C.F.

5.000.

L'Architecte agréé sous le N° 2008 et assermenté soussigné,  
après avoir pris connaissance des déclarations du sinistré sur l'origine des dommages, a établi le présent devis, certifie qu'il ne comprend que des travaux de reconstitution du bien tel qu'il se comportait au moment du sinistre, compatibles avec cette origine et susceptibles de donner lieu à une indemnité audit sinistré en application de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

Fait le 21 mars 1952.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized initial 'J' followed by a surname that appears to be 'Kun' or 'Kunz'. The signature is written in a cursive, flowing style.



**PROJET**

VB.N. Ut

Saint-Omer-en-Chaussée.

Domages de Guerre.

Déclaration de Sinistre

N° 16.500.

Dossier L.S.

1 Année.

Copie à G.C., pour information.

EM  
29/12

Monsieur Okun.

Architecte.

126, boulevard Louis Blériot.

Paris. 16°.

Monsieur,

En conformité d'un arrêté pris par M. le Délégué Général du M. R. U., pour le département de l'Oise, à Beauvais, le 13 Février 1951, la S.N.C.F. a été invitée, par lettre du 17 Août dernier, à remettre à la Délégation Départementale, avant la date limite du 1<sup>er</sup> Septembre suivant, une demande d'indemnité visant une Maison provisoire sise à Saint-Omer-en-Chaussée, Route de Balloy, laquelle a été entièrement détruite au cours des hostilités - (Bombardements aériens, au début du mois d'Août 1944) -.

Le nécessaire, pour le dépôt de cette demande, a été effectué dans le délai prescrit mais, ~~il reste à établir~~ car le surplus des pièces habituelles, qui consistent en un plan de l'immeuble tel qu'il se comportait au moment du sinistre et en un devis estimatif basé sur le barème général de prix forfaitaires, restant à établir pour être joints au dossier.

A ce sujet, j'avais indiqué à M. le Chef de l'Arrondissement V.B. à Amiens que, d'accord avec notre Division des Etudes, vous ~~étiez~~ <sup>devriez être</sup> chargés de cette mission.

Mais la réponse qui m'a été faite par l'Arrondissement, si elle confirme bien la remise, à la Délégation, de la demande d'indemnité en temps utile, ne précise ~~explicitement~~ pas que les instructions qui vous sont indispensables, vous ont été données.

Notre entretien tout récent, par téléphone, démontrant que vous n'avez pas été tenu au courant, je vous serais obligé de bien vouloir procéder à l'établissement des documents appelés à parfaire votre dossier, en ajoutant que les renseignements complémentaires, susceptibles de vous être utiles, pourront vous être fournis par les Services locaux intéressés.

De mon côté, il m'est déjà possible de vous indiquer que le bâtiment détruit, comportait deux pièces et une cuisine et que sa date de construction apparaît relativement ancienne, car la première autorisation qui a été accordée, pour son occupation par un Agent du Riscan, semble remonter au 1<sup>er</sup> Mai 1926.

Enfin, le croquis type, ci-joint, reprend exactement les caractéristiques d'une Maison de même catégorie que celle

qui fait l'objet de notre demande d'indemnité.  
Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération  
distinguée.

Ad

VB.N vt

SAINT-OMER-en-CHAUSSEE

EM

Domages de guerreDéclaration de sinistre

n° 16 500

Dossier L S1 annexe

Monsieur OKUN

Architecte

126, Quai Louis Blériot, 126

PARIS 16°

Monsieur,

En conformité d'un arrêté pris par M. le Délégué Général du M.R.U. pour le Département de l'Oise, à BEAUVAIS, le 13 février 1951, la S.N.C.F. a été invitée par lettre du 17 août dernier, à remettre à la Délégation départementale, avant la date limite du 1er septembre suivant, une demande d'indemnité visant une Maison provisoire sise à SAINT-OMER-en-CHAUSSEE, Route de Belloy, laquelle a été entièrement détruite au cours des hostilités (bombardements aériens au début du mois d'août 1944).

Le nécessaire, pour le dépôt de cette demande, a été effectué dans le délai prescrit, mais il est à observer que le surplus des pièces habituelles qui consistent en un plan de l'immeuble tel qu'il se comportait au moment du sinistre et en un devis estimatif basé sur le bordereau général de prix forfaitaires, restant à établir pour être joints au dossier.

A ce sujet, j'avais indiqué à M. le Chef de l'Arrondissement VB à AMIENS que, d'accord avec notre Division des Etudes, vous étiez à charger de cette mission.

Mais la réponse qui m'a été faite par l'Arrondissement, si elle confirme bien la remise, à la délégation, de la demande d'indemnité en temps utile, ne précise cependant pas que les instructions qui vous sont indispensables, vous ont été données.

Notre entretien, tout récent, par téléphone, démontrant que vous n'avez pas été tenu au courant, je vous serais obligé de bien vouloir procéder à l'établissement des documents appelés à parfaire notre dossier, en ajoutant que les renseignements complémentaires, susceptibles de vous être utiles, pourront vous être fournis par les Services locaux intéressés.

De mon côté, il m'est déjà possible de vous indiquer que le bâtiment détruit comportait deux pièces et une cuisine et que sa date de construction apparaît relativement ancienne, car la première autorisation qui a été accordée pour son occupation par un agent du Réseau semble remonter au 1er mai 1926.

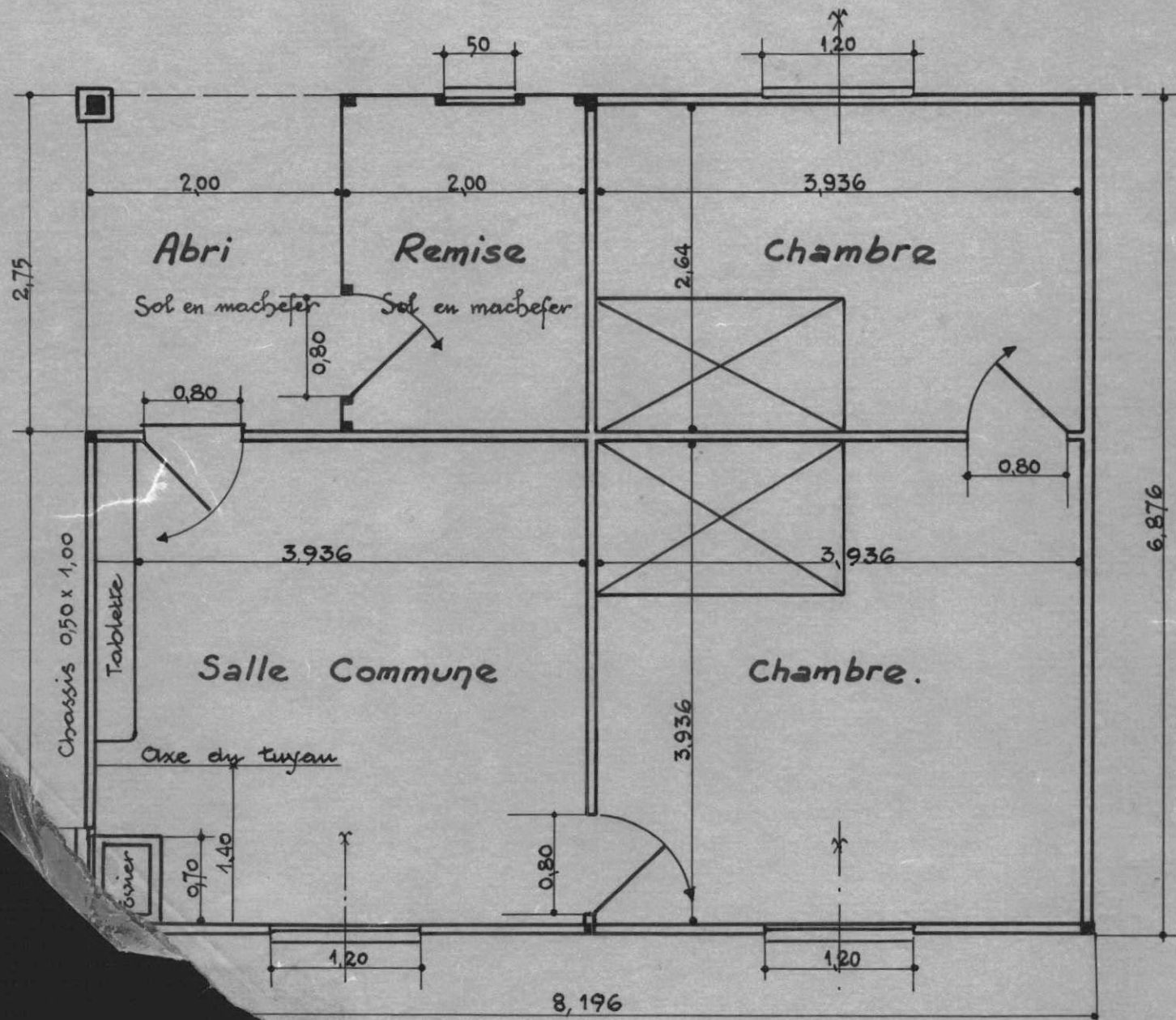
Enfin, le croquis type ci-joint, reprend exactement les caractéristiques d'une maison de même catégorie que celle qui fait l'objet de notre demande d'indemnité.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.



Maison provisoire en bois.

— plan type à 3 pièces —



Ech: 0,02<sup>cm</sup> par m.

Saint-Omer-en-Chaussée.  
Route de Belloy.

D'après les renseignements recueillis  
au Domaine, il s'agit d'une Maison  
provisoire dont l'installation, avec 5  
autres, a été faite après la guerre  
1914-1918.

La première occupation, autorisée  
au profit d'un agent de Réseau, a  
pris cours le 1<sup>er</sup> Mai 1926, - ce qui  
laisse supposer que l'édification peut  
être admise comme remontant sensiblement  
à cette époque.

Téléphoné à M. Okun, Architecte.  
N'a pas été avisé par l'Arron-  
dissement et demande que nous lui  
adressions un plan ou un croquis de  
l'immeuble sinistré, pour lui permettre  
de faciliter et de hâter l'établissement  
des pièces nécessaires.

17. 12. 51.

Vu ad

M. MEUNIER.

✓  
/

Dommages de Guerre.

Numéro du dossier :	200
Arrivée :	20/12.8.
Évaluation en pages :	1.5
Urgence :	
Collationnement :	oui
Dactylographe :	EM

EM - RD



Saint-Omer. en. Chaux-de.

La demande d'insinuation a été  
déposée avec la feuille de rensei-  
gnements complémentaires et l'attestation  
de propriété.

Seuls manquait désormais, les  
pièces à établir par M. Ohry,  
Architecte.

Voir l'envoi.

Mr. Mann.

voir l'envoi à droite

lettre à la gauche

Plan remis au Comite -  
et laissé à Mr. Pitkin  
qui va le faire établir en  
copie.

19.12.51.

Voudriez me faire savoir  
si, comme il nous appartenait de  
le faire, vous avez chargé directement  
M. Okun d'installer le dossier.

M. Okun.  
Architecte.

126 rue Louis Blériot.

— Paris. 16<sup>e</sup>.

Antenil 58.22.

Trudaine. 82.29.

A considérer que les deux  
lettres ne visent que les Domaines  
de Saint-Omer en Chaux, et  
malgré les termes généraux de  
la lettre d'envoi elles.

Présenter M. Okun, par  
téléphone, le 17-12-51.



Mr. Kinn -

Mr. Chapin -

Dr. Smith -

Mr. Patrick -

all the way.

Attestation, de fait à préparer  
par M<sup>r</sup> Delvalle, Notaire -  
et Omer - en Ch<sup>ie</sup>

et Nogent-sur-Oise -

Remis

Copie à gc pour information

PARIS, le 29 AOU 1951

Minute

VB.N. vt D

St-OMER-en-CHAUSSEE

Dommages de guerre

Monsieur le Chef de l'Arrondissement V.B.

à AMIENS

Par lettre du 17 courant, la délégation départementale de l'Oise, à Beauvais, nous a invité à lui remettre, avant la date limite du 1er septembre prochain, une demande d'indemnité visant la maison provisoire sise à Saint-Omer-en-Chaussée, Route de Belloy, entièrement détruite au cours des hostilités.

Cette mesure s'applique aux sinistrés totaux dans tout le département et nous intéresse donc, dans la circonstance.

2 annexes

La déclaration de sinistre, prescrite par l'article 36 de la loi du 28 octobre 1946, a été souscrite par votre arrondissement, en conformité des directives données, à ce sujet, par M. DEMAUX, dans sa lettre du 31 mars 1947, aux Chefs d'Arrondissement ; elle figure à la délégation départementale, sous le n° D.S. 16.500.

Afin d'éviter une forclusion possible, je vous adresse, sous ce pli, la demande d'indemnité qui nous est réclamée, ainsi que la feuille de renseignements complémentaires habituelle, que vous voudrez bien, après les avoir revêtues de votre signature, faire déposer, dans toute la mesure du possible, avant l'expiration du délai qui nous est fixé.

Le surplus des pièces nécessaires qui, en ce qui me concerne, se borne, au moins pour le moment, à la justification de nos droits de propriété, vous sera transmis très prochainement.

Mais, il est aussi à considérer que la production d'autres documents qui, en principe, consistent en un plan détaillé de l'immeuble tel qu'il se comportait au moment du sinistre et en un devis estimatif, établi par un architecte agréé, selon le bordereau général des prix forfaitaires, devront être joints ultérieurement au dossier.

En accord avec la Division des Etudes VB, M. OKUN, architecte, agréé par le M.R.U. et la Région, pourrait être chargé de cette mission, à moins qu'il vous semble plus opérant, en tenant compte de l'urgence, de pressentir un autre architecte, se trouvant plus à proximité du lieu du sinistre et remplissant, bien entendu, cette double condition d'agrément.

Je ne pense pas que la délégation départementale soulève une objection quelconque, relativement à la remise, qui sera forcément un peu tardive, d'un dossier complet et qu'elle retiendra, en fait, le court délai de moins de 15 jours qu'elle nous a accordé pour son établissement, car nous ignorions l'arrêté pris par elle, à ce sujet, le 13 février dernier.

Au surplus, le dépôt de la demande d'indemnité que vous avez à faire effectuer et par laquelle nous prenons position, devrait pour le moment suffire.

Enfin, dans l'état actuel de la question, il est aussi à retenir qu'un tel dépôt n'est fait qu'à titre conservatoire et sous réserve des prescriptions qui pourraient découler, pour la S.N.C.F., de la loi actuellement pendante devant le Parlement et qui doit avoir, pour effet, de déterminer les droits de celle-ci, sans doute plus spécialement en matière d'immeubles dépendant du domaine public du chemin de fer.

J'ajouterai, à titre de renseignements complémentaires, que la construction sinistrée comportait trois pièces et qu'elle a été occupée, du 1er avril 1943 au 3 août 1944, date vraisemblable de sa destruction, par M. BIGOT Marcel, étranger à la S.N.C.F.

Les indications utiles, sur la cause et la date du sinistre, sont à porter à la page 2 de la déclaration.

Vous voudrez bien me tenir au courant.

/ Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements

Signé: Poignant.

*Copie à g.c. pour informations.*

*En le priant de faire régler à M. Delvallée,  
Notaire, 68, Rue de la Chaussée d'Antin, à Paris, à son  
compte Postal Paris 2085-44, la somme de 165 francs,  
pour frais de délivrance d'une attestation de propriété  
s'appliquant à la maison en bois sus. désignée. (Domaine  
public du Chemin de fer).*

*26. 10. 51.*



V.B.N.V.E.D.

Saint-Omer-en-Chaussée.

Dommages de Guerre.

2 Annexes.

Monsieur le Chef de l'Arrondissement V.B.  
à Amiens.

Par lettre du 17 courant, la Délégation départementale de l'Oise, à Beauvais, nous a invité à lui remettre, avant la date limite du 1<sup>er</sup> Septembre prochain, une demande d'indemnité visant la Maison provisoire sise à Saint-Omer-en-Chaussée, Route de Belloy, entièrement détruite au cours des hostilités.

Cette mesure s'applique aux sinistres totaux dans tout le département et nous intéresse donc, dans la circonstance.

La déclaration de sinistre, prescrite par l'article 36 de la loi du 28 Octobre 1946, a été souscrite par votre Arrondissement, en conformité des directives données, à ce sujet, par M. Demana, dans sa lettre du 31 Mars 1947, aux Chefs d'Arrondissement; - elle figure à la Délégation départementale, sous le N° D.S. 16.500.

Après d'éviter une conclusion possible, je vous adresse, sous ce pli, la demande d'indemnité qui nous est réclamée, ainsi que la feuille de renseignements complémentaires habituelle, que vous voudrez bien, après les avoir revêtues de votre signature, faire déposer, dans toute la mesure du possible, avant l'expiration du délai qui nous est fixé.

Le surplus des pièces nécessaires qui, en ce qui nous concerne, se borne, au moins pour le moment, à la justification de nos droits de propriété, vous sera transmis très prochainement.

Mais, il est aussi à considérer que la production d'autres documents qui, en principe, consistent en un plan détaillé de l'immeuble tel qu'il se comportait au moment du sinistre et en un devis estimatif, établi par un Architecte agréé, selon le barème général des prix forfaitaires, devant être joints ultérieurement au dossier.

En accord avec la Division des Etudes V.B.; M. Okun, Architecte, agréé par le M. R. U. et la Région, pourrait être chargé de cette mission, à moins qu'il vous semble plus opérant, en tenant compte de l'urgence, de présenter un autre Architecte, se trouvant plus à proximité du lieu du sinistre et remplissant, bien entendu, cette double condition d'agrément.

Je ne pense pas que la Délégation départementale soulève une objection quelconque, relativement à la remise, qui sera forcément un peu tardive, d'un dossier complet et, qui elle retirera, en fait, le court délai de moins de 15 jours qu'elle nous a accordé pour son établissement, car nous

ignorions l'arrêté pris par elle, à ce sujet, le 13 Février dernier.

Au surplus, le dépôt de la demande d'indemnité que vous avez à faire effectuer et par laquelle nous prenons position, devrait pour le moment suffire.

Enfin, dans l'état actuel de la question, il est aussi à retenir que ce tel dépôt n'est fait qu'à titre conservatoire et sous réserve des prescriptions qui pourraient découler, pour la S.N.C.F., de la loi actuellement pendante devant le Parlement et qui doit avoir, pour effet, de déterminer les Droits de celle-ci, sans doute plus spécialement en matière d'insensibles dépendant du domaine public de Chemins de fer.

J'ajouterai, à titre de renseignements complémentaires, que la construction sinistrée comportait trois pièces et qu'elle a été occupée, du 1<sup>er</sup> Avril 1943, au 3 Août 1944, date vraisemblable de sa destruction, par M. Bigot Marcel, étranger à la S.N.C.F.

Les indications utiles, sur la cause et la date du sinistre, sont à porter à la page 2 de la déclaration.

Vous voudrez bien me tenir au courant.





LA PLAINE - S<sup>t</sup> DENIS

Rue des Poissonniers

Anciennes caves aux huiles

Plan de situation

Ech. 0 001 pm

Cimetière

Rue des Poissonniers

Passerelle

Rue des Poissonniers

Anciennes  
caves  
aux huiles

**A. GUSTAVE OKUN**

ARCHITECTE

DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

126, Quai Louis-Blériot - PARIS-16<sup>e</sup>

AUTEUIL 58-22

LETTRE D'AGRÈMENT M. R. U.  
N° 2008-76/

25 FEV. 1951

*A. Gustave Okun*



S.N.C.F.

Région NORD

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS

LA PLAINE St-DENIS

rue des Poissonniers

Anciennes caves aux huiles

DEVIS ESTIMATIF

Etabli suivant le bordereau général des prix  
forfaitaires du M.R.U. (Loi du 28 octobre 1946).

DRESSE à Paris, le 25 février 1951 par

A.G. OKUN, Architecte DPLG  
126, quai Louis Blériot - PARIS 16<sup>e</sup>



1<sup>o</sup>- MAISON PROVISOIRE EN BOIS.

"T" BATIMENTS DIVERS

Fondation.

1 6.88 x 10.20 = 70.17 à 120 176 = 8 420,-

Cloisons extérieures x

2 f. 8.196 = 167392

1 f. 6.876 = 6.876

1 f. 2.676 = 2.676

2 25.944 x 2.90 = 75.22 à 90 64 = 6 769,-

1 f. 4.20 = 4.20

2 f. 2.00 = 4.00

3 8.20 x 2.90 = 23.78 à 60 64 = 1 427,-

P.V. pour protections a/ouvertures  
extérieures

Surface (2) = 75.22

(3) = 23.78

4 99.00 à 20 64 = 1 980,-

Cloisons intérieures

$\frac{6.88 \times 1.70}{2} = 5.84$

2 f. 3.936 = 7.872

1 f. = 2.64

1 f. = 3.936

1 f. = 4.20

5 18.648 x 2.70 = 50.32 à 80 64 = 4 492,-

56.16

A reporter : 23 088,-

Charpente en bois et  
Couverture en fibro-ciment

2 versants de :

10.95 x 4.25 = 46.53

1'autre semblable = 46.53

4 avancées de :

1.80 x 0.15 = 1.08

6	94.14	à	52	176	=	4 895,-
---	-------	---	----	-----	---	---------

Plafonds

Ossature et revêtement

7	6.68 x 8.20 = 56 <sup>2</sup> 41	à	50	64	=	2 820,-
---	----------------------------------	---	----	----	---	---------

Revêtements

Sur cloisons peinture huile

Surface (2) = 75.22  
(3) = 23.78

8	99.00	à	10	73	=	990,-
---	-------	---	----	----	---	-------

Sur cloisons intérieures

Habillage, peinture, tenture

2 f. surface (5) = 112.32

1 f. - (2) = 75.22

1 f. - (3) = 23.78

1 f. - (7) = 56.41

9	267.73	à	15	131	=	4 016,-
---	--------	---	----	-----	---	---------

Cheminées

10	Conduits et souches 4	à	300	41	=	1 200,-
----	-----------------------	---	-----	----	---	---------

Total Bâtiments divers = 37 009,-



"K" PLOMBERIE

11	Evier avec alimentation	1	à	650	180	=	650,-
<u>Canalisations principales</u>							
12	Alimentation	36	à	95	54	=	3 420,-
13	Evacuation	5	à	130	51	=	650,-
<u>Total Plomberie</u>							<u>4 720,-</u>

"M" EQUIPEMENT MENAGER

14	Agencement de cuisine	1	à	145	131	=	145,-
15	Armoire s/évier	1	à	210	131	=	210,-
<u>Total Equipement Ménager</u>							<u>355,-</u>

"P" ELECTRICITE

16	Tableau	1	à	1 000	91	=	1 000,-
17	Foyers lumineux à simple allumage sous tube tôle plombée 2	2	à	195	91	=	390,-
18	Foyers lumineux comportant une installation plus développée sous tube tôle plombée	4	à	355	91	=	1 420,-
<u>Total Electricité</u>							<u>2 810,-</u>

"U" CONSTRUCTIONS DIVERSES

19	Puisard d'absorption	1	à	1 250	231	=	1 250,-
<u>Total Constructions diverses</u>							<u>1 250,-</u>

II°- POULAILLER - CLAPIERS - W.C. -

20	Clapiers en menuiserie	6	à	295	197	=	1 770
	Poulailler couvert en tuile						
21	1.40 x 2.45 = 3 m2, 43		à	205	173	=	703
	Grillage de clôture du poulailler						
	2 f. 2.30 = 4.60						
	1 f. 2.45 = 2.45						
	<u>7.05</u> x 1.90 = 13.39						
	Dessus						
	2 f. 2.30 = 4.60 x 1.40 = 6.44						
22		19.83	à	22	51	=	436,-
23	W.C. extérieur	1	à	1 300	121	=	1 300,-

Total Poulailler, Clapiers, W.C. 4 209,-

RECAPITULATION

I°- MAISON PROVISOIRE EN BOIS.-

T - Bâtiment divers . . . . .	37 009
K - Plomberie . . . . .	4 720
M - Equipement ménager . . . . .	355
P - Electricité . . . . .	2 810
U - Constructions diverses . . . . .	1 250

46 144

II°- POULAILLER - CLAPIERS - W.C. . . . .

4 209

50 353

(valeur 1939)

PRIX NETS

Compteur électrique 5 ampères en propriété à la S.N.C.F.

1

à

5 000 f



L'Architecte agréé sous le n° 2008 et assermenté soussigné, après avoir pris connaissance des déclarations du sinistré sur l'origine des dommages, a établi le présent devis, certifie qu'il ne comprend que des travaux de reconstitution du bien tel qu'il se comportait au moment du sinistre, compatibles avec cette origine et susceptibles de donner lieu à une indemnité audit sinistré en application de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

Fait le 25 février 1951.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'O. K.', is written over a horizontal line. The signature is slanted and fluid.

S.N.C.F. =  
Région NORD

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS

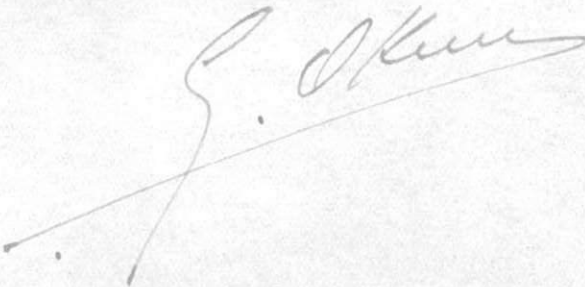
LA PLAINE St-DENIS  
rue des Poissonniers  
Anciennes caves aux huiles

DEVIS ESTIMATIF

Etabli suivant le bordereau général des prix  
forfaitaires du M.R.U. (Loi du 28 octobre 1946).

DRESSE à Paris, le 25 février 1951 par

A.G. OKUN, Architecte DPLG  
126, quai Louis Blériot - PARIS 16<sup>e</sup>

A large, stylized handwritten signature in dark ink, appearing to read 'A.G. Okun', is written over the printed name and address.

1<sup>o</sup>- MAISON PROVISOIRE EN BOIS.

"I" BATIMENTS DIVERS

Fondation.

1 6.88 x 10.20 = 70.17 à 120 176 = 8 420,-

Cloisons extérieures x

2 f. 8.196 = 16.392

1 f. 6.876 = 6.876

1 f. 2.676 = 2.676

2 25.944 x 2.90 = 75.22 à 90 64 = 6 769,-

1 f. 4.20 = 4.20

2 f. 2.00 = 4.00

3 8.20 x 2.90 = 23.78 à 60 64 = 1 427,-

P.V. pour protections s/ouvertures extérieures

Surface (2) = 75.22

(3) = 23.78

4 99.00 à 20 64 = 1 980,-

Cloisons intérieures

$\frac{6.88 \times 1.70}{2} = 5.84$

2 f. 3.936 = 7.872

1 f. = 2.64

1 f. = 3.936

1 f. = 4.20

5 18.648 x 2.70 = 50.32 à 80 64 = 4 492,-

56.16

A reporter : 23 088,-



Charpente en bois et  
Couverture en fibro-ciment

2 versants de :

10.95 x 4.25 = 46.53

l'autre semblable = 46.53

4 avancées de :

1.80 x 0.15 = 1.08

6	94.14	à	52	176	=	4 895,-
---	-------	---	----	-----	---	---------

Plafonds

Ossature et revêtement

7	6.88 x 8.20 = 56 <sup>m2</sup> 41	à	50	64	=	2 820,-
---	-----------------------------------	---	----	----	---	---------

Revêtements

Sur cloisons peinture huile

Surface (2) = 75.22

(3) = 23.78

8	99.00	à	10	73	=	990,-
---	-------	---	----	----	---	-------

Sur cloisons intérieures

Habillage, peinture, tenture

2 f. surface (5) = 112.32

1 f. - (2) = 75.22

1 f. - (3) = 23.78

1 f. - (7) = 56.41

9	267.73	à	15	131	=	4 016,-
---	--------	---	----	-----	---	---------

Cheminées

10	Conduits et souches 4	à	300	41	=	1 200,-
----	-----------------------	---	-----	----	---	---------

<u>Total Bâtiments divers</u>	=	<u>37 009,-</u>
-------------------------------	---	-----------------

"K" PLOMBERIE

11	Evier avec alimentation	1	à	650	180	=	650,-
<u>Canalisations principales</u>							
12	Alimentation	36	à	95	54	=	3 420,-
13	Evacuation	5	à	130	51	=	650,-
<u>Total Plomberie</u>							<u>4 720,-</u>

"M" EQUIPEMENT MENAGER

14	Agencement de cuisine	1	à	145	131	=	145,-
15	Armoire s/évier	1	à	210	131	=	210,-
<u>Total Equipement Ménager</u>							<u>355,-</u>

"P" ELECTRICITE

16	Tableau	1	à	1 000	91	=	1 000,-
17	Foyers lumineux à simple allumage sous tube tôle plombée 2	2	à	195	91	=	390,-
18	Foyers lumineux comportant une installation plus développée sous tube tôle plombée 4	4	à	355	91	=	1 420,-
<u>Total Electricité</u>							<u>2 810,-</u>

"U" CONSTRUCTIONS DIVERSES

19	Puisard d'absorption	1	à	1 250	231	=	1 250,-
<u>Total Constructions diverses</u>							<u>1 250,-</u>

II°- POULAILLER - CLAPIERS - W.C. -

20	Clapiers en menuiserie	6	à	295	197	=	1 770
	Poulailler couvert en tuile						
21	1.40 x 2.45 = 3 m2, 43		à	205	173	=	703
	Grillage de clôture du poulailler						
	2 f. 2.30 = 4.60						
	1 f. 2.45 = 2.45						
	<u>7.05</u> x 1.90 = 13.39						
	Dessus						
	2 f. 2.30 = 4.60 x 1.40 = 6.44						
22		19.83	à	22	51	=	436,-
23	W.C. extérieur	1	à	1 300	121	=	1 300,-

Total Poulailler, Clapiers, W.C. 4 209,-



RECAPITULATION

I°- MAISON PROVISOIRE EN BOIS.-

T - Bâtiment divers . . . . .	37 009
K - Plomberie . . . . .	4 720
M - Equipement ménager . . . . .	355
P - Electricité . . . . .	2 810
U - Constructions diverses . . . . .	1 250

46 144

II°- POULAILLER - CLAPIERS - W.C. . . . .

4 209

50 353

(valeur 1939)

PRIX NETS

Compteur électrique 5 ampères en propriété à la S.N.C.F.

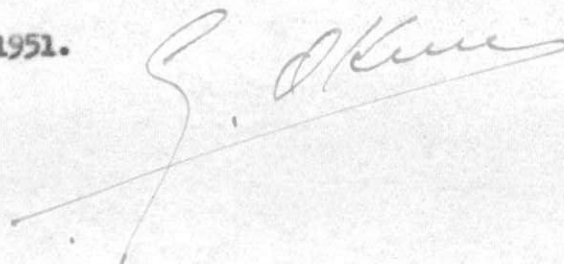
1

à

5 000 f

L'Architecte agréé sous le n° 2008 et assermenté soussigné, après avoir pris connaissance des déclarations du sinistré sur l'origine des dommages, a établi le présent devis, certifie qu'il ne comprend que des travaux de reconstitution du bien tel qu'il se comportait au moment du sinistre, compatibles avec cette origine et susceptibles de donner lieu à une indemnité audit sinistré en application de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

Fait le 25 février 1951.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'J. K...' or similar, written over a horizontal line.

**Ministère de la Reconstruction  
et de l'Urbanisme**

DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE  
DE LA SEINE

~~45, Avenue George V~~  
~~PARIS VIII~~

7, Pl. de la Pte des Ternes  
PARIS 17ème

Référence à rappeler

DG/IP/Ah

DECISION DE REJET

28 MARS 1951

23 MARS 1951  
PARIS, le

21 MARS 1951

LE DELEGUE DEPARTEMENTAL DE LA SEINE

à

Monsieur le Président de la  
Sté NATIONALE des CHEMINS de FER FRANCAIS  
88, rue St Lazare, 88  
PARIS 9ème

RECOMMANDEE A.R.

OBJET.- Immeuble sinistré  
Rue des Poissonniers St-DENIS.-

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**  
(DOMAINE)  
POUR ATTRIBUTIONS

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en application de l'article 10-2 de la Loi du 28 Octobre 1946, les dommages survenus aux immeubles appartenant à la Société Nationale des Chemins de Fer Français ne peuvent donner lieu au versement d'une indemnité.

En conséquence, je me vois dans l'obligation de vous notifier ma décision de rejet en ce qui concerne l'immeuble sinistré sis Rue des Poissonniers - ancienne cave aux huiles - à St-DENIS.

Toutefois, vous disposez d'un délai d'un mois courant à compter de la date de notification de la présente décision (date de la poste) pour déférer, si vous l'estimez utile, cette décision à la Commission Départementale des Dommages de Guerre dont le Secrétariat est au Palais de Justice, Bld du Palais à PARIS (Greffes civil de la Cour d'Appel).

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Délégué Départemental  
Le Délégué adjoint  
pour les Dommages de Guerre



*Reçu formé contre mon  
même décision, pour l'immeuble  
31, Rue de Baille, à St-Denis  
(domaine privé) obtenu pour  
faire statuer sur la fondation*



BD

Ministère de la Reconstruction

et de l'Urbanisme

Délégation Départementale de la Seine

7, PLACE DE LA PORTE DES TERNES

PARIS (XVII<sup>e</sup>)

TÉL. : GAL. 720 et la suite

22 MAR 51 = PARIS 62 =  
RECOMMANDEE A.R.



Monsieur le Président de la  
Sté NATIONALE des CHEMINS DE FER FRANCAIS

88, rue St-Lazare

PARIS 9ème

A.R.

MI  
R62460

9 DEC 1950

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION  
ET DE L'URBANISME

Modèle B PV. 150

Délégation Départementale de la Seine  
7, Place de la Porte des Ternes  
PARIS -(XVII<sup>e</sup>)-

PARIS, le - 8 DEC. 1950

R.B...../Z  
D.G./I.P./n°  
(Références à rappeler)

LE DELEGUE DEPARTEMENTAL DE LA SEINE

P.J.: 4

RECOMMANDEE AVEC  
ACCUSE DE RECEPTION

à  
M... S.N.C.F. .....  
... 88 rue L. Lazare .....  
... Paris ..... 9<sup>e</sup>

*Régis  
Donnée*

11 DEC. 1950

M. Meuris, *PS*

*a. St Denis*  
Votre immeuble sinistré sis *rue de... Donnée*  
ayant fait l'objet d'une déclaration de sinistre enregistrée  
sous le n° 13.738.106 et cette déclaration n'ayant pas encore  
été suivie du dépôt d'un dossier, j'ai l'honneur de vous faire  
connaître que la nécessité d'établir un programme de financement  
de la reconstitution impose à ma Délégation l'obligation de  
connaître au plus tôt le montant de l'indemnité à laquelle vous  
pouvez éventuellement prétendre.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir me  
faire parvenir dans les moindres délais les pièces ci-dessous,  
indispensables pour la constitution ~~de~~ votre dossier et pour  
le calcul de la dite indemnité.

Les honoraires dus à votre Architecte pour l'éta-  
blissement du devis des travaux de reconstitution à l'identique  
seront remboursés aussitôt contrôle effectué.

Veillez agréer, M. Meuris, mes bien sincères  
salutations. POUR LE DELEGUE DEPARTEMENTAL DE LA SEINE

AVIS IMPORTANT

Au cas où, en raison de l'urgence, votre dossier  
n'aurait pas été complété avant le 13.3.51.... dernier délai,  
vous risqueriez de voir limiter l'indemnité de reconstitution  
sus-visée à une somme égale à 30 % de celle-ci et représentant  
l'indemnité d'éviction.

Voir au dos pièces à fournir

# PIECES ADMINISTRATIVES

# PIECES TECHNIQUES

- Formule D.G.4 ci-jointe à remplir soigneusement, dater et signer.

- ~~Les 2~~ feuille~~s~~ D.G.6 ci-jointe~~s~~ à remplir, dater et signer, ~~l'une~~ par vous-mêmes, ~~l'autre~~ par votre épouse, ~~chacun de vous devant tenir compte, le cas échéant, de ses biens personnels sinistrés.~~

- ~~Une des formules D.J.2 ou D.J.3 suivant que l'immeuble a été acquis par un auteur du propriétaire actuel ou qu'il est encore la propriété de celui qui l'a acquis.~~

- ~~Dans le cas seulement où soit vous, soit l'un de vos ascendants ou descendants habitiez au moment du sinistre l'immeuble sus-visé, veuillez me le déclarer sous la foi du serment et me faire parvenir un certificat du Contrôleur des Contributions Directes attestant qu'en 1945 vous n'étiez pas assujetti à l'impôt général sur le revenu pour une somme supérieure à 5.000.000 de Frs.~~

~~Dans le cas où l'immeuble n'était pas habité en majeure partie au moment du sinistre par les personnes sus-visées, veuillez le préciser sur la formule D.G.4 (page 2).~~

a) l'état estimatif détaillé des travaux de reconstitution "à l'identique" du bâtiment détruit, tel qu'il se comportait au moment du sinistre. Cet état devra être établi par un Architecte agréé et assermenté au moyen du bordereau général des prix forfaitaires (valeur Septembre 1939) non revalorisés;

b) un croquis au 1/1000 de l'ensemble immobilier dans lequel était compris le bâtiment détruit;

c) plans, coupes et élévation du bâtiment détruit (échelle minima 0 m.01 par mètre).



S.N.C.F.

=

Région NORD

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS

LA PLAINE St-DENIS

rue des Poissonniers

Anciennes caves aux huiles

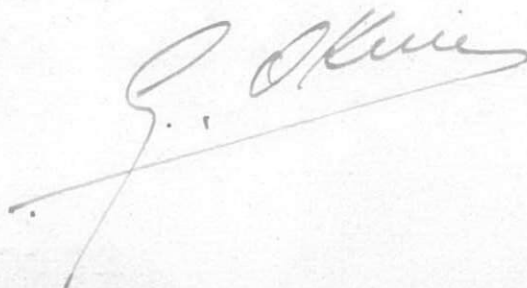
DEVIS ESTIMATIF

Etabli suivant le bordereau général des prix  
forfaitaires du M.R.U. (Loi du 28 octobre 1946).

DRESSE à Paris, le 25 février 1951 par

A.G. OKUN, Architecte DPLG

126, quai Louis Blériot - PARIS 16°



1°- MAISON PROVISOIRE EN BOIS.

"T" BATIMENTS DIVERS

Fondation.

1 6.88 x 10.20 = 70.17 à 120 176 = 8 420,-

Cloisons extérieures x

2 f. 8.196 = 167392

1 f. 6.876 = 6.876

1 f. 2.676 = 2.676

2 25.944 x 2.90 = 75.22 à 90 64 = 6 769,-

1 f. 4.20 = 4.20

2 f. 2.00 = 4.00

3 8.20 x 2.90 = 23.78 à 60 64 = 1 427,-

P.V. pour protections s/ouvertures extérieures

Surface (2) = 75.22

(3) = 23.78

4 99.00 à 20 64 = 1 980,-

Cloisons intérieures

$\frac{6.88 \times 1.70}{2} = 5.84$

2 f. 3.936 = 7.872

1 f. = 2.64

1 f. = 3.936

1 f. = 4.20

5 18.648 x 2.70 = 50.32 à 80 64 = 4 492,-

56.16

~~à à à~~

A reporter : 23 088,-

Charpente en bois et  
Couverture en fibro-ciment

2 versants de :  
10.95 x 4.25 = 46.53  
1'autre semblable = 46.53  
4 avancées de :  
1.80 x 0.15 = 1.08

6 94.14 à 52 176 = 4 895,-

Plafonds

Ossature et revêtement

7 6.88 x 8.20 = 56<sup>m2</sup> 41 à 50 64 = 2 820,-

Revêtements

Sur cloisons peinture huile

Surface (2) = 75.22  
(3) = 23.78

8 99.00 à 10 73 = 990,-

Sur cloisons intérieures

Habillage, peinture, tenture

2 f. surface (5) = 112.32  
1 f. - (2) = 75.22  
1 f. - (3) = 23.78  
1 f. - (7) = 56.41

9 267.73 à 15 131 = 4 016,-

Cheminées

10 Conduits et souches 4 à 300 41 = 1 200,-

Total Bâtiments divers = 37 009,-



"K" PLUMBERIE

11	Evier avec alimentation	1	à	650	180	=	650,-
<u>Canalisations principales</u>							
12	Alimentation	36	à	95	54	=	3 420,-
13	Evacuation	5	à	130	51	=	650,-
<u>Total Plomberie</u>							<u>4 720,-</u>

"M" EQUIPEMENT MENAGER

14	Agencement de cuisine	1	à	145	131	=	145,-
15	Armoire s/évier	1	à	210	131	=	210,-
<u>Total Equipement Ménager</u>							<u>355,-</u>

"P" ELECTRICITE

16	Tableau	1	à	1 000	91	=	1 000,-
17	Foyers lumineux à simple allumage sous tube tôle plombée 2		à	195	91	=	390,-
18	Foyers lumineux comportant une installation plus développée sous tube tôle plombée 4	4	à	355	91	=	1 420,-
<u>Total Electricité</u>							<u>2 810,-</u>

"U" CONSTRUCTIONS DIVERSES

19	Puisard d'absorption	1	à	1 250	231	=	1 250,-
<u>Total Constructions diverses</u>							<u>1 250,-</u>

II°- POULAILLER - CLAPIERS - W.C. -

20	Clapiers en menuiserie	6	à	295	197	=	1 770
	Poulailler couvert en tuile						
21	1.40 x 2.45 = 3 m2, 43		à	205	173	=	703
	Grillage de clôture du poulailler						
	2 f. 2.30 = 4.60						
	1 f. 2.45 = 2.45						
		7.05	x	1.90 = 13.39			
	Dessus						
	2 f. 2.30 = 4.60		x	1.40 = 6.44			
22		19.83	à	22	51	=	436,-
23	W.C. extérieur	1	à	1 300	121	=	1 300,-

Total Poulailler, Clapiers, W.C. 4 209,-

=====

RECAPITULATION

I°- MAISON PROVISOIRE EN BOIS.-

T - Bâtiment divers . . . . .	37 009
K - Plomberie . . . . .	4 720
M - Equipement ménager . . . . .	355
P - Electricité . . . . .	2 810
U - Constructions diverses . . . . .	1 250

46 144

II°- POULAILLER - CLAPIERS - W.C. . . . . . 4 209

50 353  
=====

(valeur 1939)

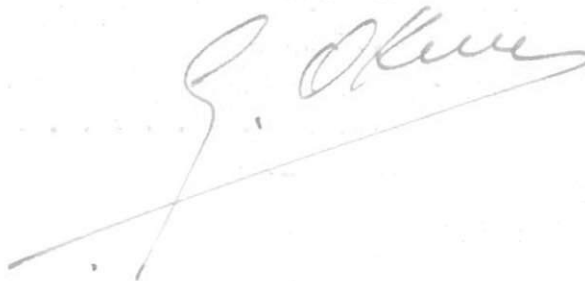
PRIX NETS

Compteur électrique 5 ampères en propriété à la S.N.C.F.      1      à      5 000 f



L'Architecte agréé sous le n° 2008 et assermenté soussigné, après avoir pris connaissance des déclarations du sinistré sur l'origine des dommages, a établi le présent devis, certifie qu'il ne comprend que des travaux de reconstitution du bien tel qu'il se comportait au moment du sinistre, compatibles avec cette origine et susceptibles de donner lieu à une indemnité audit sinistré en application de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

Fait le 25 février 1951.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'J. Okun', written over a horizontal line.

S.N.C.F. =  
Région NORD

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS

LA PLAINE St-DENIS  
rue des Poissonniers  
Anciennes caves aux huiles

DEVIS ESTIMATIF

Etabli suivant le bordereau général des prix  
forfaitaires du M.R.U. (Loi du 28 octobre 1946).

DRESSE à Paris, le 25 février 1951 par

A.G. OKUN, Architecte DPLG  
126, quai Louis Blériot - PARIS 16°

A large, stylized handwritten signature in dark ink, likely belonging to the architect A.G. Okun, is written over the printed name and address.

1°- MAISON PROVISOIRE EN BOIS.

"T" BATIMENTS DIVERS

Fondation.

1 6.88 x 10.20 = 70.17 à 120 176 = 8 420,-

Cloisons extérieures x

2 f. 8.196 = 167392

1 f. 6.876 = 6.876

1 f. 2.676 = 2.676

2 25.944 x 2.90 = 75.22 à 90 64 = 6 769,-

1 f. 4.20 = 4.20

2 f. 2.00 = 4.00

3 8.20 x 2.90 = 23.78 à 60 64 = 1 427,-

P.V. pour protections s/ouvertures  
extérieures

Surface (2) = 75.22

(3) = 23.78

4 99.00 à 20 64 = 1 980,-

Cloisons intérieures

6.88 x 1.70 =

2

5.84

2 f. 3.936 = 7.872

1 f. = 2.64

1 f. = 3.936

1 f. = 4.20

5 18.648 x 2.70 = 50.32 à 80 64 = 4 492,-

56.16

222

A reporter : 23 088,-



Charpente en bois et  
Couverture en fibro-ciment

2 versants de :

10.95 x 4.25 = 46.53

1'autre semblable = 46.53

4 avancées de :

1.80 x 0.15 = 1.08

6		94.14	à	52	176	=	4 895,-
---	--	-------	---	----	-----	---	---------

Plafonds

Ossature et revêtement

7	6.88 x 8.20 = 56 <sup>m2</sup> 41	à	50	64	=	2 820,-
---	-----------------------------------	---	----	----	---	---------

Revêtements

Sur cloisons peinture huile

Surface (2) = 75.22

(3) = 23.78

8		99.00	à	10	73	=	990,-
---	--	-------	---	----	----	---	-------

Sur cloisons intérieures

Habillage, peinture, tenture

2 f. surface (5) = 112.32

1 f. - (2) = 75.22

1 f. - (3) = 23.78

1 f. - (7) = 56.41

9		267.73	à	15	131	=	4 016,-
---	--	--------	---	----	-----	---	---------

Cheminées

10	Conduits et souches 4	à	300	41	=	1 200,-
----	-----------------------	---	-----	----	---	---------

	=	37 009,-
--	---	----------

"X" PLOMBERIE

11	Evier avec alimentation	1	à	650	180	=	650,-
<u>Canalisations principales</u>							
12	Alimentation	36	à	95	54	=	3 420,-
13	Evacuation	5	à	130	51	=	650,-

Total Plomberie 4 720,-

"M" EQUIPEMENT MENAGER

14	Agencement de cuisine	1	à	145	131	=	145,-
15	Armoire s/évier	1	à	210	131	=	210,-

Total Equipement Ménager 355,-

"P" ELECTRICITE

16	Tableau	1	à	1 000	91	=	1 000,-
17	Foyers lumineux à simple allumage sous tube tôle plombée 2		à	195	91	=	390,-
18	Foyers lumineux comportant une installation plus développée sous tube tôle plombée 4		à	355	91	=	1 420,-

Total Electricité 2 810,-

"U" CONSTRUCTIONS DIVERSES

19	Puisard d'absorption	1	à	1 250	231	=	1 250,-
----	----------------------	---	---	-------	-----	---	---------

Total Constructions diverses 1 250,-

II°- POULAILLER - CLAPIERS - W.C. -

20	Clapiers en menuiserie	6	à	295	197	-	1 770
	Poulailler couvert en tuile						
21	1.40 x 2.45 = 3 m2, 43		à	205	173	-	703
	Grillage de clôture du poulailler						
	2 f. 2.30 = 4.60						
	1 f. 2.45 = 2.45						
	<u>7.05</u> x 1.90 = 13.39						
	Dessus						
	2 f. 2.30 = 4.60 x 1.40 = 6.44						
22		19.83	à	22	51	-	436,-
23	W.C. extérieur	1	à	1 300	121	-	1 300,-

Total Poulailler, Clapiers, W.C. 4 209,-



RECAPITULATION

I<sup>o</sup>- MAISON PROVISOIRE EN BOIS.-

T - Bâtiment divers . . . . .	37 009
M - Plomberie . . . . .	4 720
M - Equipement ménager . . . . .	355
P - Electricité . . . . .	2 810
U - Constructions diverses . . . . .	1 250

46 144

II<sup>o</sup>- POULAILLER - CLAPIERS - W.C. . . . .

4 209

50 353

(valeur 1939)

PRIX NETS

Compteur électrique 5 ampères en propriété à la S.N.C.F.

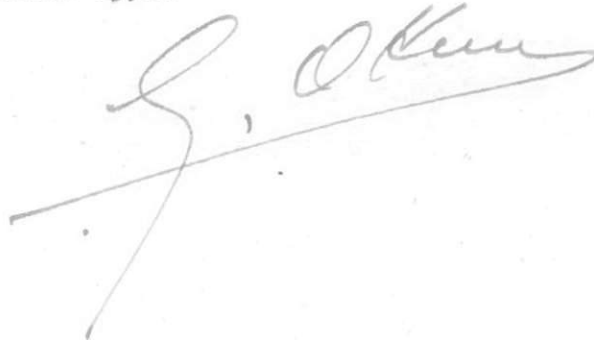
1

à

5 000 f

L'Architecte agréé sous le n° 2008 et assermenté soussigné, après avoir pris connaissance des déclarations du sinistré sur l'origine des dommages, a établi le présent devis, certifie qu'il ne comprend que des travaux de reconstitution du bien tel qu'il se comportait au moment du sinistre, compatibles avec cette origine et susceptibles de donner lieu à une indemnité audit sinistré en application de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

Fait le 25 février 1951.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'J. O. K...' with a long horizontal stroke extending to the right.

Certificat de propriété au  
Dossier 97 Rue du Landy.

Rentier plein à  
M. Carlier.

pour

Année 1/2 0/0

vers 1/2 Annuité

Plans complets adressés au  
100 Annuité pour même affaire.  
(en titre de précédent), avec  
prix de retourner.

Rentier.

au Dossier.



# DÉTAIL DES SURFACES DES

## LOGEMENTS

### I) Logements de type annexe pour agents subalternes

#### 1) Logement 5 pièces à Rez de chaussée

##### Surfaces habitables

Salle familiale :	$3,75 \times 3,60 =$	13,50
Chambre :	$2 \times 3,95 \times 4,00 =$	31,60
	$2 \times 3,50 \times 4,00 =$	28,00

69,10

##### Surfaces accessoires

Vestibule	$2,35 \times 2,20 =$	5,17
WC	$1,20 \times 0,80 =$	0,96
Descente de cave	$1,40 \times 1,25 =$	1,75
Granderie	$2,50 \times 2,50 =$	6,25
Perron	$1,80 \times 2,50 =$	4,50
Touilles clavier	$1,50 \times 2,50 =$	3,75

22,38

91,48

#### 2) Bâtiment à 2 logements 4 pièces R.d. ch.

##### Surfaces habitables

Salle familiale :	$4,90 \times 2,90 =$	14,21
Chambres	$3,90 \times 2,90 =$	11,31
	$4,00 \times 2,90 =$	11,60
	$4,50 \times 3,00 =$	13,50

Pour 2 logements semblables  $2 \times 50,62 = 101,24$

##### Surfaces accessoires

Vestibule	$1,70 \times 1,00 =$	1,70
Granderie	$2,70 \times 2,50 =$	6,75
Debaras	$2,50 \times 2,50 =$	6,25
Perron	$3,50 \times 2,00 =$	6,00
WC	$1,20 \times 0,90 =$	1,08
Touilles clavier	$2,50 \times 1,50 =$	3,75

Pour 2 logements semblables  $2 \times 25,53 = 51,06$

152,30

#### 3) Bâtiment à 2 logements 4 pièces étage

##### Surfaces habitables

Rez de chaussée :	Salle familiale :	$3,70 \times 3,80 =$	14,06
	Chambre	$2,80 \times 3,70 =$	10,36

Etage

- id.

$3,80 \times 3,70 = 14,06$

$2,80 \times 3,70 = 10,36$

$2 \times 48,84 =$

97,68

Pour 2 lgt semblables

##### Surfaces accessoires

R.d. ch.

Entrée

$2,50 \times 1,80 = 4,50$

Granderie

$2,40 \times 3,40 = 8,16$

Debaras - WC

$3,80 \times 2,50 = 9,50$

clavier - Touilles

$2,40 \times 2,20 = 5,28$

rapports

$27,44$

97,68

Mars le 6/10/49

Personne soignant  
l'Ingenieur de Pont  
l'ul de l'usoir de T. et R.  
Paris

Veuillez trouver ci-joint les renseignements  
concernant le détail des surfaces comme demandé  
par l'ép. Phono.

Je vous prie de bien vouloir faire rectifier l'état  
que je vous ai adressé comme ci-dessous.

Il y a 485 5 pièces et une machine pour ayant  
dirigeant et 485 4 pièces et une machine pour  
ayant dirigeant.

Il faut remplacer respectivement 5 pièces par  
8 pièces et 4 pièces par 9 pièces.

Am, —

Samedi  
après-midi

# DETAIL DES SURFACES DES LOGEMENTS

## LOGEMENTS NOUVEAU TYPE POUR AGENTS SUBALTERNES

1) Logement 4 pièces et une cuisine à R. d. ch.

### Surfaces habitables

Salle familiale	-	$4,15 \times 4,00 =$	16,60
Chambres		$4,00 \times 2,77 =$	11,08
		$3,60 \times 3,17 =$	11,41
		$3,96 \times 3,60 =$	14,25

53,34 ) A

### Surfaces accessoires

Cuisine	-	$4,00 \times 2,64 =$	10,56
Penderies		$1,17 \times 1,13 =$	1,32
		$1,13 \times 0,72 =$	0,81
Filet d'eau		$3,96 \times 2,31 =$	9,14
Salans		$4,00 \times 1,55 =$	6,20
		$1,60 \times 1,10 =$	1,76
WC		$1,30 \times 0,80 =$	1,04
Vestibule		$4,00 \times 1,13 =$	4,52
Dégaragements	2	$0,88 \times 0,80 =$	1,40
Escalier		$2,40 \times 0,80 =$	1,92
Soufflantes de fer		$2,70 \times 0,75 =$	2,02

40,69 ) B

94,03

premier = 94 m<sup>2</sup> 03 ) E

2) Logement 4 pièces et une cuisine à étage

### Surfaces habitables

R. d. ch. - Salle familiale	-	$4,15 \times 4,00 =$	16,60
Chambres		$4,00 \times 2,77 =$	11,08
Étage		$4,00 \times 3,97 =$	15,88
		$4,00 \times 3,17 =$	12,68

56,24 ) C

### Surfaces accessoires

R. d. ch. - Cuisine	-	$4,00 \times 2,64 =$	10,56
Filet d'eau		$3,96 \times 2,31 =$	9,14
Salans		$4,00 \times 1,53 =$	6,12
		$1,50 \times 1,10 =$	1,65
WC		$1,30 \times 0,80 =$	1,04
Vestibule		$4,00 \times 1,13 =$	4,52
Escalier		$2,40 \times 0,80 =$	1,92
Dégaragement		$0,88 \times 0,80 =$	0,70
Soufflantes de fer		$2,72 \times 1,37 =$	3,72
		$2,70 \times 0,75 =$	2,02

Aire totale

111,39

56,24



# 6) loyement 6 /vies et une cuisine e' tage

<u>Surfaces habitables</u>			
Rd.ch.	Salle familiale -	4,00 x 3,80 =	15,20
	Chambres -	5,10 x 3,60 =	18,36
		3,10 x 3,60 =	11,16
		2,70 x 4,20 =	11,34
Etage -	chambres	3,40 x 4,20 =	14,28
		3,10 x 3,40 =	10,54

81,15

## Surfaces annexes

Rd.ch.	Cuisine -	2,60 x 4,40 =	11,44
	Entrée d'eau -	2,30 x 4,40 =	10,12
	Vestibule -	2,40 x 3,08 =	7,39
	WC	1,32 x 0,80 =	1,05
	Escalier	2,40 x 0,80 =	1,92
	Corridor	4,20 x 1,10 =	4,62
	Portail de fer	3,08 x 1,00 =	3,08
		2,50 x 0,75 =	1,87
Etage -	escalier	1,50 x 1,50 =	2,25
	Corridor	4,20 x 1,20 =	5,04

48,14

129,29

Premer = 58,66



Report		18,72	16,00
Remise	- 1,40 x 2,60 =	4,94	
Soula. P. de j. en	- 1,60 x 2,60 =	4,16	
		<hr/>	27,82
			<hr/> 83,82

## B) Logements de type ancien pour agents domiciliés

### 1) Logement 8 pièces et une cuisine

<u>Surfaces habitables</u>			
- Rdc ch	- Salle familiale	4,60 x 3,45 =	15,87
	Salon	4,00 x 3,45 =	13,80
	chambre	3,45 x 2,70 =	9,31
- 1 <sup>er</sup> étage	chambre	3,45 x 2,70 =	9,31
	—	3,90 x 3,90 =	15,21
	—	3,45 x 3,90 =	13,45
	—	3,45 x 3,70 =	12,76
- 2 <sup>e</sup> étage	chambre mansardée	3,80 x 3,60 =	13,68
		<hr/>	103,39

<u>Surfaces accessoires</u>			
- Rdc ch	- Cuisine	3,90 x 3,90 =	15,21
	Murée cuisine	2,20 x 2,70 =	5,94
	WC	1,40 x 0,90 =	1,26
	Vestibule	1,65 x 3,45 =	5,69
	Escalier	1,00 x 2,70 =	2,70
	Couloir	9,70 x 1,20 =	11,64
	Dégarçement	1,30 x 0,90 =	1,17
- 1 <sup>er</sup> étage	Salle de bain	2,20 x 2,70 =	5,94
	Chambas	2,60 x 1,65 =	4,29
	Couloir	9,70 x 1,20 =	11,64
	Escalier	1,90 x 2,70 =	5,13
	—	3,05 x 1,00 =	3,05
- 2 <sup>e</sup> étage	Dégarçement	1,65 x 0,85 =	1,40
	Perron		68,90
		<hr/>	144,36
			<hr/> 247,75

### 2) Bâtim. n° 2 logements 9 pièces et une cuisine

<u>Surfaces habitables</u>			
Rdc ch	- Salle familiale	3,50 x 3,90 =	27,30
	chambre	2,30 x 2,60 =	5,98
1 <sup>er</sup> étage	—	2,30 x 2,45 =	5,63
	—	2 x 3,50 x 3,90 =	27,30
2 <sup>e</sup> étage	chambre mansardée	2,30 x 2,45 =	5,63
	—	2 x 3,50 x 3,90 =	27,30
		<hr/>	99,14
<u>Surfaces accessoires</u>			
Rdc ch	- Cuisine	3,40 x 2,90 =	9,86
	Vestibule	4,40 x 2,30 =	10,12
	Chambas	2,30 x 2,90 =	6,67
	WC	3,40 x 0,90 =	3,06
1 <sup>er</sup> étage	Chambas	2,30 x 1,70 =	3,91
	Escalier	2,85 x 2,30 =	6,55
		<hr/>	40,17
A report			<hr/> 198,28

Les prix sont ceux de 1939 et se rapportent  
à l'unité, c'est à dire par maison, sans considération  
de logement à rez-de-chaussée ou rez-de-ch<sup>u</sup>e et étage

Département  
non  
m. aérien

Value de reconstruction à 100% en septembre 1939

Maisons individuelles pour Agents Subalternes

Type 3 pièces —	La maison	140.000,-
4		150.000,-
5		160.000,-
6		180.000,-

Maisons à 2 logements pour Agents Subalternes

Type 3 pièces —	La maison	240.000,-
4		255.000,-
5		275.000,-
6		334.000,-

Maison à 1 logement pour Agents de Vaucluse

la maison — 160.000,-  
5 pièces + cuisine

Maison à 2 logements pour Agents de Vaucluse

la maison — 300.000,-  
2 b-d 5 pièces + cuisines

Maison à 1 logement pour Agents Lingeries

la maison — 210.000,-  
5 pièces + cuisine

Cannes de logements

Canalier - clapier simple — la pièce 7.500,-

— 1<sup>o</sup> — double — 13.350,-

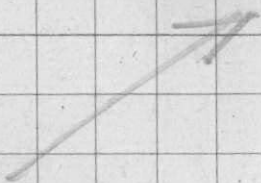
Canalier - clapier - hangar simple — 13.000,-

— 1<sup>o</sup> — double — 23.350,-

Canalier - clapier hémisphérique hangar simple 21.000,-

— 1<sup>o</sup> — double 36.650,-






Monte à Pices ?

---

repousse de la Daphne ?

---

à l'ennemi





Dame Jean de Gueno

Anno 18/9/49

Mr DAUPHIN

Chef de District  
Batiments S.N.C.F.  
1, Rue Abel Bergaigne  
ARRAS (P.-de-C)

Poussier. Goyouant  
Ingénieur Adjoint  
Sub division des Tr. et B. P.  
18 Rue d. Ours R. de la  
Paris

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir par  
l'intermédiaire du ~~Mr~~ des T. & F., le plus rapidement  
qu'il sera possible, les prix de revient à la construction  
valant 1939 de :

Logements subalbernes

150.000	logt. 4 p. R d. ch.
160.000	logt. 5 p. R d. ch.
255.000	B <sup>+</sup> à 2 logt 4 p. R d. ch.
2.600 <sup>1/2</sup> M <sup>2</sup>	B <sup>+</sup> à 4 logt 4 p. R d. ch. Étage
150.000	logt 4 p. à étage
160.000	logt 5 p. à étage
255.000	B <sup>+</sup> à 2 logt 4 p. à étage

Logements dirigeants

210.000	logt 5 p. + cuisine à étage
210.000	logt 5 p. + cuisine à étage
220.000	logt 6 p. + cuisine à étage

Il s'agit uniquement d. logt type au sein

Van 1

Mr Blandin

Tel : M. Dauphin

lui demander comment  
sont déterminés les surfaces  
de la colonne 3 ?

— Surf. du rez de chaussée  
+ celle des étages, cuisine  
cuisine, couloir, dégagement  
salle de bain ?

— ou non compris, les  
surfaces accessoires ?

demander aussi  
M. Glachant les prix de revient  
~~par~~ en 1939 et les indicateurs  
d'une colonne tracer col 9

20/9

Dommages de  
guerre

Mars le 27/9/49

Monseigneur  
Trésorier Adjoint  
Subdivision des Travaux et  
Approvisionnement  
Paris

Veuillez trouver ci-joint renseignements, comme  
demandés à la dernière conférence.

En ce qui concerne les travaux d'aménagement  
(canaux, routes, etc.), j'ai une liste de tous  
les travaux à l'unité m<sup>2</sup> de logement aidé ou non  
construit, dans un but de simplification, car  
j'ai peur qu'en choisissant l'unité dans laquelle  
ils ont été payés (m<sup>2</sup> pour les routes, m<sup>2</sup> pour les constructions)  
cela nous entraînerait à évaluer le pourcentage  
de destruction de la Cité, ce qui me paraît difficilement  
réalisable.

Wam, —

Domaine Public.

Saint-Denis.

Rue des Petits Cailloux.

Saint-Denis - Rue des Petits Cailloux.



Certificat de propriété  
au dossier 21 Rue de  
Landy.

---

29 MARS 1951  
X GN/BD.

**Ministère de la Reconstruction  
et de l'Urbanisme**

DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE  
DE LA SEINE

~~45, Avenue George V~~  
**PARIS XVIII<sup>e</sup>**

23 MARS 1951  
28 MARS 1951

PARIS, le

21 MARS 1951

Q LE DELEGUE DEPARTEMENTAL DE LA SEINE

7, Pl. de la Pte des Ternes  
PARIS 17<sup>ème</sup>

Référence à rappeler

DG/IP/Ah

DECISION DE REJET  
-----

Monsieur le Président de la  
Sté NATIONALE des CHEMINS de FER FRANCAIS  
88, rue St-Lazare, 88  
PARIS 9<sup>ème</sup>

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**  
(DOMAINE)

POUR ATTRIBUTIONS

RECOMMANDEE A.R.

OBJET.- Immeuble sinistré  
Rue des Petits Cailloux St-DENIS.-

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en application de l'article 10-2 de la Loi du 28 Octobre 1946, les dommages survenus aux immeubles appartenant à la Société Nationale des Chemins de Fer Français ne peuvent donner lieu au versement d'une indemnité.

En conséquence, je me vois dans l'obligation de vous notifier ma décision de rejet en ce qui concerne l'immeuble sinistré sis Rue des Petits Cailloux à St-DENIS.

Toutefois, vous disposez d'un délai d'un mois courant à compter de la date de notification de la présente décision (date de la poste) pour déférer, si vous l'estimez utile, cette décision à la Commission Départementale des Dommages de Guerre dont le Secrétariat est au Palais de Justice, Bld du Palais à PARIS (Greffes civil de la Cour d'Appel).

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Délégué Départemental  
Le Délégué adjoint  
pour les Dommages de Guerre



BD

Ministère de la Reconstruction  
et de l'Urbanisme

Délégation Départementale de la Seine

7, PLACE DE LA PORTE-DES TERNES

PARIS (XVII<sup>e</sup>)

TÉL. : GAL. 7-20

22 MAR 51 = PARIS 62 =

RECOMMANDEE A/R.



Monsieur le Président de la  
Sté NATIONALE des CHEMINS DE FER FRANCAIS

88, rue St Lazare

PARIS 9ème

A.R.

R 459

MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION  
ET DE L'URBANISME

Modèle B PV. 100

Délégation Départementale de la Seine  
7, Place de la Porte des Ternes  
PARIS - (XVII<sup>e</sup>) -

PARIS, le

R.B...../Z

D.G./I.P./n°

(Références à rappeler)

P.J.: 4

RECOMMANDÉE AVEC  
ACCUSE DE RECEPTION

LE DELEGUE DEPARTEMENTAL DE LA SEINE

à  
M..... *S.N.C.F.* .....

*88 rue L. Vazare...*  
*Paris 9<sup>e</sup>*

M. *enieurs...*

*Cailloux a...* Votre immeuble sinistré sis *... rue du Petit...*  
ayant fait l'objet d'une déclaration de sinistre enregistrée  
sous le n° *2513. 224/DC* et cette déclaration n'ayant pas encore  
été suivie du dépôt d'un dossier, j'ai l'honneur de vous faire  
connaître que la nécessité d'établir un programme de financement  
de la reconstitution impose à ma Délégation l'obligation de  
connaître au plus tôt le montant de l'indemnité à laquelle vous  
pouvez éventuellement prétendre.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir me  
faire parvenir dans les moindres délais les pièces ci-dessous,  
indispensables pour la constitution du ~~votre~~ dossier et pour  
le calcul de la dite indemnité.

Les honoraires dus à votre Architecte pour l'éta-  
blissement du devis des travaux de reconstitution à l'identique  
seront remboursés aussitôt contrôle effectué.

Veillez agréer, M. *enieurs...*, mes bien sincères  
salutations.

*P. Bouneux*

AVIS IMPORTANT

Au cas où, en raison de l'urgence, votre dossier  
n'aurait pas été complété avant le *8.3.51*..... dernier délai,  
vous risqueriez de voir limiter l'indemnité de reconstitution  
sus-visée à une somme égale à 30 % de celle-ci et représentant  
l'indemnité d'éviction.

Voir au dos pièces à fournir



# PIECES ADMINISTRATIVES

# PIECES TECHNIQUES

- Formule D.G.4 ci-jointe à remplir soigneusement, dater et signer.

- ~~Les 2~~ feuilles D.G.6 ci-jointes à remplir, dater et signer, ~~l'une par vous-même, l'autre par votre épouse, chacun de vous devant tenir compte, le cas échéant, de ses biens personnels sinistrés.~~

- ~~Une des formules D.J.2 ou D.J.3 suivant que l'immeuble a été acquis par un auteur du propriétaire actuel ou qu'il est encore la propriété de celui qui l'a acquis.~~

- ~~Dans le cas seulement où soit vous, soit l'un de vos ascendants ou descendants habitiez au moment du sinistre l'immeuble sus-visé, veuillez me le déclarer sous la foi du serment et me faire parvenir un certificat du Contrôleur des Contributions Directes attestant qu'en 1945 vous n'étiez pas assujetti à l'impôt général sur le revenu pour une somme supérieure à 5.000.000 de Frs.~~

~~Dans le cas où l'immeuble n'était pas habité en majeure partie au moment du sinistre par les personnes sus-visées, veuillez le préciser sur la formule D.G.4 (page 2)~~

*Selon la forme de constitution de votre Société veuillez nous fournir les pièces techniques sur la notice F. ci-jointe*

a) l'état estimatif détaillé des travaux de reconstitution "à l'identique" du bâtiment détruit, tel qu'il se comportait au moment du sinistre. Cet état devra être établi par un Architecte agréé et assermenté au moyen du bordereau général des prix forfaitaires (valeur Septembre 1939) non revalorisés;

b) un croquis au 1/1000 de l'ensemble immobilier dans lequel était compris le bâtiment détruit;

c) plans, coupes et élévation du bâtiment détruit (échelle minimale 0 m.01 par mètre).

S.N.C.F.

Compte RGB 6.100.229

Région NORD

VOIES ET BATIMENTS

LA PLAINE SAINT - DENIS

INSPECTION DES  
BATIMENTS DE PARIS

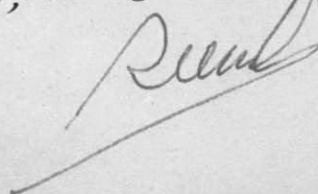
Immeuble sis Chemin des Petits Cailloux, sans n°.

Relève des dépenses de remise en état des Dommages de Guerre

Désignation des pièces	Désignation des travaux	Montant
Cde 12138 du 25/3/47 Entrée MANIGAULT, MOULIN & GORIOT	Couverture	15.471.-
Cde 12805 du 28/4/47 Entrée DALLA TORRE	Chauffage	21.321.-
Cde 13241 du 2/6/1947 Entreprise BOURY	Replanissage parquet	6.640.-
Cde 13614 du 12/7/47 Entreprise DALLA TORRE	Chauffage	12.530.-
Cde 13704 du 17/7/47 Sté TRAVAUX & ENTREPRISES DE LA REGION PARISIENNE	Maçonnerie	126.050.-
Cde 14038 du 8/8/47 ENTREPRISE SENTIER	Menuiseries	26.030.-
Cde 14220 du 26/8/47 Entreprise BOURY	Peinture et vitrerie	86.664.-
Bulletin V.1199 n° 903/7 V.1341 n° de Mai 1951	Carreaux céramique	1.230.-
		295.936.-

Le présent relevé s'élevant à la somme de DEUX CENT QUATRE VINGT QUINZE MILLE NEUF CENT TRENTE SIX FRANCS, est certifié exact et conforme aux écritures de la S.N.C.F. (Région NORD), par l'Inspecteur Principal, Chef de la Subdivision de la Comptabilité VB, soussigné, qui certifie en outre, que les factures relatives aux commandes mentionnées dans le présent relevé ont été acquittées à ce jour aux Entrepreneurs intéressés.

Paris, le 26 Mai 1951.



S.N.C.F.

Région NORD

Compte RCB 6.100.229

VOIES ET BATIMENTS

LA PLAINE SAINT - DENIS

INSPECTION DES  
BATIMENTS DE PARIS

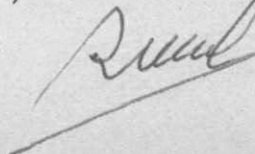
Immeuble sis Chemin des Petits Cailloux, sans n°.

Relevé des dépenses de remise en état des Dommages de Guerre

Désignation des pièces	Désignation des travaux	Montant
Cde 12138 du 25/3/47 Entr <sup>se</sup> MANIGAULT, MOULIN & GORIOT	Couverture	15.471.-
Cde 12805 du 28/4/47 Entr <sup>se</sup> DALLA TORRE	Chauffage	21.321.-
Cde 13241 du 2/6/1947 Entreprise BOURY	Replanissage parquet	6.640.-
Cde 13614 du 12/7/47 Entreprise DALLA TORRE	Chauffage	12.530.-
Cde 13704 du 17/7/47 Sté TRAVAUX & ENTREPRISES DE LA REGION PARISIENNE	Maçonnerie	126.050.-
Cde 14038 du 8/8/47 ENTREPRISE SENTIER	Menuiseries	26.030.-
Cde 14220 du 26/8/47 Entreprise BOURY	Peinture et vitrerie	86.664.-
Bulletin V.1199 n° 903/7 V.1341 n° de Mai 1951	Carreaux céramique	1.230.-
		<hr/> 295.936.- <hr/>

Le présent relevé s'élevant à la somme de DEUX CENT QUATRE VINGT QUINZE MILLE NEUF CENT TRENTÉ SIX FRANCS, est certifié exact et conforme aux écritures de la S.N.C.F. (Région NORD), par l'Inspecteur Principal, Chef de la Subdivision de la Comptabilité VB, soussigné, qui certifie en outre, que les factures relatives aux commandes mentionnées dans le présent relevé ont été acquittées à ce jour aux Entrepreneurs intéressés.

Paris, le 26 Mai 1951,





637

Immeuble, 91, Rue du Sandy.

2 Immeubles.

Ancien  
et construction plus récente

Saint-Denis - 91, Rue du Sandy.



5. 22. 51.

91 Rue du Landy.

Communication téléphonique  
de la Comptabilité V.B. (M. Lebel).

Il s'agit pour l'instant des  
factures pour échéances.

Avisé de compléter par mes  
relais de dépenses distinctes, sans  
à reprendre dans l'avenir l'ensemble  
dans un seul relevé.

Pour Saint-Denis.

Très probablement acquises  
par la Compagnie du Nord.

Car pour l'immeuble, 91 Rue  
du Landy, il existait autrefois une  
boutique de marchand de vins.

29 MARS 1951  
GN/BD.

**Ministère de la Reconstruction  
et de l'Urbanisme**

DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE  
DE LA SEINE

~~45, Avenue George V~~  
~~PARIS XVIII<sup>e</sup>~~

23 MARS 1951  
28 MARS 1951

PARIS, le

21 MARS 1951

LE DELEGUE DEPARTEMENTAL DE LA SEINE

7, Pl. de la Pte des Ternes  
PARIS 17<sup>ème</sup>

à

Référence à rappeler

DG/IP/Ah

DECISION DE REJET

Monsieur le Président de la  
Sté NATIONALE des CHEMINS de FER FRANCAIS  
88, rue St-Lazare, 88  
PARIS 9<sup>ème</sup>

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**  
(DOMAINE)  
POUR ATTRIBUTIONS

RECOMMANDEE A.R.

OBJET.- Immeuble sinistré  
(91, rue du Landy)- St-DENIS -

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en application de l'article 10-2 de la Loi du 28 Octobre 1946, les dommages survenus aux immeubles appartenant à la Société Nationale des Chemins de Fer Français ne peuvent donner lieu au versement d'une indemnité.

En conséquence, je me vois dans l'obligation de vous notifier ma décision de rejet en ce qui concerne l'immeuble sinistré 91, rue du Landy à St-DENIS.

Toutefois, vous disposez d'un délai d'un mois courant à compter de la date de notification de la présente décision (date de la poste) pour déférer, si vous l'estimez utile, cette décision à la Commission Départementale des Dommages de Guerre dont le Secrétariat est au Palais de Justice, Bld du Palais à PARIS (Greffé Civil de la Cour d'Appel).

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

9

Pour le Délégué Départemental  
Le Délégué adjoint  
pour les Dommages de Guerre



*Reçu formé contre une  
même décision, pour sinistré  
31, Rue du Landy, à Saint-Denis.  
(Dommages privés) - notaire pour faire  
statuer sur le fond.*

BD

Ministère de la Reconstruction  
et de l'Urbanisme

Délégation Départementale de la Seine

7, PLACE DE LA PORTE DES TERNES

PARIS (XVII<sup>e</sup>)

TÉL. : GAL. 7.20 et 10 suite

22 MAR 51 = PARIS 62 =

RECOMMANDEE A.R.

50.00

POSTES  
SC 0309

Monsieur le Président de la  
Sté NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

88, rue St-Lazare, 88

PARIS 9ème

A.R.

R<sub>62</sub>

461



Voir dossier

31, Rue du Bailly.

à Saint-Denis.

sur recours formé contre une  
décision identique.

---

Paris, le 5 Juin 1951

V.B.N.-i-b

-----  
DY/L

Monsieur ISTRIA  
Chef de la Subdivision des  
Travaux et Approvisionnements  
PARIS

-2-

Domages de guerre-

Immeubles sis: 91, rue du Landy (nouvel  
immeuble)

Chemin des Petits Cailloux (maison du chef  
de section).

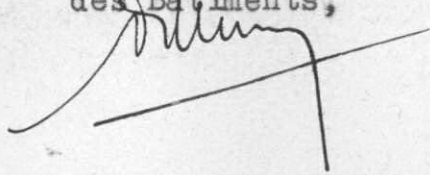
---

Je vous adresse, ci-annexés, 2 relevés  
des dépenses concernant la remise en état  
des immeubles sus-visés.

Le Chef de l'Inspection  
des Bâtiments,

6 JUN 1951

D



PONTS & CHAUSSEES

DÉPARTEMENT DE LA SEINE

SERVICE ORDINAIRE

et

SERVICE VICINAL

DIRECTION DU CONTRÔLE

des

VOIES-FERRÉES D'INTÉRÊT LOCAL

CONTRÔLE

des

distributions d'énergie électrique

R. GIGUET

Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées

*M. Péline*  
Paris (4<sup>e</sup>), le 20 NOV 1944, 19

2, rue Beaubourg

Téléphone : Turbigo 71-70

L'INGÉNIEUR EN CHEF DES PONTS ET CHAUSSEES  
DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

à Monsieur le Directeur de la Région WORD  
S. N. C. F.  
18, rue de Dunkerque, 18  
PARIS

OBJET : Dommages de guerre causés aux immeubles le 21 Avril 1944.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que mon Service a  
terminé le 19 Octobre 1944, les travaux dont l'Etat a la charge par  
application de l'arrêté interministériel du 10 Juillet 1943, sur

.../...

23 NOV 1944

*M. Senaux*

*M. Lelung*

*M. Péline*

*M. Focke*  
28/11 ac

*M. affecté*  
*bon de 20*  
*immédiat*

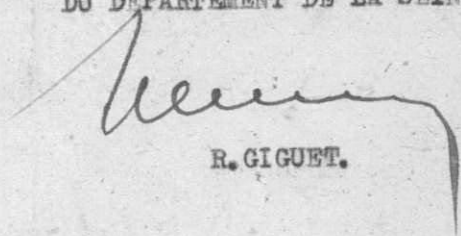
1  
votre immeuble sis 91 rue du Landy à St-Denis.

Il vous appartient, à partir de cette date, de prendre toutes mesures conservatoires utiles sur le dit immeuble.

Je vous rappelle que les travaux de réparation ou de reconstruction ne sont possibles que sous certaines conditions qui pourraient vous être précisées par M. le Délégué Régional au Commissariat à la Reconstruction, 43 Avenue George V à PARIS.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguées.

L'INGENIEUR EN CHEF DES PONTS ET CHAUSSEES  
DU DEPARTEMENT DE LA SEINE,



R. GIGUET.



11853

ATTESTATION.

-:-

Je soussigné, Georges DELVALLEE, Notaire à Paris, 68, rue de la Chaussée d'Antin, CERTIFIE pour les Services du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme:

Que:

Les immeubles situés à Saint-Denis (Seine), rue des Poissonniers, rue du Landy, N° 91, et rue des Petits-Cailloux;

Et l'immeuble sis à Saint-Ouen (Seine), 2, rue des Poissonniers;

Détruits par faits de guerre et qui dépendaient du domaine public du Chemin de Fer au titre de la Compagnie du Chemin de Fer du Nord;

Sont devenus la propriété et sont passés définitivement dans le domaine immobilier de la Société Nationale des Chemins de Fer Français, dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, en exécution de la convention du trente et un Août mil neuf cent trente sept, publiée au Journal Officiel du premier Septembre suivant; convention en vertu de laquelle la Société Nationale des Chemins de Fer Français a été substituée aux droits de la Compagnie du Chemin de Fer du Nord.

La présente attestation a été délivrée à la requête de la Société Nationale des Chemins de Fer Français, laquelle m'a fait connaître:

Qu'elle était toujours propriétaire des immeubles sus désignés.

Et qu'elle n'avait conféré sur ceux-ci aucun droit réel de nature à restreindre son droit de propriété.

EN FOI DE QUOI, j'ai délivré la présente attestation, exclusivement destinée au Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, et comme telle sur papier libre, conformément à l'article 69 de la loi du vingt huit Octobre mil neuf cent quarante six.

Fait à Paris.

L'An mil neuf cent cinquante et un.

Le premier mars

*Sans*  
Mot comme nul.



A large, stylized handwritten signature, likely of the notary Georges DELVALLEE, written in dark ink.

Modèle B PV.100

PARIS, le

LE DELEGUE DEPARTEMENTAL DE LA SEINE

P.J. : 4

RECOMMANDEE AVEC  
ACCUSE DE RECEPTION

à  
M. ... **S.N.C.F.** ...  
... 88 rue St Lazare  
Paris 9<sup>e</sup> ...

M. ostiensis... 4'

à M. J. Denis ~~Votre~~ immeuble sinistré sis 91 rue de l'Andely  
ayant fait l'objet d'une déclaration de sinistres enregistrées  
sous le n° 13.733.13.734.106 et cette déclaration n'ayant pas encore  
été suivie du dépôt d'un dossier, j'ai l'honneur de vous faire  
connaître que la nécessité d'établir un programme de financement  
de la reconstitution impose à ma Délégation l'obligation de  
connaître au plus tôt le montant de l'indemnité à laquelle vous  
pouvez éventuellement prétendre.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir me faire parvenir dans les moindres délais les pièces ci-dessous, indispensables pour la constitution ~~de~~ ~~votre~~ dossier et pour le calcul de la dite indemnité.

Les honoraires dus à votre Architecte pour l'établissement du devis des travaux de reconstitution à l'identique seront remboursés aussitôt contrôle effectué.

salutations. Veuillez agréer, M. ~~espeurs~~, mes bien sincères

P. B. B. B. B.  
AVIS IMPORTANT

AVIS IMPORTANT

Au cas où, en raison de l'urgence, votre dossier n'aurait pas été complété avant le 8.3.51... dernier délai, vous risqueriez de voir limiter l'indemnité de reconstitution sus-visée à une somme égale à 30 % de celle-ci et représentant l'indemnité d'éviction.

Voir au dos pièces à fournir

# PIECES ADMINISTRATIVES

# PIECES TECHNIQUES

- Formule D.G.4 ci-jointe à remplir soigneusement, dater et signer.

- ~~Les 2~~ feuilles D.G.6 ci-jointes à remplir, dater et signer, ~~l'une par vous-même, l'autre par votre épouse, chacun de vous devant tenir compte, le cas échéant, de ses biens personnels sinistrés.~~

- ~~Une des formules D.J.2 ou D.J.3 suivant que l'immeuble a été acquis par un auteur du propriétaire actuel ou qu'il est encore la propriété de celui qui l'a acquis.~~

- ~~Dans le cas seulement où soit vous, soit l'un de vos ascendants ou descendants habitiez au moment du sinistre l'immeuble sus-visé, veuillez me le déclarer sous la foi du serment et me faire parvenir un certificat du Contrôleur des Contributions Directes attestant qu'en 1945 vous n'étiez pas assujéti à l'impôt général sur le revenu pour une somme supérieure à 5.000.000 de Frs.~~

~~Dans le cas où l'immeuble n'était pas habité en majeure partie au moment du sinistre par les personnes sus-visées, veuillez le préciser sur la formule D.G.4 (page 2)~~

*Selon la forme de constitution de votre société veuillez nous fournir les pièces nécessaires sur la notice F ci-jointe.*

a) l'état estimatif détaillé des travaux de reconstitution "à l'identique" du bâtiment détruit, tel qu'il se comportait au moment du sinistre. Cet état devra être établi par un Architecte agréé et assermenté au moyen du bordereau général des prix forfaitaires (valeur Septembre 1939) non revalorisés;

b) un croquis au 1/1000 de l'ensemble immobilier dans lequel était compris le bâtiment détruit;

c) plans, coupes et élévation du bâtiment détruit (échelle minima 0 m.01 par mètre).



MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION  
ET DE L'URBANISME

-----  
DELEGATION DEPARTEMENTALE  
DE LA SEINE

-----  
CITE ADMINISTRATIVE  
7, Place de la Porte des Ternes  
PARIS 17ème

CONSTITUTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF (SOCIETE EN ASSOCIATION)

-:-:-:-:-

NOTICE F.

1ère Partie - Etat Civil des Sociétés et Associations

A/ - Sociétés Commerciales

1/ - Constitution de la Société:

a/ - Exemple certifié conforme par le représentant légal et mis à jour des statuts de la Société avec mention du Journal d'annonces légales dans lequel ils ont été insérés.

11/ - Nationalité de la Société:

1° - Sociétés anonymes ou en commandites par actions

a/ - Listes des administrateurs au 1/9/1939 et lors du 1er sinistre, certifiées exactes par le Président Directeur Général. Elles mentionneront pour chaque administrateur sa nationalité (N° de la carte d'identité et département d'origine).

b/ - Listes certifiées exactes des principaux porteurs d'actions au 1/9/1939 et à la date du 1er sinistre, avec mention de la nationalité et du nombre d'actions détenues comprenant plus de la moitié du capital, ou copie des feuilles de présence aux dernières assemblées Générales avant le 1er Septembre 1939 et avant le 1er sinistre avec indication de la nationalité des présents ou représentés. A défaut de ces pièces, déclaration du Président Directeur Général faisant connaître la répartition des capitaux à ces Assemblées Générales avec indication de la nationalité des porteurs.

Pour toutes sociétés qui seraient administrateurs ou actionnaires importants de la Société sinistrée des justifications du même ordre devront être fournies.

2°/ - Société en nom collectif, en commandite simple et à responsabilité limitée.

Répartition des parts sociales au 1er Septembre 1939 et à la date du 1er sinistre, avec mention de la

....



nationalité des porteurs de part et des gérants et référence à la carte d'identité (tableau certifié exact par le Gérant).

En outre:

Pour les Sociétés civiles, les Sociétés en nom collectif, les Sociétés en Commandite simple et en commandite par actions:

Déclaration des associés ou des commandités précisant leur situation de famille, et, s'il y a lieu, leur régime matrimonial.

111/ - Administration de la Société

a/ - Extrait du procès-verbal de la délibération nommant le gérant ou les gérants s'ils ne sont pas statutaires (sociétés par intérêts) ou le Président Directeur Général (sociétés anonymes) et fixant ses pouvoirs.

b/ - Si le mandataire est extérieur à la Société (locataire propriétaire, gérant d'immeuble, association de sinistrés etc....), il sera établi un pouvoir spécial, modèle Dj/I (signatures légalisées). Le dossier restera établi au nom du propriétaire des biens sinistrés.

B/ - Associations -

Les associations à but désintéressé justifieront de leur nationalité et des pouvoirs de leur représentant en produisant les pièces ci-après:

a/ - Exempleire des statuts certifié conforme par le représentant légal de l'Association et mis à jour:

b/ - Communication ou copie certifiée du décret ou de l'acte administratif conférant à l'association son existence légale.

c/ - Si le mandataire est extérieur à l'association. (locataire, propriétaire, gérant d'immeuble, association de sinistrés, etc...) il lui sera accordé un pouvoir spécial, modèle Dj/1 (signatures légalisées). Le dossier restera établi au nom du propriétaire des biens sinistrés.

2ème Partie - Dossier de Pertes -

IV - Droits de propriété sur les immeubles et fonds de commerce

L'origine de propriété des biens sinistrés doit être mentionnée sur la formule DG/4. Cependant, seront obligatoirement fournies dans le cas où les biens ont été complète-

ment détruits et donnent lieu à une reconstitution de plus de 500.000 Frs, ou lorsqu'il y a transfert, les pièces ci-après:

a/ - Communication des titres d'acquisition de l'immeuble ou remise d'une attestation établie par un notaire sur imprimé modèle Dj/2 ou Dj/3 ou état des transcriptions acquiesitives délivré par le Conservateur des Hypothèques.

b/ - Etat négatif des transcriptions d'actes d'aliénation de moins de 3 mois.

c/ - Pour les bâtiments: état des inscriptions hypothécaires délivré par la Conservation des hypothèques (35, rue du Plateau à PARIS 19ème).

d/ - Pour le fonds de commerce: état des nantissements et privilèges délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce.

V - Droits de propriété sur les biens de nature spéciale -

a/ - Devantures reconstituées par le locataire: désistement du propriétaire.

b/ - Voitures automobiles:

- original de la carte grise (à titre de présomption de propriété) ou facture d'achat.

- certificat de non gage délivré par la Préfecture du lieu d'immatriculation.

c/ - Marchandises perdues: factures de paiement ou désistement de l'expéditeur ou du destinataire.

d/ - Lorsque des constructions ont été édifiées par le sinistré sur terrain d'autrui, le représentant légal de la Société doit souscrire la déclaration suivante:

"Je soussigné déclare sur l'honneur que la Société est propriétaire des bâtiments (ou installations immobilières sis à ..... ) comme les ayant fait édifier de ses deniers personnels, sans conférer de privilège d'architecte ou d'entrepreneur sur terrain appartenant à.....  
.....".

Cette déclaration devra être consignée par le propriétaire du terrain.

VI - Pièces complémentaires obligatoires -

Pour les pertes en cours de transport:  
lettre de décharge de la S.N.C.F.

Pour les dommages d'occupation:

Témoignages (au moins deux) ou Bon de réquisition.

Pour les autres catégories de sinistré:

Tous les éléments de preuve en possession du sinistré.

a/ - Demande d'indemnité (modèle DIC/4 ou DG/4) dûment remplie revêtue de la signature légalisée du représentant légal de la Société. Si la société est considérée comme étrangère, cette demande devra être faite au titre de l'article 12 de la loi du 28 Octobre 1946.

b/ - Etat DIC/3 portant évaluation approximative des frais.

c/ - Etat DG.6. indiquant les autres sinistres subis par la Société.

#### REMARQUES IMPORTANTES

=====

1°/ - Les pièces à fournir sont cochées d'une croix par nos services, étant supposées correspondre à la situation de la Société - Au cas où la mise au point du dossier rendrait nécessaire des précisions, les pièces complémentaires vous seraient réclamées.

2°/ - Tous changements survenant à l'état civil des sinistrés ou à la situation des biens, toutes modifications à la forme des sociétés ou dans l'administration de celles-ci doivent être portées à la connaissance des services du Ministère de la Reconstruction.



R.C.F.

Région du NORD

VOIE &amp; BATIMENTS

INSPECTION DES BATI-  
MENTS DE PARIS

Compte RGB 6.100.229

*Voir sans bornes  
Général de l'Industrie  
du 19 Mars 1957*

LE PLAIN SAINT-DENIS

Immeuble sis, 91, rue du Landy (Nouvel immeuble)

## RELEVÉ DES DEPENSES DE REMISES EN ETAT DES DOMMAGES DE GUERRE

Désignation des pièces	Désignation des travaux	Montant
Cde 3578 du 19/7/44 Entreprise RIDEZ	Alimentation en eau	21.870.-
Cde 6350 du 21/7/44 Entreprise ELIEZ	Vitrerie	67.356.-
Cde 1381 du 13/9/44 Entreprise SENTIER	Déblaiements	2.281.-
Cde 1291 du 17/8/44 Sté Assainissement de la Banlieue Parisienne	Location latrines	2.434.-
Cde 1382 du 13/9/44 Entreprise SENTIER	Déblaiements	2.281.-
Cde 1383 du 13/9/44 Entreprise SENTIER	- d° -	2.194.-
Cde 15259 du 26/12/44 Entreprise BRUNELLE, MAZAN	- d° -	9.225.-
Cde 15311 du 26/12/44 Entreprise LAINE	- d° -	21.703.-
Cde 15312 du 26/12/44 Entse BRUNELLE MAZAN	- d° -	12.674.-
Cde 15313 du 26/12/44 Entrse BRUNELLE MAZAN	- d° -	14.775.-
Cde 15316 du 26/12/44 Entreprise LAINE	- d° -	23.510.-
Cde 364 du 11/7/1944 Entrse RIDEZ	Alimentation en eau provisoire	600.-

à reporter .....

180.903.-



Cde 5325 du 1/3/45  
Entreprise LAINE

Cde 485 du 21/2/1945  
Entreprise BOURY

Cde 716 du 28/2/45  
Entreprise LAINE

Cde 2104 du 27/4/45  
Entr<sup>se</sup> BRUNELLE MAZAN

Cde 2106 du 27/4/45  
Entr<sup>se</sup> BRUNELLE MAZAN

Cde 2107 du 27/4/45  
Entr<sup>se</sup> BRUNELLE MAZAN

Cde 3043 du 13/6/45  
Entreprise SENTIER

Cde 3362 du 26/6/45  
DEWEZ (Béranger)

Cde 18936 du 6/10/45  
Entr<sup>se</sup> SENTIER

Cde 20514 du 6/12/45  
DEWEZ (Béranger)

Cde 100 du 16/2/45  
Entreprise BOURY

Cde 167 du 21/3/45  
Sté E.C.F.M.

Cde 972 du 10/3/45  
Entreprise LAINE

Cde 984 du 11/3/45  
Entreprise LAINE

Cde 14048 du 13/5/46  
Cie Gle des EAUX

Cde 14.067 du 13/5/46  
DEWEZ (Béranger)

Cde 14.068 du 13/5/46  
DEWEZ (Béranger)

REPORT .....

Remise en état clôtures et sols

Peinture

Egoût

Déblaiements

d°

d°

Menuiseries

Remplacement de stores

Menuiseries

Remplacement volets roulants

Peinture

Rép<sup>on</sup> colonne montante

Déblaiements

d°

Remise en état branchement

Remise en état stores"

d°

à reporter.....

180.903.-

205.665.-

74.365.-

56.670.-

3.005.-

2.450.-

2.862.-

128.265.-

111.360.-

18.095.-

9.115.-

4.710.-

139.-

2.761.-

2.549.-

6.970.-

45.000.-

42.400.-

897.284.-

Cde 15696 du 3/7/46 Entreprise BOURY	Report .....	897.284.-
Cde 15.752 du 5/7/46 Entreprise BOURY	Peintures	5.140.-
Cde 16.587 du 7/8/46 DEWEZ (Béranger)	d°	18.285.-
Cde 18.424 du 4/II/46 Entreprise SENTIER	Remise en état de stores	7.375.-
Cde 20.833 du 3I.I2.46 Entreprise BOURY	Menuiseries	9.662.-
Cde 20.854 du 31/12/46 Entreprise SENEJOUX	Peintures	5.905.-
Cde 20.87I du 3I/I2/46 Entreprise BOURY	Nettoyage des cours	22.375.-
Cde 20.896 du 3I/I2/46 Entreprise BOURY	Peintures	26.891.-
Cde 20933 du 3I/I2/46 ENTREPRISE BOURY	d°	20.373.-
Cde 20.822 du 31/12/46 Entreprise BOURY	d°	33.998.-
Cde 20.823 du 3I/I2/46 Entreprise BOURY	d°	42.295.-
Cde 20.825 du 3I/I2/46 Entreprise BOURY	d°	33.525.-
Cde 10.078 du 9/1/47 Entreprise BOURY	d°	42.865.-
Cde 10.9I7 du 17/2/47 Entreprise BOURY	d°	12.951.-
Cde 10.920 du 17/2/47 Entreprise BOURY	d°	22.207.-
Cde 12.972 du 9/5/47 DEWEZ (Béranger)	d°	25.110.-
Cde 14.220 du 26/8/47 Entreprise BOURY	Remise en état de stores	8.280.-
Cde 15.044 du 15/12/47 Entreprise SENEJOUX	Peinture	56.412.-
Cde 60.011 du 8/1/47 DEWEZ (Béranger)	Réparation clôture	11.155.-
	Remise en état de stores	3.752.-

à reporter .....

1.305.840.-

Cde 14201 du 25/8/47  
Entrée MANIGAULT, MOULIN &  
GORIOT

Remise en état de descentes

Report .....

1<sup>M</sup>305.840.-

8.688.-

TOTAL .....

1.314.528.-

PS

Le présent relevé s'élevant à la somme de UN MILLION TROIS CENT QUATORZE MILLE CINQ CENT VINGT HUIT FRANCS, est certifié exact et conforme aux écritures de la S.N.C.F. (Région NORD), par l'Inspecteur Principal, Chef de la Subdivision de la Comptabilité VB, soussigné, qui certifie en outre, que les factures relatives aux commandes mentionnées dans le présent relevé ont été acquittées à ce jour aux Entrepreneurs intéressés.

Paris, le 26 Mai 1951,

*Rumel*



Région du NORD

VOIE &amp; BATIMENTS

INSP<sup>ION</sup> DES BATI-  
MENTS DE PARIS

LE PLAINE SAINT-DENIS

Immeuble sis, 91, rue du Landy (Nouvel immeuble)

RELEVÉ DES DEPENSES DE REMISES EN ETAT DES DOMMAGES DE GUERRE

Désignation des pièces	Désignation des travaux	Montant
Cde 3578 du 19/7/44 Entreprise RIDEZ	Alimentation en eau	21.870.-
Cde 6350 du 21/7/44 Entreprise ELIEZ	Vitrerie	67.356.-
Cde 1381 du 13/9/44 Entreprise SENTIER	Déblaiements	2.281.-
Cde 1291 du 17/8/44 Sté Assainissement de la Banlieue Parisienne	Location latrines	2.434.-
Cde 1382 du 13/9/44 Entreprise SENTIER	Déblaiements	2.281.-
Cde 1383 du 13/9/44 Entreprise SENTIER	- d° -	2.194.-
Cde 15259 du 26/12/44 Entreprise BRUNELLE MAZAN	- d° -	9.225.-
Cde 15311 du 26/12/44 Entreprise LAINE	- d° -	21.703.-
Cde 15312 du 26/12/44 Ent <sup>se</sup> BRUNELLE MAZAN	- d° -	12.674.-
Cde 15313 du 26/12/44 Entr <sup>se</sup> BRUNELLE MAZAN	- d° -	14.775.-
Cde 15316 du 26/12/44 Entreprise LAINE	- d° -	23.510.-
Cde 364 du 11/7/1944 Entr <sup>se</sup> RIDEZ	Alimentation en eau provisoire	600.-
à reporter .....		180.903.-



	REPORT .....	180.903.-
Cde 5325 du 1/3/45 Entreprise LAINE	Remise en état clôtures et sols	205.665.-
Cde 485 du 21/2/1945 Entreprise BOURY	Peinture	74.365.-
Cde 716 du 28/2/45 Entreprise LAINE	Egoût	56.670.-
Cde 2104 du 27/4/45 Entr <sup>ee</sup> BRUNELLE MAZAN	Déblaiements	3.005.-
Cde 2106 du 27/4/45 Entr <sup>ee</sup> BRUNELLE MAZAN	d°	2.450.-
Cde 2107 du 27/4/45 Entr <sup>ee</sup> BRUNELLE MAZAN	d°	2.862.-
Cde 3043 du 13/6/45 Entreprise SENTIER	Menuiseries	128.265.-
Cde 3362 du 26/6/45 DEWEZ (Béranger)	Remplacement de stores	111.360.-
Cde 18936 du 6/10/45 Entr <sup>ee</sup> SENTIER	Menuiseries	18.095.-
Cde 20514 du 6/12/45 DEWEZ (Béranger)	Remplacement volets roulants	9.115.-
Cde 100 du 16/2/45 Entreprise BOURY	Peinture	4.710.-
Cde 167 du 21/3/45 Sté E.C.F.M.	Rép <sup>on</sup> colonne montante	139.-
Cde 972 du 10/5/45 Entreprise LAINE	Déblaiements	2.761.-
Cde 984 du 11/5/45 Entreprise LAINE	d°	2.549.-
Cde 14048 du 13/5/46 Cie Cie des EAUX	Remise en état branchement	6.970.-
Cde 14.067 du 13/5/46 DEWEZ (Béranger)	Remise en état stores"	45.000.-
Cde 14.068 du 13/5/46 DEWEZ (Béranger)	d°	42.400.-
	à reporter.....	897.284.-

Cde 15696 du 3/7/46 Entreprise BOURY	Report .....	897.284.-
Cde 15.752 du 5/7/46 Entreprise BOURY	Peintures	5.140.-
Cde 16.587 du 7/8/46 DEWEZ (Béranger)	d°	18.285.-
Cde 18.424 du 4/11/46 Entreprise SENTIER	Remise en état de stores	7.375.-
Cde 20.833 du 31.12.46 Entreprise BOURY	Menuiseries	9.662.-
Cde 20.854 du 31/12/46 Entreprise SENEJOUX	Peintures	5.905.-
Cde 20.871 du 31/12/46 Entreprise BOURY	Nettoyage des cours	22.375.-
Cde 20.896 du 31/12/46 Entreprise BOURY	Peintures	26.891.-
Cde 20933 du 31/12/46 ENTREPRISE BOURY	d°	20.373.-
Cde 20.882 du 31/12/46 Entreprise BOURY	d°	33.998.-
Cde 20.823 du 31/12/46 Entreprise BOURY	d°	42.295.-
Cde 20.825 du 31/12/46 Entreprise BOURY	d°	33.525.-
Cde 10.078 du 9/1/47 Entreprise BOURY	d°	42.865.-
Cde 10.917 du 17/2/47 Entreprise BOURY	d°	12.951.-
Cde 10.920 du 17/2/47 Entreprise BOURY	d°	22.207.-
Cde 12.972 du 9/5/47 DEWEZ (Béranger)	d°	25.110.-
Cde 14.220 du 26/8/47 Entreprise BOURY	Remise en état de stores	8.280.-
Cde 15.044 du 15/12/47 Entreprise SENEJOUX	Peinture	56.412.-
Cde 60.011 du 8/1/47 DEWEZ (Béranger)	Réparation clôture	11.155.-
	Remise en état de stores	3.752.-

à reporter ..... 1.305.840.-

Cde 14201 du 25/8/47  
Entrée MANIGAULT, MOULIN &  
GORIOT

Remise en état de descentes

Report .....

PS  
1.305.840.-

8.688.-

TOTAL .....

1.314.528.-

Le présent relevé s'élevant à la somme de UN MILLION TROIS CENT QUATORZE MILLE CINQ CENT VINGT HUIT FRANCS, est certifié exact et conforme aux écritures de la S.N.C.F. (Région NORD), par l'Inspecteur Principal, Chef de la Subdivision de la Comptabilité VB, soussigné, qui certifie en outre, que les factures relatives aux commandes mentionnées dans le présent relevé ont été acquittées à ce jour aux Entrepreneurs intéressés.

Paris, le 26 Mai 1951,

*Ruul*



S.N.C.F.  
Région NORD

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS

LA PLAINE-St-DENIS

91, rue du Landy  
(ancien immeuble)

DEVIS ESTIMATIF

établi suivant le bordereau général des prix  
forfaitaires du M.R.U. (Loi du 28 octobre 1946)

DRESSE à PARIS, le 25 février 1951 par :

A.G. OKUN, Architecte DPLG  
126, Quai Louis Blériot - PARIS 16°.





MAISON D'HABITATION -

"A" TERRASSEMENT.

Fouille en terrain ord. et transport des terres  
à 200 m.

1	6.70 x 10.45 = 70.01							
	70.01 x 2.00 =	140 m <sup>3</sup> , 020	à	47	11	=	6 580,-	

P.V. pour transport supplémentaire des terres  
à 2 km

2	Cube (1)	=	140 m <sup>3</sup> , 020	à	18	11 b	=	2 520,-
---	----------	---	--------------------------	---	----	------	---	---------

Total Terrassement = 9 100,-

"B" MURS.

En fondation -

Murs en moellons ord. de 0.80 ép. comptés pour  
0.50 ép. des fondations au plancher du rez-de-  
chaussée

2 f. 10.45 = 20.90

2 f. 5.70 = 11.40

					142			
					16			
3	32.30 x 2.70 =	87 m <sup>2</sup> , 21	à	158	23	=	13 779,-	

En élévation -

Murs en moellon ord. de 0.50 ép. du plancher du  
rez-de-chaussée au plancher du 1er étage

2 f. 10.45 = 20.90

20.90 x 2.90 = 60.61

A déduire :

Portes -

2 de :

0.85 x 2.45 = 2.08

4 a	2 semblables =	4.16						
-----	----------------	------	--	--	--	--	--	--

Baie -

4 b	1.15 x 1.80 =	2.07			180			
-----	---------------	------	--	--	-----	--	--	--

(2 châssis non  
déduits)

		6.23						
4	Reste	54.38	à	199				

101	=	10 821,-						
A reporter :		24 600,-						

Mur en briques pleines ord. de 0.34 ép. du plancher  
du rez-de-chaussée au plancher du 1er étage  
5.70 x 2.90 = 16.53

A déduire :

Porte -

5 a 0.90 x 2.45 = 2.20

Baies -

2 de :

5 1.10 x 1.80 = 1.98

5 b 2 semblables = 3.96

6.16

6.16

5 Reste : 10.37

à 174

102 = 1 804,-

Murs en briques pleines ord. de 0.22 ép.

5.70 x 2.90 = 16.53

6.20 x 3.05 = 18.91

6 c 10.45 x 3.05 = 31.87

10.45 x 3.30 = 34.49

2 17.24

6.20 x 3.05 = 18.91

103.46

A déduire :

Porte -

6 a 0.70 x 2.45 = 1.71

Baies -

1.15 x 1.80 = 2.07

3 de :

1.00 x 1.90 = 1.90

6 b 3 semblables = 5.70

2 de :

1.10 x 1.90 = 2.09

2 semblables = 4.18

(1 châssis non dé-  
duit) 13.66

13.66

6 Reste : 89.80

à 118

102 = 10 596,-

A reporter = 37 000,-

Report : 37 000,-

Mur aveugle en briques pleines ord. de 0.22 ép.

10.45 x 3.05	=	31.87
10.45 x 3.30	=	17.24
2		

7		=	49.11	à	100	41	=	4 911,-
								<u>Total Murs</u> = 41 911,-

"C" REVETEMENTS EXTERIEURS.

Enduit au plâtre s/ façades

Surface (4)	=	54.38
(5)	=	10.37
(6)	=	89.80
Surface (7) = 49.11 x 0.60	=	29.46

8			184.01	à	46	32	=	8 464,-
9	P.V. pour peinture huile							
	Surface (8)	=	184 m2, 01	à	22	73	=	4048,-
	Soubassement en ciment lissé							
	2 f. 10.45	=	20.90					
	2 f. 6.70	=	13.40					
10			34.30 x 0.30 =		10 m2, 29	à	72	31 = 740,-
								<u>Total Revêtements extérieurs</u> = 13 252,-

"D" OUVERTURES EXTERIEURES.

Portes -

11	Porte d'habitation en chêne							
	Surface (5 a)	=	2.20	à	510	116	=	1 122,-
12	Portes en chêne							
	Surface (4 a)	=	4.16	à	360	112	=	1 497,-
								<u>A reporter</u> = 2 619,-



Report : 2 619,-

13	Porte en chêne s/barres et écharpe Surface (6 a) =	1 m2, 71	à	300	116	=	513,-
	<u>Croisées et châssis -</u>						
	Croisées en chêne						
	Surface (4 b) =	2.07					
	(5 b) =	3.96					
	(6 b) =	11.95					
		<hr/>					
14		17.98	à	360	112	=	6 472,-
15	Châssis en chêne jusqu'à 1 m2	3	à	380	112	=	1 140,-
	<u>Protections -</u>						
	Volets en chêne aux baies						
16	Surface (14) =	17.98	à	375	116	=	6 742,-
	<u>Garde-corps -</u>						
	Main courante métallique aux baies						
	2 f. 1.15 =	2.30					
	4 f. 1.10 =	4.40					
	3 f. 1.00 =	3.00					
		<hr/>					
17		9.70	à	160	115	=	1 552,-

Total Ouvertures extérieures = 19 038,-

"E" CLOISONS.

Locaux non habitables.

En briques pleines ord. de 0.06 ép.

1 f. 5.70	=	5.70
1 f. 3.44	=	3.44
1 f. 3.60	=	3.60
1 f. 3.80	=	3.80

18	16.54 x 2.60	=	43	à	83	121	=	3 569,-
----	--------------	---	----	---	----	-----	---	---------

A reporter : 3 569,-

.....

Locaux habitables.

En briques pleines ord. de 0.11 ép.

1 f. 5.50	=	5.50
1 f. 4.20	=	4.20
1 f. 4.55	=	4.55
2 f. 1.00	=	2.00

19  $16.25 \times 2.90 = 47 \text{ m}^2, 12 \text{ à } 93 \quad 121 = 4 \text{ 382,-}$

En briques pleines ord. de 0.06 ép.

1 f. 4.20	=	4.20
1 f. 3.15	=	3.15
1 f. 3.00	=	3.00
1 f. 2.30	=	2.30
1 f. 4.90	=	4.90
1 f. 3.45	=	3.45
1 f. 1.00	=	1.00

20  $22.00 \times 2.85 = 62 \text{ m}^2, 70 \text{ à } 78 \quad 121 = 4 \text{ 890,-}$

Total Cloisons = 12 841,-

"F" REVETEMENTS INTERIEURS.

Enduit en plâtre au sas s/murs et cloisons  
intérieures

Façades.

Surface (4)	=	54.38
(5)	=	10.37
(6)	=	89.80
(7)	=	49.11
		<hr/> 203.66

A déduire :

Encuvement -

2 f. 10.45 = 20.90

2 f. 6.20 = 12.40

$33.30 \times 0.20 = 6.66$

A reporter : 6.66 203.66

[illegible]

"G" PLANCHERS.

Flanchers d'habitation métalliques et hourdis creux,  
y compris P.V. pour chaînage fer

5.70 x 9.85	=	56.14	
6.20 x 9.95	=	61.69	
		<u>117.83</u>	
A déduire :			128
2 f. 1.50 x 1.50 x 3.14	= 7.06 =	14.12	10
		<u>103.71</u>	
24	Reste =	à 138	142 = 14 312.-



Report : 14 312,-

Plancher d'habitation en chêne, y compris P.V.  
pour chainage fer

6.20 x 9.95 = 61.69

A déduire :

25 a 1.50 x 1.50 x 3.14 = 7.06

106

10

25 Reste : 54.63

à 116

63

=

6 337,-

Revêtements -

Au rez-de-chaussée -

Carrelage en carreaux de grès cérame

5.70 x 9.85 = 56.14

A déduire :

Surface (25 a) = 7.06

26 49.08

à 155

43

=

7 607,-

Au 1er étage -

Parquet sapin cloué s/lambourdes

6.20 x 9.95 = 61.69

A déduire :

Surface (25 a) = 7.06

Partie de carrelage

27 a 3.45 x 3.20 = 11.04

18.10

18.10

27 Reste : 43.59

à 87

66

=

3 792,-

Carrelage en carreaux de grès cérame

28 Surface (27 a) = 11 m2, 04

à 155

43

=

1 711,-

Combles -

Plancher sapin cloué s/solives

29 6.20 x 9.95 = 61.69

à 44

66

=

2 714,-

A reporter : 36 473,-

.....

Report : 36 473,-

Plafonds -

				29			
				5			
30	Plâtre s/hourdis, y compris P.V. pour colle			34		32	= 1 668,-
	Surface (26)	=	49 m2, 08				
				51			
31	Plâtre s/lattis, y compris P.V. pour colle			5		32	= 3 454,-
	Surface (29)	=	61 m2, 69	56			

Total Planchers = 41 595,-

"H" ESCALIERS.

S/Sol -

32	Echelle de meunier en chêne		2 ml, 30	à 600		63	= 1 380,-
----	-----------------------------	--	----------	-------	--	----	-----------

Etage -

33	Escalier métallique à quartiers tournants		2 ml, 90	à 2 600		167	= 7 540,-
----	---	--	----------	---------	--	-----	-----------

Total Escaliers = 8 920,-

"J" TOITURES.

Charpente en bois et couverture en zinc

2 versants de :

6.70 x 6.50 = 43.55

l'autre semblable = 43.55

34	Ensemble	=	87.10	à 155		174	= 13 500,-
----	----------	---	-------	-------	--	-----	------------

Accessoires -

35	Gouttière pendante en zinc						
	2 f. 6.70	=	13 ml, 40	à 50		53	= 670,-

Tuyaux de descente :

36	1°- En zinc :						
	2 f. 5.25	=	10 ml, 50	à 43		53	= 451,-

37	2°- En fonte (dauphins)						
	2 f. 1.00	=	2 ml, 00	à 77		51	= 154,-

Total toitures = 14 775,-

55.9

00.-

00,-

.....



Report : 1 000,-

	Foyers lumineux à simple allumage sous tube tôle plombée						
48	Caves	4	à	195	91	=	780,-
	Foyers lumineux à simple allumage sous moulure						
	W.C.	2					
	Cuisine	1					
		<hr/>					
49		3	à	165	92	=	495,-
	Foyers lumineux comportant une installation plus développée sous moulure						
	Vestiaires	2					
	Chambres	2					
	Salle	1					
	Escaliers	2					
		<hr/>					
50		7	à	265	92	=	1 855,-

Total Electricité = 4 130,-

" U" CONSTRUCTIONS DIVERSES.

51	Regards	3	à	290	231	=	870,-
----	---------	---	---	-----	-----	---	-------

Total Constructions diverses 870,-

.....

RECAPITULATION

A - Terrassement . . . . .	9 100,-
B - Murs . . . . .	41 911,-
C - Revêtements extérieurs . . . . .	13 252,-
D - Ouvertures extérieures . . . . .	19 038,-
E - Cloisons . . . . .	12 841,-
F - Revêtements intérieurs . . . . .	16 638,-
G - Planchers . . . . .	41 595,-
H - Escaliers . . . . .	8 920,-
J - Toitures . . . . .	14 775,-
K - Plomberie . . . . .	18 820,-
L - Cheminée . . . . .	4 681,-
M - Equipement ménager . . . . .	355,-
P - Electricité . . . . .	4 130,-
U - Constructions diverses . . . . .	870,-

206 926,-

(valeur 1939)

PRIX NETS -

Compteur électrique 5 ampères en propriété  
à la S.N.C.F.

1

à

5 000 f

L'Architecte agréé sous le n° 2008 et assermenté soussigné, après avoir pris connaissance des déclarations du sinistré sur l'origine des dommages, a établi le présent devis, certifie qu'il ne comprend que des travaux de reconstitution du bien tel qu'il se comportait au moment du sinistre, compatibles avec cette origine et susceptibles de donner lieu à une indemnité audit sinistré en application de la Loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized first letter followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.



S.N.C.F.

Région NORD

---

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS

---

LA PLAINE-St-DENIS

91, rue du Landy  
(ancien immeuble)

DEVIS ESTIMATIF

établi suivant le bordereau général des prix  
forfaitaires du M.R.U. (Loi du 28 octobre 1946)

---

DRESSE à PARIS, le 25 février 1951 par :

A.G. OKUN, Architecte DPLG  
126, Quai Louis Blériot - PARIS 16°.



MAISON D'HABITATION -

"A" TERRASSEMENT.

Fouille en terrain ord. et transport des terres  
à 200 m.

1	6.70 x 10.45 = 70.01 70.01 x 2.00 =	140 m <sup>3</sup> , 020	à	47	11	=	6.580,-
---	--	--------------------------	---	----	----	---	---------

P.V. pour transport supplémentaire des terres  
à 2 km

2	Cube (1) =	140 m <sup>3</sup> , 020	à	18	11 b	=	2.520,-
---	------------	--------------------------	---	----	------	---	---------

<u>Total Terrassement</u>						=	<u>9.100,-</u>
---------------------------	--	--	--	--	--	---	----------------

"B" MURS.

En fondation -

Murs en moellons ord. de 0.80 ép. comptés pour  
0.50 ép. des fondations au plancher du rez-de-  
chaussée

2 f. 10.45 = 20.90

2 f. 5.70 = 11.40

142  
16

3	32.30 x 2.70 =	87 m <sup>2</sup> , 21	à	158	23	=	13.779,-
---	----------------	------------------------	---	-----	----	---	----------

En élévation -

Murs en moellon ord. de 0.50 ép. du plancher du  
rez-de-chaussée au plancher du 1er étage

2 f. 10.45 = 20.90

20.90 x 2.90 = 60.61

A déduire :

Portes -

2 de :

0.85 x 2.45 = 2.08

4 a	2 semblables =	4.16
-----	----------------	------

Baie -

4 b	1.15 x 1.80 =	2.07
-----	---------------	------

(2 châssis non  
déduits) 6.23

Reste 54.38

180  
19

à 199

101	=	10 821,-
A reporter :		24 600,-

Report : 24 600,-

Mur en briques pleines ord. de 0.34 ép. du plancher  
du rez-de-chaussée au plancher du 1er étage

5.70 x 2.90 = 16.53

A déduire :

Porte =

5 a 0.90 x 2.45 = 2.20

Baies =

2 de :

1.10 x 1.80 = 1.98

5 b 2 semblables = 3.96

6.16

6.16

5 Reste : 10.37

à 174

102 = 1 804,-

Murs en briques pleines ord. de 0.22 ép.

5.70 x 2.90 = 16.53

6.20 x 3.05 = 18.91

6 a 10.45 x 3.05 = 31.87

10.45 x 3.30

2

17.24

6.20 x 3.05 = 18.91

103.46

A déduire :

Porte =

6 a 0.70 x 2.45 = 1.71

Baies =

( 1.15 x 1.80 = 2.07

3 de :

1.00 x 1.90 = 1.90

6 b 3 semblables = 5.70

2 de :

1.10 x 1.90 = 2.09

( 2 semblables = 4.18

(1 châssis non dé-  
duit) 13.66

13.66

6 Reste : 89.80

à 118

102 = 10 596,-

A reporter = 37 000,-





Report : 2 619,-

13	Porte en chêne s/barres et écharpe Surface (6 a) =	1 m2, 71	à	300	116	=	513,-
	<u>Croisées et châssis -</u>						
	Croisées en chêne						
	Surface (4 b) =	2.07					
	(5 b) =	3.96					
	(6 b) =	11.95					
14		17.98	à	360	112	=	6 472,-
15	Châssis en chêne jusqu'à 1 m2	3	à	380	112	=	1 140,-
	<u>Protections -</u>						
16	Volets en chêne aux baies Surface (14) =	17.98	à	375	116	=	6 742,-
	<u>Garde-corps -</u>						
	Main courante métallique aux baies						
	2 f. 1.15 =	2.30					
	4 f. 1.10 =	4.40					
	3 f. 1.00 =	3.00					
17		9.70	à	160	115	=	1 552,-

Total Ouvertures extérieures = 19 038,-

"E" CLOISONS.

Locaux non habitables.

En briques pleines ord. de 0.06 ép.

1 f. 5.70	=	5.70
1 f. 3.44	=	3.44
1 f. 3.60	=	3.60
1 f. 3.80	=	3.80

18	16.54 x 2.60	=	43	à	83	121	=	3 569,-
----	--------------	---	----	---	----	-----	---	---------

A reporter : 3 569,-

Locaux habitables.

En briques pleines ord. de 0.11 ép.

1 f. 5.50 = 5.50  
1 f. 4.20 = 4.20  
1 f. 4.55 = 4.55  
2 f. 1.00 = 2.00

19 16.25 x 2.90 = 47 m2, 12 à 93 121 = 4 382,-

En briques pleines ord. de 0.06 ép.

1 f. 4.20 = 4.20  
1 f. 3.15 = 3.15  
1 f. 3.00 = 3.00  
1 f. 2.30 = 2.30  
1 f. 4.90 = 4.90  
1 f. 3.45 = 3.45  
1 f. 1.00 = 1.00

20 22.00 x 2.85 = 62 m2, 70 à 78 121 = 4 890,-

Total Cloisons = 12 841,-

"F" REVETEMENTS INTERIEURS.

Enduit en plâtre au sas s/murs et cloisons  
intérieures

Façades.

Surface (4) = 54.38  
(5) = 10.37  
(6) = 89.80  
(7) = 49.11

203.66

A déduire :

Encouvement -

2 f. 10.45 = 20.90

2 f. 6.20 = 12.40

33.30

33.30 x 0.20 = 6.66

A reporter : 6.66 203.66



Reports : 6.66 203.66  
 Pointes -  
 2 f. Surface (6 o) = 34.48  
 41.14 41.14  
 Reste : 162.52

Cloisons aux 2 faces  
 Surface (19) = 47.12  
 (20) = 62.70  
 109.82 x 2 = 219.64

21 Ensemble = 382.16 à 13 32 = 4 968,-

Habillage, peinture, tenture, prix moyens,  
 construction courante

22 Surface (21) = 382 m2, 16 à 27 131 = 10 318,-

P.V. pour revêtement en faïence au droit des  
 lavabos et évier.

2vf. 3.00 = 6.00  
 2 f. 0.30 = 0.60  
 6.60 x 1.00 = 6.60

Evier = 1.00

23 7.60 à 178 42 = 1 352,-

Total Revêtements intérieurs = 16 638,-

"G" PLANCHERS.

Planchers d'habitation métalliques et hourdis creux,  
 y compris P.V. pour chainage fer

5.70 x 9.85 = 56.14  
 6.20 x 9.95 = 61.69  
 117.83

A déduire : 128  
 2 f. 1.50 x 1.50 x 3.14 = 7.06 = 14.12 10

24 Reste = 103.71 à 138

142 = 14 312,-

A reporter: 14 312,- ....

Report : 14 312,-

Plancher d'habitation en chêne, y compris P.V.  
pour chainage fer

6.20 x 9.95 = 61.69

A déduire :

25 a 1.50 x 1.50 x 3.14 = 7.06

106

10

25 Reste : 54.63

à 116

63

=

6 337,-

Revêtements -

Au rez-de-chaussée -

Carrelage en carreaux de grès cérame

5.70 x 9.85 = 56.14

A déduire :

Surface (25 a) = 7.06

26 49.08

à 155

43

=

7 607,-

Au 1er étage -

Parquet sapin cloué s/lambourdes

6.20 x 9.95 = 61.69

A déduire :

Surface (25 a) = 7.06

Partie de carrelage

27 a 3.45 x 3.20 = 11.04

18.10

18.10

27 Reste : 43.59

à 87

66

=

3 792,-

Carrelage en carreaux de grès cérame

28 Surface (27 a) = 11 m2, 04

à 155

43

=

1 711,-

Combles -

Plancher sapin cloué s/solives

29 6.20 x 9.95 = 61.69

à 44

66

=

2 714,-

A reporter : 36 473,-

.....

Report : 36 473,-

Plafonds -

				29			
	Plâtre s/hourdis, y compris P.V. pour colle			5			
30	Surface (26) =	49 m2, 08	à	34	32	=	1 668,-
	Plâtre s/lattis, y compris P.V. pour colle			51			
31	Surface (29) =	61 m2, 69	à	5	32	=	3 454,-
				56			
<u>Total Planchers =</u>							<u>41 595,-</u>
							=====

"H" ESCALIERS.

S/Sol -

32	Echelle de meunier en chêne	2 ml, 30	à	600	63	=	1 380,-
----	-----------------------------	----------	---	-----	----	---	---------

Etage -

33	Escalier métallique à quartiers tournants	2 ml, 90	à	2 600	167	=	7 540,-
----	---	----------	---	-------	-----	---	---------

Total Escaliers = 8 920,-  
=====

"J" TOITURES.

Charpente en bois et couverture en zinc

2 versants de :

6.70 x 6.50	=	43.55	
l'autre semblable	=	43.55	

34	Ensemble =	87.10	à	155	174	=	13 500,-
----	------------	-------	---	-----	-----	---	----------

Accessoires -

35	Gouttière pendante en zinc						
	2 f. 6.70	=	13 ml, 40	à	50	53	= 670,-

Tuyaux de descente :

36	1°- En zinc :						
	2 f. 5.25	=	10 ml, 50	à	43	53	= 451,-

37	2°- En fonte (dauphins)						
	2 f. 1.00	=	2 ml, 00	à	77	51	= 154,-

Total toitures = 14 775,-  
=====



"K" PLOMBERIE.

38	Evier avec alimentation	1	à	650	180	=	650,-
	Lavabos collectifs en fonte émaillée						
39	2 fois 3.00	=	6 ml	à 1 250	181	=	7 500,-
	W.C. sièges à la turque avec chasse						
40	d'eau	2	à	970	181	=	1 940,-
	<u>Canalisations principales</u>						
41	Eau - Alimentation	18 ml	à	95	54	=	1 710,-
42	Evacuation	54 ml	à	130	51	=	7 020,-
							<hr/>
<u>Total Plomberie</u>							= 18 820,- <hr/>

"L" CHEMINEE.

43	Cheminée en marbre genre capucine	1	à	1 130	193	=	1 130,-
	Conduits et souches -						
	Rez-de-chaussée :						
	2 de : 10.00	=	20.00				
	Etage :						
	3 de : 7.50	=	22.50				
	1 de : 9.50	=	9.50				
							<hr/>
44		53.00	à	67	41	=	3 551,- <hr/>
							<hr/>
<u>Total Cheminées</u>							= 4 681,- <hr/>

"M" EQUIPEMENT MENAGER.

45	Agencement de cuisine	1	à	145	131	=	145,-
46	Armoire s/évier	1	à	210	131	=	210,-
							<hr/>
<u>Total Equipement Ménager</u>							= 355,- <hr/>

"P" ELECTRICITE.

47	Tableau	1	à	1 000	91	=	1 000,- <hr/>
							<hr/>
A reporter :							1 000,-

Report : 1 000,-

	Foyers lumineux à simple allumage sous tube tôle plombée						
48	Caves	4	à	195	91	=	780,-
	Foyers lumineux à simple allumage sous moulure						
	W.C.	2					
	Cuisine	1					
49		3	à	165	92	=	495,-
	Foyers lumineux comportant une installation plus développée sous moulure						
	Vestiaires	2					
	Chambres	2					
	Salle	1					
	Escaliers	2					
50		7	à	265	92	=	1 855,-
<u>Total Electricité</u>							= 4 130,-

" U" CONSTRUCTIONS DIVERSES.

51	Regards	3	à	290	231	=	870,-
<u>Total Constructions diverses</u>							= 870,-

RECAPITULATION

A - Terrassement . . . . .	9 100,-
B - Murs . . . . .	41 911,-
C - Revêtements extérieurs . . . . .	13 252,-
D - Ouvertures extérieures . . . . .	19 038,-
E - Cloisons . . . . .	12 841,-
F - Revêtements intérieurs . . . . .	16 638,-
G - Planchers . . . . .	41 595,-
H - Escaliers . . . . .	8 920,-
J - Toitures . . . . .	14 775,-
K - Plomberie . . . . .	18 820,-
L - Cheminée . . . . .	4 681,-
M - Equipement ménager . . . . .	355,-
P - Electricité . . . . .	4 130,-
U - Constructions diverses . . . . .	870,-

206 926,-

(valeur 1939)

PRIX NETS -

Compteur électrique 5 ampères en propriété  
à la S.N.C.F.

1

à

5 000 f



L'Architecte agréé sous le n° 2008 et assermenté soussigné, après avoir pris connaissance des déclarations du sinistré sur l'origine des dommages, a établi le présent devis, certifie qu'il ne comprend que des travaux de reconstitution du bien tel qu'il se comportait au moment du sinistre, compatibles avec cette origine et susceptibles de donner lieu à une indemnité audit sinistré en application de la Loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized first letter followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

S.N.C.F.

Région NORD

---

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS

---

LA PLAINE-St-DENIS

91, rue du Landy  
(ancien immeuble)

DEVIS ESTIMATIF

établi suivant le bordereau général des prix  
forfaitaires du M.R.U. (Loi du 28 octobre 1946)

---

DRESSE à PARIS, le 25 février 1951 par :

A.G. OKUN, Architecte DPLG  
126, Quai Louis Blériot - PARIS 16°.



MAISON D'HABITATION -

"A" TERRASSEMENT.

Fouille en terrain ord. et transport des terres  
à 200 m.

1	6.70 x 10.45 = 70.01 70.01 x 2.00 =	140 m <sup>3</sup> , 020	à	47	11	=	6 580,-
	P.V. pour transport supplémentaire des terres à 2 km						
2	Cube (1) =	140 m <sup>3</sup> , 020	à	18	11 b	=	2 520,-

Total Terrassement = 9 100,-

"B" MURS.

En fondation -

Murs en moellons ord. de 0.80 ép. comptés pour  
0.50 ép. des fondations au plancher du rez-de-  
chaussée

2 f. 10.45 = 20.90

2 f. 5.70 = 11.40

32.30

3	32.30 x 2.70 =	87 m <sup>2</sup> , 21	à	158	23	=	13 779,-
---	----------------	------------------------	---	-----	----	---	----------

En élévation -

Murs en moellon ord. de 0.50 ép. du plancher du  
rez-de-chaussée au plancher du 1er étage

2 f. 10.45 = 20.90

20.90 x 2.90 = 60.61

A déduire :

Portes -

2 de :

0.85 x 2.45 = 2.08

4 a	2 semblables =	4.16					
-----	----------------	------	--	--	--	--	--

Baie -

4 b	1.15 x 1.80 =	2.07					
-----	---------------	------	--	--	--	--	--

(2 châssis non  
déduits)

6.23

Reste 54.38

180

19

à 199

101 = 10 821,-

A reporter : 24 600,-

Report : 24 600,-

Mur en briques pleines ord. de 0.34 ép. du plancher  
du rez-de-chaussée au plancher du 1er étage

5.70 x 2.90 = 16.53

A déduire :

Porte -

5 a 0.90 x 2.45 = 2.20

Baies -

2 de :

1.10 x 1.80 = 1.98

5 b 2 semblables = 3.96

6.16

6.16

5 Reste : 10.37

à 174

102 = 1 804,-

Murs en briques pleines ord. de 0.22 ép.

5.70 x 2.90 = 16.53

6.20 x 3.05 = 18.91

6 c 10.45 x 3.05 = 31.87

10.45 x 3.30 = 17.24

6.20 x 3.05 = 18.91

103.46

A déduire :

Porte -

6 a 0.70 x 2.45 = 1.71

Baies -

( 1.15 x 1.80 = 2.07

3 de :

1.00 x 1.90 = 1.90

6 b 3 semblables = 5.70

2 de :

1.10 x 1.90 = 2.09

2 semblables = 4.18

(1 châssis non dé-  
duit) 13.66

13.66

6 Reste : 89.80

à 118

102 = 10 596,-

A reporter = 37 000,-



Report : 37 000,-

Mur aveugle en briques pleines ord. de 0.22 ép.

10.45 x 3.05	=	31.87
<u>10.45 x 3.30</u>	=	<u>17.24</u>
2		

7		=	49.11	à	100	41	=	<u>4 911,-</u>
						<u>Total Murs</u>	=	<u>41 911,-</u>

"C" REVÊTEMENTS EXTERIEURS.

Enduit au plâtre s/ façades

Surface (4)	=	54.38
(5)	=	10.37
(6)	=	89.80
Surface (7) = 49.11 x 0.60	=	<u>29.46</u>

8			184.01	à	46	32	=	8 464,-
---	--	--	--------	---	----	----	---	---------

P.V. pour peinture huile

9	Surface (8)	=	184 m2, 01	à	22	73	=	4048,-
---	-------------	---	------------	---	----	----	---	--------

Soubassement en ciment lissé

2 f. 10.45	=	20.90
2 f. 6.70	=	13.40

10			34.30 x 0.30 =	10 m2, 29	à	72	31	=	<u>740,-</u>
----	--	--	----------------	-----------	---	----	----	---	--------------

Total Revêtements extérieurs = 13 252,-

"D" OUVERTURES EXTERIEURES.

Portes -

Porte d'habitation en chêne

11	Surface (5 a)	=	2.20	à	510	116	=	1 122,-
----	---------------	---	------	---	-----	-----	---	---------

Portes en chêne

12	Surface (4 a)	=	4.16	à	360	112	=	<u>1 497,-</u>
----	---------------	---	------	---	-----	-----	---	----------------

A reporter = 2 619,-

Report : 2 619,-

13	Porte en chêne s/barres et écharpe Surface (6 a) =	1 m2, 71	à	300	116	=	513,-
	<u>Croisées et châssis -</u>						
	Croisées en chêne						
	Surface (4 b) =	2.07					
	(5 b) =	3.96					
	(6 b) =	11.95					
14		17.98	à	360	112	=	6 472,-
15	Châssis en chêne jusqu'à 1 m2	3	à	380	112	=	1 140,-
	<u>Protections -</u>						
	Volets en chêne aux baies						
16	Surface (14) =	17.98	à	375	116	=	6 742,-
	<u>Garde-corps -</u>						
	Main courante métallique aux baies						
	2 f. 1.15 =	2.30					
	4 f. 1.10 =	4.40					
	3 f. 1.00 =	3.00					
17		9.70	à	160	115	=	1 552,-

Total Ouvertures extérieures = 19 038,-

"F" CLOISONS.

Locaux non habitables.

En briques pleines ord. de 0.06 ép.

1 f. 5.70	=	5.70
1 f. 3.44	=	3.44
1 f. 3.60	=	3.60
1 f. 3.80	=	3.80

18	16.54 x 2.60	=	43	à	83	121	=	3 569,-
----	--------------	---	----	---	----	-----	---	---------

A reporter : 3 569,-

.....

Locaux habitables.

En briques pleines ord. de 0.11 ép.

1 f. 5.50	=	5.50
1 f. 4.20	=	4.20
1 f. 4.55	=	4.55
2 f. 1.00	=	2.00

19 16.25 x 2.90 = 47 m2, 12 à 93 121 = 4 382,-

En briques pleines ord. de 0.06 ép.

1 f. 4.20	=	4.20
1 f. 3.15	=	3.15
1 f. 3.00	=	3.00
1 f. 2.30	=	2.30
1 f. 4.90	=	4.90
1 f. 3.45	=	3.45
1 f. 1.00	=	1.00

20 22.00 x 2.85 = 62 m2, 70 à 78 121 = 4 890,-

Total Cloisons = 12 841,-

"F" REVETEMENTS INTERIEURS.

Enduit en plâtre au sas s/murs et cloisons  
intérieures

Façades.

Surface (4)	=	54.38
(5)	=	10.37
(6)	=	89.80
(7)	=	49.11

203.66

A déduire :

Encouvement -

2 f. 10.45 = 20.90

2 f. 6.20 = 12.40

33.30

33.30 x 0.20 = 6.66

A reporter : 6.66 203.66

Reports : 6.66 203.66  
 Pointes -  
 2 f. Surface (6 c) = 34.48  
 41.14 41.14  
 Reste : 162.52

Cloisons aux 2 faces  
 Surface (19) = 47.12  
 (20) = 62.70  
 109.82 x 2 = 219.64

21 Ensemble = 382.16 à 13 32 = 4 968,-

Habillage, peinture, tenture, prix moyens,  
 construction courante

22 Surface (21) = 382 m2, 16 à 27 131 = 10 318,-

P.V. pour revêtement en faïence au droit des  
 lavabos et évier.

2vf. 3.00 = 6.00  
 2 f. 0.30 = 0.60

6.60 x 1.00 = 6.60

Evier = 1.00

23 7.60 à 178 42 = 1 352,-

Total Revêtements intérieurs = 16 638,-

# "G" PLANCHERS.

Planchers d'habitation métalliques et hourdis creux,  
 y compris P.V. pour chaînage fer

5.70 x 9.85 = 56.14  
 6.20 x 9.95 = 61.69

117.83

A déduire :

2 f. 1.50 x 1.50 x 3.14 = 7.06 = 14.12

24 Reste = 103.71 à 138

142 = 14 312,-

A reporter: 14 312,- ...



Report : 14 312,-

Plancher d'habitation en chêne, y compris P.V.  
pour chainage fer

6.20 x 9.95 = 61.69

A déduire :

25 a 1.50 x 1.50 x 3.14 = 7.06

106  
10

25 Reste : 54.63 à 116 63 = 6 337,-

Revêtements -

Au rez-de-chaussée -

Carrelage en carreaux de grès cérame

5.70 x 9.85 = 56.14

A déduire :

Surface (25 a) = 7.06

26 49.08 à 155 43 = 7 607,-

Au 1er étage -

Parquet sapin cloué s/lambourdes

6.20 x 9.95 = 61.69

A déduire :

Surface (25 a) = 7.06

Partie de carrelage

27 a 3.45 x 3.20 = 11.04

18.10 18.10

27 Reste : 43.59 à 87 66 = 3 792,-

Carrelage en carreaux de grès cérame

28 Surface (27 a) = 11 m2, 04 à 155

43 = 1 711,-

Combles -

Plancher sapin cloué s/solives

29 6.20 x 9.95 = 61.69

à 44 66 = 2 714,-

A reporter : 36 473,-

Report : 36 473,-

Plafonds -

				29			
	Plâtre s/hourdis, y compris P.V. pour colle			5			
30	Surface (26) =	49 m <sup>2</sup> , 08	à	34	32	=	1 668,-
	Plâtre s/lattis, y compris P.V. pour colle			51			
31	Surface (29) =	61 m <sup>2</sup> , 69	à	5	32	=	3 454,-
				56			
<u>Total Planchers =</u>							<u>41 595,-</u>

"H" ESCALIERS.

S/Sol -

32	Echelle de meunier en chêne	2 ml, 30	à	600	63	=	1 380,-
----	-----------------------------	----------	---	-----	----	---	---------

Etage -

33	Escalier métallique à quartiers tournants	2 ml, 90	à	2 600	167	=	7 540,-
----	---	----------	---	-------	-----	---	---------

Total Escaliers = 8 920,-

"J" TOITURES.

Charpente en bois et couverture en zinc

2 versants de :

6.70 x 6.50 = 43.55

1'autre semblable = 43.55

34	Ensemble =	87.10	à	155	174	=	13 500,-
----	------------	-------	---	-----	-----	---	----------

Accessoires -

Gouttière pendante en zinc

35	2 f. 6.70 =	13 ml, 40	à	50	53	=	670,-
----	-------------	-----------	---	----	----	---	-------

Tuyaux de descente :

1°- En zinc :

36	2 f. 5.25 =	10 ml, 50	à	43	53	=	451,-
----	-------------	-----------	---	----	----	---	-------

2°- En fonte (dauphins)

37	2 f. 1.00 =	2 ml, 00	à	77	51	=	154,-
----	-------------	----------	---	----	----	---	-------

Total toitures = 14 775,-

"K" PLOMBERIE.

38	Evier avec alimentation	1	à	650	180	=	650,-
	Lavabos collectifs en fonte émaillée						
39	2 fois 3.00	6 ml	à	1 250	181	=	7 500,-
40	W.C. sièges à la turque avec chasse d'eau	2	à	970	181	=	1 940,-
	<u>Canalisations principales</u>						
41	Eau - Alimentation	18 ml	à	95	54	=	1 710,-
42	Evacuation	54 ml	à	130	51	=	7 020,-
<u>Total Plomberie</u>							<u>18 820,-</u>

"L" CHEMINÉE.

43	Cheminée en marbre genre capucine	1	à	1 130	193	=	1 130,-
	Conduits et souches -						
	Rez-de-chaussée :						
	2 de : 10.00	-		20.00			
	Etage :						
	3 de : 7.50	▼		22.50			
	1 de : 9.50	-		9.50			
44		53.00	à	67	41	=	3 551,-
<u>Total Cheminées</u>							<u>4 681,-</u>

"M" EQUIPEMENT MENAGER.

45	Agencement de cuisine	1	à	145	131	=	145,-
46	Armoire s/évier	1	à	210	131	=	210,-
<u>Total Equipement Ménager</u>							<u>355,-</u>

"P" ELECTRICITE.

47	Tableau	1	à	1 000	91	=	1 000,-
A reporter :							1 000,-

Report : 1 000,-

	Foyers lumineux à simple allumage sous tube tôle plombée						
48	Caves	4	à	195	91	=	780,-
	Foyers lumineux à simple allumage sous moulure						
	W.C.	2					
	Cuisine	1					
49		<u>3</u>	à	165	92	=	495,-
	Foyers lumineux comportant une installation plus développée sous moulure						
	Vestiaires	2					
	Chambres	2					
	Salle	1					
	Escaliers	2					
50		<u>7</u>	à	265	92	=	1 855,-
<u>Total Electricité</u>							= 4 130,-

" U" CONSTRUCTIONS DIVERSES.

51	Regards	3	à	290	231	=	870,-
<u>Total Constructions diverses</u>							= 870,-



RECAPITULATION

A - Terrassement . . . . .	9 100,-
B - Murs . . . . .	41 911,-
C - Revêtements extérieurs . . . . .	13 252,-
D - Ouvertures extérieures . . . . .	19 038,-
E - Cloisons . . . . .	12 841,-
F - Revêtements intérieurs . . . . .	16 638,-
G - Planchers . . . . .	41 595,-
H - Escaliers . . . . .	8 920,-
J - Toitures . . . . .	14 775,-
K - Plomberie . . . . .	18 820,-
L - Cheminée . . . . .	4 681,-
M - Equipement ménager . . . . .	355,-
P - Electricité . . . . .	4 130,-
U - Constructions diverses . . . . .	870,-

206 926,-

(valeur 1939)

PRIX NETS -

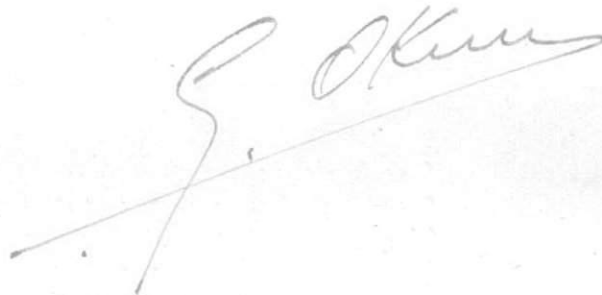
Compteur électrique 5 ampères en propriété  
à la S.N.C.F.

1

à

5 000 f

L'Architecte agréé sous le n° 2008 et assermenté soussigné, après avoir pris connaissance des déclarations du sinistré sur l'origine des dommages, a établi le présent devis, certifie qu'il ne comprend que des travaux de reconstitution du bien tel qu'il se comportait au moment du sinistre, compatibles avec cette origine et susceptibles de donner lieu à une indemnité audit sinistré en application de la Loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'J. Okun', is written over a horizontal line.

# La Plaine - 91 Rue du Landy

## Plan de Situation

A. GUSTAVE OKUN

ARCHITECTE

DIPLOME PAR LE GOUVERNEMENT

126, Quai Louis-Diériot - PARIS-16°

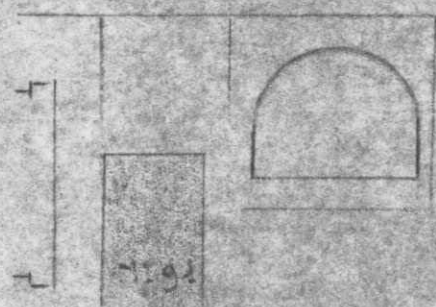
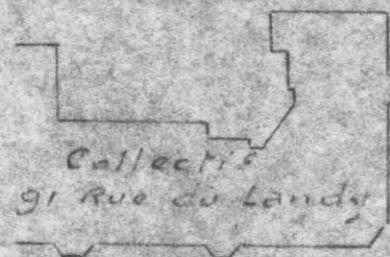
AUTEUIL 58-22

Ech 0.002 p.m.

LETTRE D'AGRÉMENT M. R. U.

N° 2008-76/

25 FEV. 1951



Rue du Landy



La Plaine - 9<sup>e</sup> Rue du Landy

Plan des Condensations

A. GUSTAVE OKUN

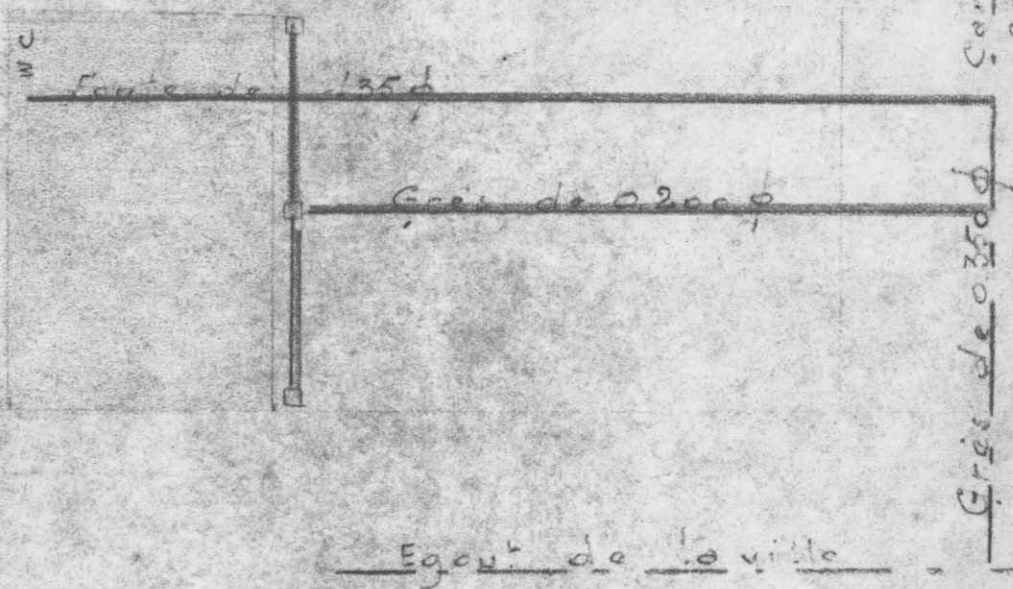
ARCHITECTE  
DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT  
126, Quai Louis-Bleriot - PARIS-16<sup>e</sup>  
AUTEUIL 58-22

LETTRE D'AGRÈMENT M. P. U.

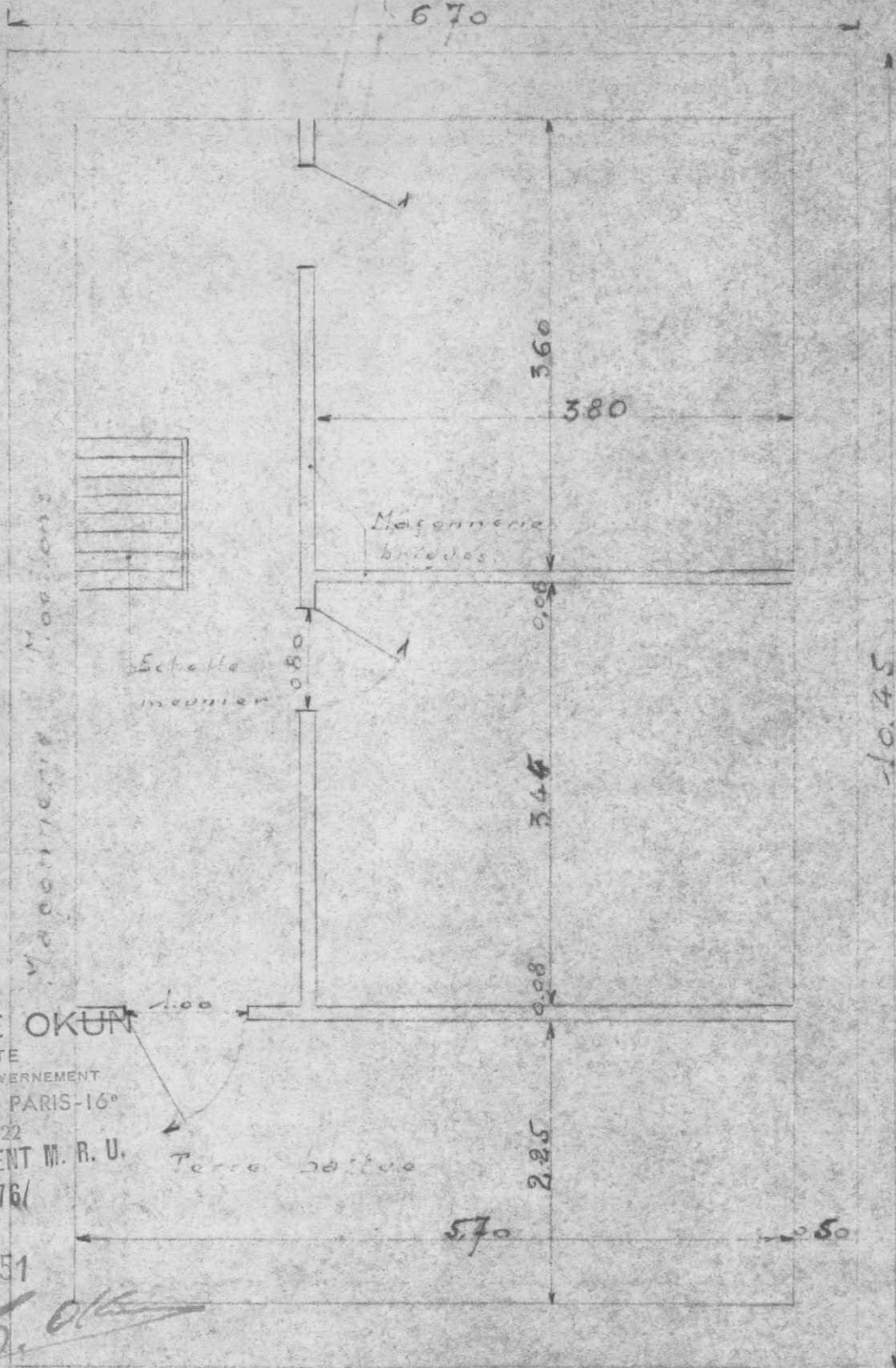
25 FEV 1951

*G. Okun*

Éch. 0.005 / m







**A. GUSTAVE OKUN**  
 ARCHITECTE  
 DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT  
 126, Quai Louis-Eliot - PARIS-16°  
 ALVÉOL 58-22  
 LETTRE D'AGRÈMENT M. R. U.  
 N° 2008-76/

25 FEV. 1951

S.N.C.F.  
 REGION NORD

LA PLAINE - S. DENIS

Immeuble 91 Rue du Landy

Plan des Caves

Ech 0.02 p.m

La Plaine - 91 Rue du Landy

Plan de Situation

A. GUSTAVE OKUN

ARCHITECTE

DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

126, Quai Louis-LOUIS - PARIS-16<sup>e</sup>

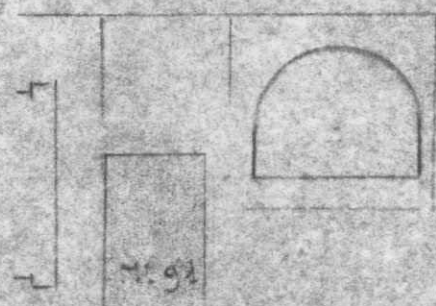
AUTOUIL 58-22

Ech 0.002 p.m.

LETTRE D'ACRÉDIT M. R. U.

N° 2003-76/

25 FEV 1981



Rue du Landy



La Plaine - 94 Rue du Landy

Plan des Canalisations

A. GUSTAVE OKUN

ARCHITECTE

DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

6, Quai Louis-Diéridi - PARIS-16<sup>e</sup>

AUTEUIL 58-22

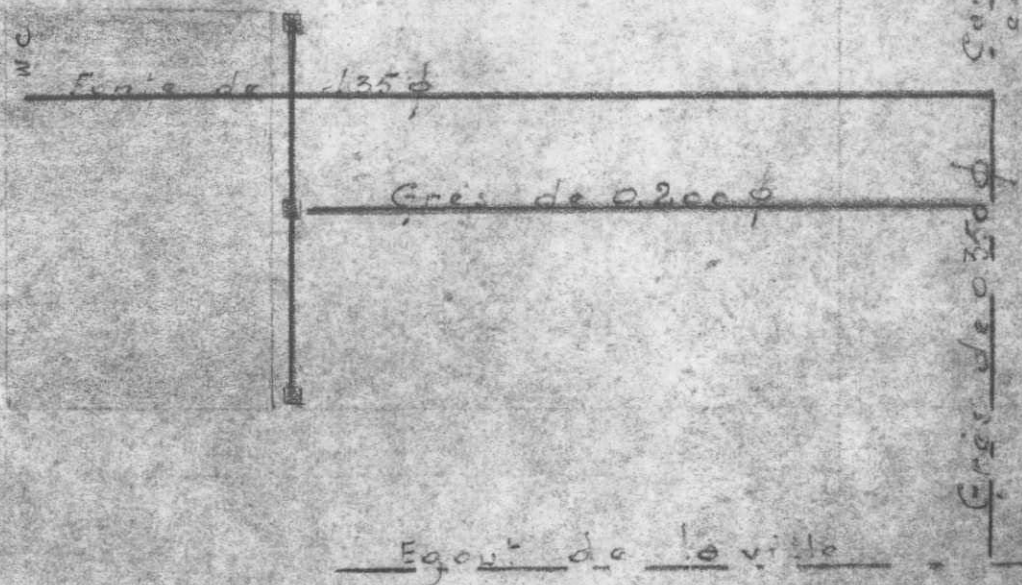
Ech. 1/1000 p.m.

LETTRE D'AGREMENT M. R. U.

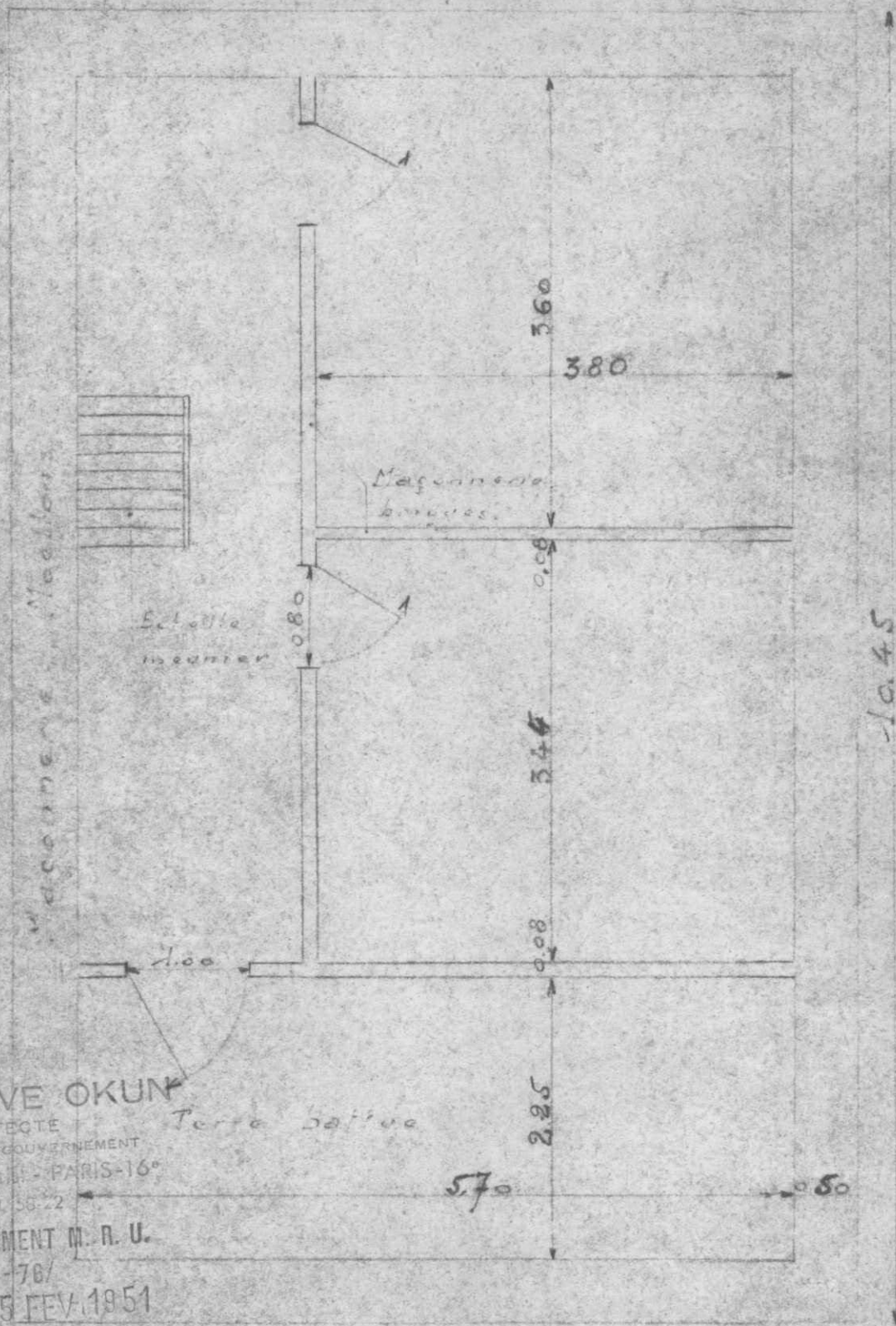
13-76/

25 FEV 1951

*J. Okun*



670



A. GUSTAVE OKUN

ARCHITECTE  
DIPLOME PAR LE GOUVERNEMENT  
126, Quai d'Orléans - PARIS-16<sup>e</sup>  
AUG 1956-22

LETTRE D'AGREMENT M. R. U.

N° 2008-767

S.M.C.F. 25 FEV 1951

REGION NORD

LA PLAINE - S' DENIS

*G. Okun* Immeuble 91 Rue du Landy

Plan des Caves

Ech 0.02/p.m



S.N.C.F. REGION NORD

La Plaine - 91 Rue du Landy

Plan de Situation

A. GUSTAVE OKUN

ARCHITECTE

DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

126, Quai Louis-Durand - PARIS-16<sup>e</sup>

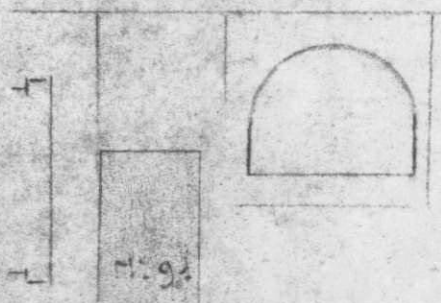
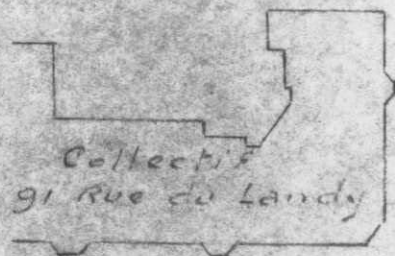
AUT. 58-22

Ech 0.002 p.m.

LETTRE D'AGRÈMENT M. R. U.

N° 2008-76/

25 FEB 1951



Rue du Landy

La Plaine - gr. Rue du Landy

Plan des Canalisations

A. GUSTAVE OKUN

ARCHITECTE

DIPLOME PAR LE GOUVERNEMENT

126, Quai Louis-Darlot - PARIS-16<sup>e</sup>

A.C. E.U. 58-2

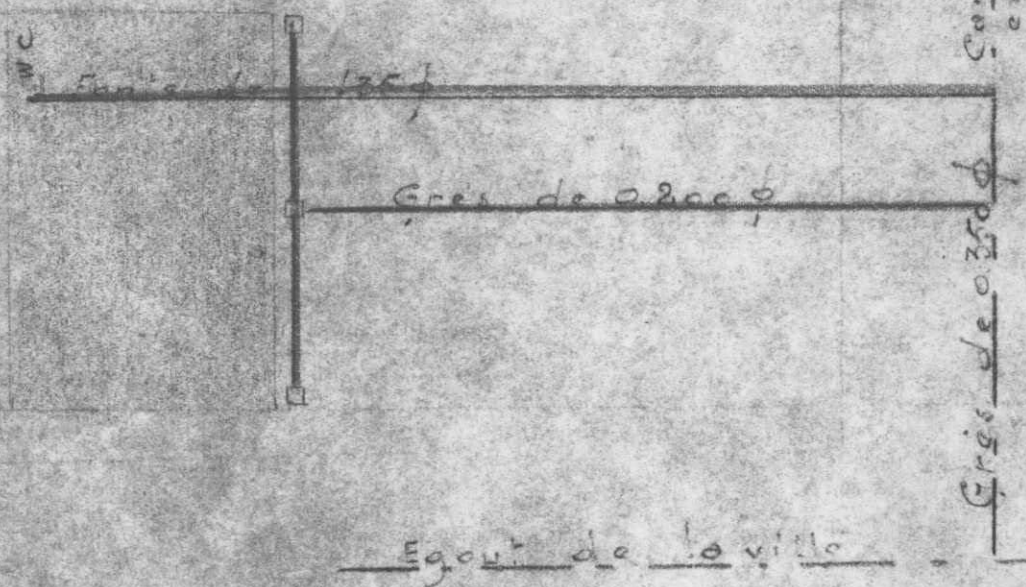
LETTRE D'ACCREMENT M. R. U.

N° 2003-76

Ech. 0.005 p.m.

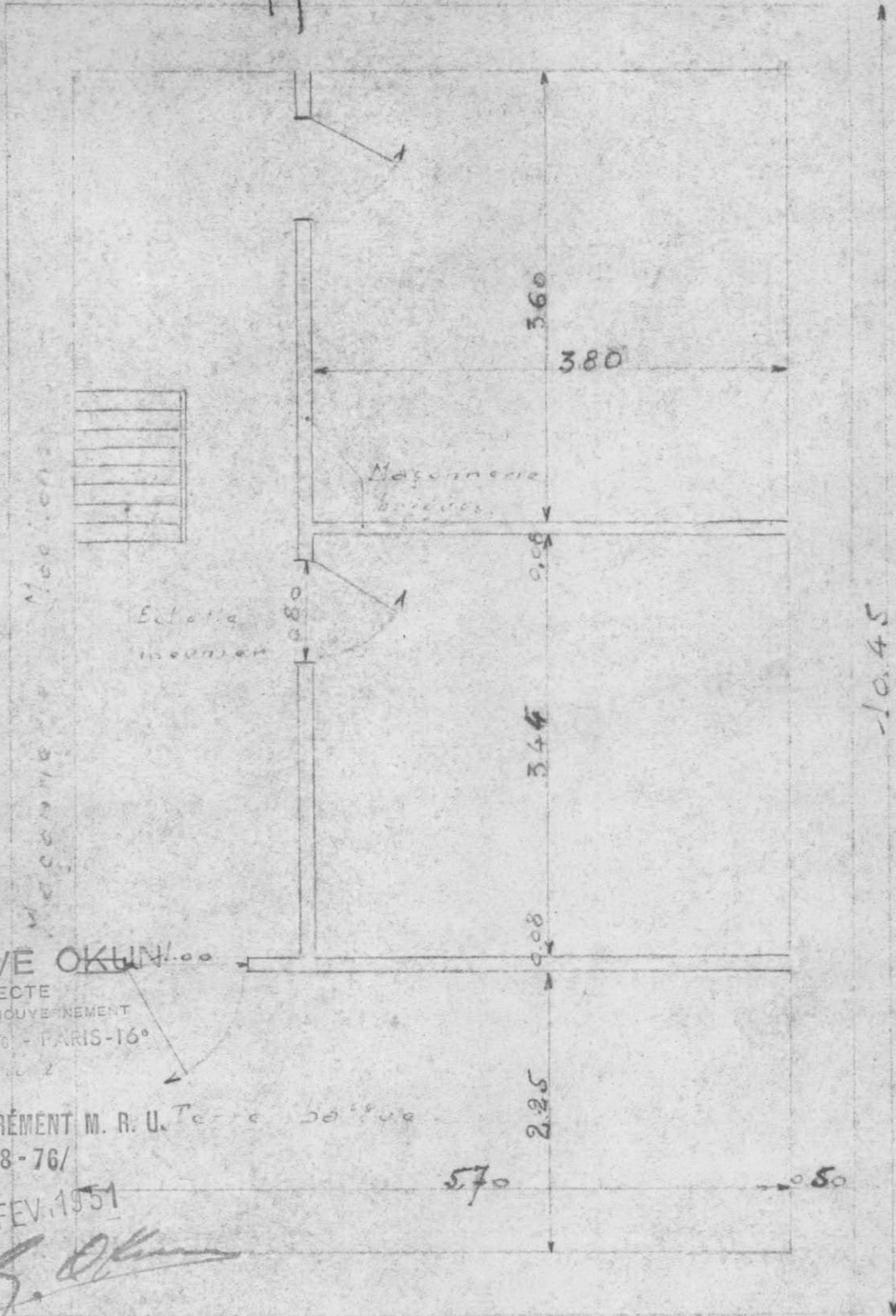
25 FEB 1951

*A. Gustave Okun*





670



A. GUSTAVE OKUN

ARCHITECTE  
DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT  
6, Quai Louis-Bleriot - PARIS-16°  
AL. U. 10.2

LETTRE D'AGREMENT M. R. U. Terre 50° 00'  
N° 2008-76/

25 FEV. 1951

*[Signature]*

S.M.C.E.  
REGION NORD

LA PLAINE - ST DENIS

Immeuble 91 Rue du Landy

Plan des Caves

Ech. 0.02 p.m

Domaine Privé - 8<sup>e</sup> Tranche -

I.P. 359.

Saint-Just-en-Chaussée -

4<sup>e</sup> An.

Amiens:

Maison, 23, Rue Ernest Mercier.

Saint-Just-en-Chaussée - 23, Rue Ernest Mercier - I.P. 359.



AMIENS, 1<sup>e</sup> 21 DECEMBRE 1949.

VB.N/II

St-JUST-en-CHEE

I.P. 359

Monsieur ISTRIA  
Chef de la Subdivision des  
travaux et Approvisionnements

à PARIS

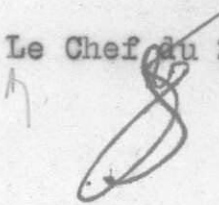
(Section des dommages de guerre)

23 DEC 1949  
D

Veuillez trouver ci-joint  
1 relevé de dépenses en double exem-  
plaire fourni par M. ROUSSEL et cer-  
tifié exact et conforme aux écritu-  
res et relatif à l'immeuble visé en  
marge.

Toutes les dépenses affé-  
rentes à la remise en état de cet  
immeuble sont bien comprises au  
présent relevé.

Le Chef du 2<sup>e</sup> Arrdt VB,



## Commune de Saint Just en Chaussée

RGBCI-112059

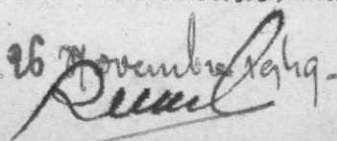
Immeuble sis à Saint Just en Chaussée, 23 Rue Ernest Mercier  
acquis par la S.N.C.F. de L.I.P. 359.

## Relevé des dépenses de remise en état des dommages de guerre.

Mois comptable	Désignation des pièces	Désignation des travaux	Montant
Mars 1941	Mandat compte courant n° 2008	Remboursement à la C <sup>e</sup> du Nord de dépenses de remise en état de dommages de guerre effectués avant acquisition de l'immeuble, savoir : - mandat 15450 nov. 1940. C <sup>e</sup> Etouri Travaux de maçonnerie p <sup>r</sup> réparation - mandat 8956 mai 1940. C <sup>e</sup> aux Et. Boulogne Fourniture de 500 ardoises p <sup>r</sup> remise en état - feuille de répartition main d'œuvre de juillet 1940. M. d'œuvre pour trav <sup>s</sup> divers de remise en état - mandat 19330 oct. 1941 C <sup>e</sup> Decaix fils. Travaux divers pour réfection de la toiture du logement. - mandat 23269 nov. 1941. C <sup>e</sup> Clavier. Travaux de maçonnerie p <sup>r</sup> réparation à l'immeuble - mandat 8883 Juin 1942. C <sup>e</sup> Buelens. Fourniture de papier peint pour appropriation du logement - Mandat 12457. Juillet 1942. C <sup>e</sup> Herbet Landrieux Travaux de terrassement, maçonnerie et carrelage pour remise en état - Mandat 17671. Oct. 1942. C <sup>e</sup> Herbet Landrieux. Travaux de maçonnerie pour remise en état	258,- 1000,- 3.255,- 6039,2 7000,- 2010,4 13.000,- 1.800,- 34362,6 1.632,2 137,-
		Frais d'honoraires d'architecte (4,75%) Remboursement à la C <sup>e</sup> du Nord de frais de constat de dommage réglés directement par ses soins	
		Montant du relevé	36.132,-

Le présent relevé se montant à la somme de Trente six mille cent trente deux francs est certifié exact et conforme aux écritures de la S.N.C.F. (Région Nord) par le Supérieur Sp<sup>l</sup> Chef de la Comptabilité V.B. Sourigues, qui certifie, en outre, que les factures mentionnées dans le relevé ci-dessus, ont été acquittées à ce jour, aux entrepreneurs intéressés.

Paris, le 16 novembre 1949.



Région du NORD

Service de la Voie  
et des Bâtiments

## Commune de Saint Just en Chaussée

Immeuble sis à Saint Just en Chaussée, 23 Rue Emment Mercier  
acquis par la S.N.C.F. J. E. I. P. 359.

Subdivision de la Comptabilité

## Relevé des dépenses de remise en état des dommages de guerre.

Mois comptable	Désignation des pièces	Désignation des travaux	Montant
Mars 1949	Mandat compte courant n° 2008	Remboursement à la C <sup>d</sup> du Nord de dépenses de remise en état de dommages de guerre effectués avant acquisition de l'immeuble, savoir : - mandat 15450 nov. 1940. C <sup>d</sup> Elori Trav <sup>x</sup> de maçonnerie p <sup>r</sup> réparation - mandat 3956 Mai 1940. C <sup>d</sup> sur St. Donlogue fourniture de 500 ardoises p <sup>r</sup> remise en état - feuille de répartition main d'œuvre de juillet 1940. M. d'œuvre pour trav <sup>x</sup> divers de remise en état - mandat 19330 oct. 1941 C <sup>d</sup> Decaix fils. travaux divers pour réfection de la toiture du logement. - mandat 23269 nov. 1941. C <sup>d</sup> Clavier. travaux de maçonnerie p <sup>r</sup> réparation à l'immeuble - mandat 8883 Juin 1942. C <sup>d</sup> Buelens. Fourniture de papier peint pour appropriation du logement - Mandat 12457. Juillet 1942. C <sup>d</sup> Herbert Landrière travaux de terrassement, maçonnerie et carrelage pour remise en état - Mandat 17671. Oct. 1942. C <sup>d</sup> Herbert Landrière. travaux de maçonnerie pour remise en état	258,- 1000,- 3.255,- 6039,2 7000,- 2010,4 13.000,- 1.800,-
		Frais d'honoraires d'architecte (4.75%) Remboursement à la C <sup>d</sup> du Nord de frais de constat de dommage réglés directement par ses soins	34 362,6 1.632,2 137,-
		Montant du relevé	36.132,-

Représentent relevé le montant à la somme de Trente six mille cent trente deux francs et est certifié exact et conforme aux écritures de la S.N.C.F. (Région Nord) par l'Inspecteur Spéc. Chef, de la Comptabilité V.B. Souriguel, qui certifie, en outre, que les factures mentionnées dans le relevé ci-dessus, ont été acquittées à ce jour, aux entrepreneurs intéressés.

Paris, le 26 Novembre 1949.

Recevable



## COMPAGNIE du CHEMIN de FER du NORD

27, Avenue Bosquet à PARIS (7°)

-:-:-:-



ETAT des dépenses consécutives aux dommages de guerre  
subis par l'immeuble situé à SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE, 23,  
Rue Ernest Mercier.

Constat des dommages

Acte de Me RICHARD, huissier à St-Just-en-  
Chaussée ..... I37

Travaux

I940 - Débit S.N.C.F. (Novembre) .....	5.499,39
I941 - -d°- (Octobre) .....	7.126,30
I941 - -d°- (Novembre) .....	8.260,--
I942 - -d°- (Juin) .....	2.372,30
I942 - -d°- (Juillet) .....	15.340,--
I942 - -d°- (Octobre) .....	2.124,--

40.858,99  
=====

Pièces jointes

Procès-verbal de constat

Récépissé de la déclaration de sinistre enregistrée  
au M.R.U. sous le N° I2.919.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE  
DE LA RECONSTRUCTION  
ET DE L'URBANISME.

N° 12919  
(À porter par le service.)

ACCUSÉ DE RÉCEPTION

d'une déclaration de sinistre d'un immeuble d'habitation (1).

Nom du propriétaire : COMPAGNIE DU CHEMIN

Prénoms : DE FER DU NORD

Immeuble sis rue Ernest Mercier n° 23,  
à ST-JUST-EN-CHAUSSEE (dep. de Oise).

(1) La qualification d'immeuble d'habitation résulte de la déclaration produite; elle n'engage pas l'Administration quant aux textes applicables à l'immeuble.

Le délégué départemental  
du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme,



L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE ET UN  
LE NEUF JANVIER



A la requête de la Cie du Chemin de Fer du Nord, société anonyme dont le siège est à Paris rue Chancat n° 3

Laquelle m'a fait exposer que des dommages sont survenus par suite de la guerre a un immeuble lui appartenant sis rue Ernest Mercier n° 23 a Saint Just en Chaussée (Oise) et qu'elle désire faire constater la consistance des dégâts causés.

Déférant a cette réquisition

Je

*J'ai Pierre RICHARD, Huissier près le Tribunal Civil*

*de Clermont, demeurant à St-Just-en-Chaussée, soussigné*

Me suis rendu ledit jour a Saint Just en Chaussée (Oise) rue Ernest Mercier N° 23, ou étant à 14 Heures, après examen des lieux j'ai relevé les constatations suivantes:

MAISON D'HABITATION: Vestibule: A la porte sur cour les deux verres sont remplacés - Toutes les cloisons sont fissurées; les papiers déchirés à ces endroits - A la porte sur salon un montant brisé est réparé; les gonds sont réparés. Le plafond rampant est dégradé.

CUISINE: A la croisée tous les verres sont remplacés; la croisée a été réajustée - A la porte vitrée un verre marguerite est brisé - La porte est criblé de petits éclats - le dormant éclaté a été réparé; la gache reposée - Le plafond et les cloisons sont fissurées - Le placard est disjoint -

SALLE A MANGER: La croisée est fortement détériorée; les verres sont remplacés - Le plafond est crevassé, dégradé et prêt a tomber - Le coffre de cheminée est fissuré et soufflé; la cloison sur cuisine est fissurée et légèrement hors d'aplomb - Un déjoint existe a l'angle contre façade sur rue - A la cheminée le bandeau et un chapiteau en marbre sont brisés.

SALON: Aux deux croisées tous les verres sont remplacés; a celle sur rue deux montants sont réparés, un petit bois neuf - Le plafond est fissuré, dégradé; chute de plâtre par endroits - A la cheminée le bandeau en marbre est brisé.

ESCALIER: La cloison sur salle au manger est fissurée; de même le plafond rampant; un déjoint existe a l'angle contre chambre sur rue.

PALLIER: Le plafond est fissuré, dégradé, chutes de plâtre par endroits - La cloison sur cabinet de toilette est fissurée - A la porte sur chambre

**Pierre RICHARD**

HUISSIER

SAINT-JUST-en-CHAUSSEE

(Oise)

sur rue une traverse, un panneau sont réparés, une moulure brisée; le dormant éclaté, la gache repose le bati disjoint; a celle sur cabinet de toilette un gond est remplacé, a celle sur chambre sur cour un montant, un panneau, une moulure sont brisés, a celle sur rue deux montants, une traverse et les dormants brisés sont réparés.

CHAMBRE SUR RUE: Le plâtre est fissuré et en partie tombé - La cloison sur autre chambre est soufflée deux panneaux du palier sont brisés. Les papiers de ~~CHAMBRE SUR COUR~~ tenture sont déchirés aux angles A la croisée les verres sont remplacés - Le placar est légèrement soufflé.

CHAMBRE SUR COUR: A la croisée tous les verres sont remplacés - Le plafond est fortement fissuré - Un déjoint a l'angle de la cloison sur palier; la maçonnerie y est dégradée, le papier déchiré.

SALLE DE BAINS: A la croisée tous les verres sont remplacés - Le plafond est fissuré - La cloison entre chambre précédente est fissurée - Le papier de tenture est déchiré à l'angle contre palier - Le verre d'imposte au-dessus de la porte est remplacé

GRANDE CHAMBRE: Aux deux croisées tous les verres sont remplacés - Le plafond est soufflé, fissuré chutes de plâtre par endroits - Toutes les cloison sont fissurées - Un déjoint de 5 cms existé au plafond entre ce dernier et le mur de façade.

ESCALIER DU GRENIER: Tous les enduits sont fissurés crevassés ou tombés.

MANSARDE: Les verres du chassis sont remplacés - Les plafonds rampant et de ciel sont en grande partie tombés - Toutes les cloisons sont fissurées, dégradées, plâtre tombé - La cloison sur grenier est repoussée vers l'extérieur de trois centimètre environ. -

GRENIER: Les verres des chassis sont remplacés - A ce moment la requérante me fait déclarer que la couverture a été bouleversée, remaniée avec fourniture de la moitié environ des ardoises - Un cour de pannes est brisé.

CAVE: Le mur sur façade en partie détruit est réparé sur deux mètres carrés environ/

FACADE SUR RUE: La gouttière est détruite de même les solives - Quatre vantaux de volets manquent quatre autres sont neufs -

Tous les bandeaux en pierre des croisées sont brisés et descellés - La façade est criblée d'éclats. deux grilles de soupireaux, sont brisés - La grille deux montants et plusieurs lames sont cisailées par éclats; la grille ne ferme plus.

PIGNON GAUCHE: La maçonnerie de la pointe de pignon est disjointe - Les souches de cheminées sont réparées, les mitres remplacés - le coffre de cheminée



est fissurés -

FACADE SUR COUR: La gouttière est déformée, les marches du perron d'entrée sont descellées.

COUR: Le mur de clôture coté n° 25 a sa partie supérieure réparée.

W.C.: Fissures dans les murs, les enduits sont fissurés, le plafond en partie tombé et soufflé pour le reste. - Tous les verres marguerite de et de la porte sont brisés.

ANNEXE: La couverture en zinc et le voligeage sont soufflés, une volige brisée. Tous les verres des châssis et de la porte brisés sauf deux sont remplacés.

A la porte un montant est brisé.

POULAILLER: La couverture est en partie détruite la gouttière manque - Le mur sur façade est entièrement réparé; celui de pignon est crévassé et lézardé.

Et de tout ce qui précède, j'ai dressé le présent Procès Verbal de Constat pour servir et valoir ce que de droit.

COUT: *Cent trente sept francs*



## COUT

	Frs	Cts
Original...	70	...
Dépense...	45	...
Timb. orig.	12	...
Propriété	10	...
Enreg.	15	...
Port retour	6	50
Rep. Pli...	3	50
Totaux	5	...

137 -

Enregistré à St-Julien-en-Chaussée (Oise), le 14 JANV 1941

F. H. G. 19<sup>2</sup> Reçu décimes compris. 23 fr

Reçu: vingt-cinq fr

*g*



La Plaine - Saint - Denis.

43, Avenue du Président Wilson.

Paris, le

-3 SEP. 1948

Minute

VB.N.vt<sup>D</sup>

LA PLAINE-St-DENIS

43, Avenue du Président  
Wilson

Monsieur le Chef de l'Inspection des Bâtiments  
à PARIS

La Section du Domaine me transmet la lettre adressée à M. Damaret, le 9 juillet dernier, relativement à la remise en état de la devanture d'une boutique occupée par M. Daniel dans l'immeuble sis à La Plaine-St-Denis, Avenue du Président Wilson, n° 43.

Des indications du dossier, il résulte que cette devanture, endommagée au cours d'un bombardement en 1944, a été remise à neuf (menuiseries, vitrerie, peinture, rideau en tôle) alors que M. Daniel prétend, tout au moins en ce qui concerne la peinture, qu'aucun travail n'a été exécuté.

En fait, comme vous indiquez que le nécessaire a bien été fait sur ce dernier point, il apparaît que la réclamation du locataire vise, en réalité, une insuffisance, d'après lui, dans cette remise en état.

Il est cependant difficile de suivre celui-ci dans son exposé, car il est évident que, dans la circonstance, la S.N.C.F. a rempli les obligations pouvant lui incombent en raison de l'origine des dégâts, puisqu'il est considéré qu'une réfection, même à une couche, doit donner satisfaction.

Il appartient donc à M. Daniel et ce, d'ailleurs, en conformité du bail qui lui a été consenti et qui met les travaux d'entretien à sa charge, de compléter, s'il le juge utile, les travaux de cette nature déjà effectués, sauf à lui à en ajouter le coût au dossier de dommages qu'il a déjà pu constituer, ou à envisager le dépôt d'une demande d'indemnité à ce seul titre, si, bien entendu, dans ce dernier cas, les dégâts constatés sont susceptibles de rentrer, tout au moins quant à leur montant, dans le cadre d'application de la loi du 28 octobre 1946.

De même, l'argument tiré par M. Daniel de la possibilité pour la S.N.C.F. d'obtenir du M.R.U. le remboursement de la dépense qu'elle engagerait n'est pas à retenir puisque aussi bien l'exécution de nouveaux travaux par nos soins viendrait en contradiction avec l'une des clauses du contrat liant les parties.

J'ajouterai que, contrairement à ce que suppose M. Daniel, nous ne possédons, encore actuellement, aucune indication, tant sur la certitude que sur la façon dont la S.N.C.F. serait remboursée si elle se substituait à lui pour l'exécution de travaux lui incombant, cette façon de faire pouvant, par

.....

A: 31/8  
D: 1/9

ailleurs, amener des objections du M.R.U., notamment en cas de dépôt  
d'un dossier par l'intéressé.

Vous voudrez bien me tenir au courant.

Re \$ 1/9



Paris, le

VB.N.vt<sup>D</sup>

LA PLAINE-St-DENIS

43, Avenue du Président  
WilsonMonsieur le Chef de l'Inspection des Bâtiments  
à PARIS

La Section du Domaine me transmet la lettre adressée à M. Danaret, le 9 juillet dernier, relativement à la remise en état de la devanture d'une boutique occupée par M. Daniel dans l'immeuble sis à la Plaine-St-Denis, Avenue du Président Wilson, n° 43.

Des indications du dossier, il résulte que cette devanture, endommagée au cours d'un bombardement en 1944, a été remise à neuf (menuiseries, vitrerie, peinture, rideau en tôle) alors que M. Daniel prétend, tout au moins en ce qui concerne la peinture, qu'aucun travail n'a été exécuté.

En fait, comme vous indiquez que le nécessaire a bien été fait sur ce dernier point, il apparaît que la réclamation du locataire vise, en réalité, une insuffisance, d'après lui, dans cette remise en état.

Il est cependant difficile de suivre celui-ci dans son exposé, car il est évident que, dans la circonstance, la S.N.C.F. a rempli les obligations pouvant lui incombent en raison de l'origine des dégâts, puisqu'il est considéré qu'une réfection, même à une couche, doit donner satisfaction.

Il appartient donc à M. Daniel et ce, d'ailleurs, en conformité du bail qui lui a été consenti et qui met les travaux d'entretien à sa charge, de compléter, s'il le juge utile, les travaux de cette nature déjà effectués, sauf à lui à en ajouter le coût au dossier de dommages qu'il a déjà pu constituer, ou à envisager le dépôt d'une demande d'indemnité à ce seul titre, si, bien entendu, dans ce dernier cas, les dégâts constatés sont susceptibles de rentrer, tout au moins quant à leur montant, dans le cadre d'application de la loi du 28 octobre 1946.

De même, l'argument tiré par M. Daniel de la possibilité pour la S.N.C.F. d'obtenir du M.R.U. le remboursement de la dépense qu'elle engagerait n'est pas à retenir puisque aussi bien l'exécution de nouveaux travaux par nos soins viendrait en contradiction avec l'une des clauses du contrat liant les parties.

J'ajouterai que, contrairement à ce que suppose M. Daniel, nous ne possédons, encore actuellement, aucune indication, tant sur la certitude que sur la façon dont la S.N.C.F. serait remboursée si elle se substituait à lui pour l'exécution de travaux lui incombant, cette façon de faire pouvant, par

.....



ailleurs, amener des objections du M.R.U., notamment en cas de dépôt  
d'un dossier par l'intéressé.

Vous voudrez bien me tenir au courant.

Paris, le

VB.H.vt<sup>D</sup>

LA PLAINE-ST-DENIS

43, Avenue du Président  
WilsonMonsieur le Chef de l'Inspection des Bâtiments  
à PARIS

La Section du Domaine ne transmet la lettre adressée à M. Dameret, le 9 juillet dernier, relativement à la remise en état de la devanture d'une boutique occupée par M. Daniel dans l'immeuble sis à La Plaine-St-Denis, Avenue du Président Wilson, n° 43.

Des indications du dossier, il résulte que cette devanture, endommagée au cours d'un bombardement en 1944, a été remise à neuf (menuiseries, vitrerie, peinture, rideau en tôle) alors que M. Daniel prétend, tout au moins en ce qui concerne la peinture, qu'aucun travail n'a été exécuté.

En fait, comme vous indiquez que le nécessaire a bien été fait sur ce dernier point, il apparaît que la réclamation du locataire visé, en réalité, une insuffisance, d'après lui, dans cette remise en état.

Il est cependant difficile de suivre celui-ci dans son exposé, car il est évident que, dans la circonstance, la S.N.C.F. a rempli les obligations pouvant lui incombent en raison de l'origine des dégâts, puisqu'il est considéré qu'une réfection, même à une couche, doit donner satisfaction.

Il appartient donc à M. Daniel et ce, d'ailleurs, en conformité du bail qui lui a été consenti et qui met les travaux d'entretien à sa charge, de compléter, s'il le juge utile, les travaux de cette nature déjà effectués, sauf à lui à en ajouter le coût au dossier de dommages qu'il a déjà pu constituer, ou à envisager le dépôt d'une demande d'indemnité à ce seul titre, si, bien entendu, dans ce dernier cas, les dégâts constatés sont susceptibles de rentrer, tout au moins quant à leur montant, dans le cadre d'application de la loi du 28 octobre 1946.

De même, l'argument tiré par M. Daniel de la possibilité pour la S.N.C.F. d'obtenir du M.R.U. le remboursement de la dépense qu'elle engagerait n'est pas à retenir puisque aussi bien l'exécution de nouveaux travaux par nos soins viendrait en contradiction avec l'une des clauses du contrat liant les parties.

J'ajouterais que, contrairement à ce que suppose M. Daniel, nous ne possédons, encore actuellement, aucune indication, tant sur la certitude que sur la façon dont la S.N.C.F. serait remboursée si elle se substituait à lui pour l'exécution de travaux lui incombant, cette façon de faire pouvant, par

.....

ailleurs, amener des objections du M.R.U., notamment en cas de dépôt  
d'un dossier par l'intéressé.

Vous voudrez bien me tenir au courant.



V.B.N.v.t.D

2 copies pour M. Jatria. (M. Mennier).

Paris, le 3<sup>e</sup> SEP. 1948. Août 1948.

La Plaine-Saint-Denis.

43, Avenue du Président  
Wilson.

Monsieur de Chaumont.  
Chef de l'Inspection des Bâtimens.  
à Paris.

La Section du Domaine me transmet  
la lettre adressée à M. Damarat, le 9  
juillet dernier, relativement à la remise  
en état de la devanture d'une boutique  
occupée par M. Daniel, dans l'immeuble  
sit à la Plaine-Saint-Denis, Avenue du  
Président Wilson, n° 43.

Des indications du dossier, il résulte que  
cette devanture, endommagée au cours d'un  
bombardement en 1944, a été remise à neuf.  
(Menuiserie - vitres - peinture - rideau en tôle).  
alors que M. Daniel prétend, tout au moins  
en ce qui concerne la peinture, qu'aucun  
travail n'a été exécuté.

En fait, comme vous indiquez que le  
nécessaire a bien été fait sur ce dernier point,  
il apparaît que la réclamation du locataire  
vise, en réalité, une insuffisance, d'après lui,  
dans cette remise en état.

Il est cependant difficile de retenir celui-ci  
dans son exposé, car il est évident que,  
dans la circonstance, la S.N.C.F. a rempli  
les obligations pouvant lui incombent en  
raison de l'origine des dégâts, puisqu'il est  
considéré qu'une réparation, même si elle  
conclut, doit donner satisfaction.

Il appartient donc à M. Daniel et ce,  
d'ailleurs, en conformité du bail qui lui  
a été consenti et lui met les travaux  
d'entretien à sa charge, de compléter, s'il le  
juge utile, les travaux de cette nature déjà  
effectués, sans à lui à en ajouter le coût.  
au dossier de dommages qu'il a déjà pu  
constituer, ou à envisager la dépôt d'une



A:  
D:

Demande d'indemnité à ce seul titre, si, bien entendu, dans ce dernier cas, les dégâts constatés sont susceptibles de rentrer, tout au moins quant à leur montant, dans le cadre d'application de la loi du 28 Octobre 1946.

De même, l'argument tiré par M. Daniel de la possibilité pour la S.N.C.F., d'obtenir du M.R.U. le remboursement de la dépense qu'elle engagerait n'est pas à retenir, puisque aussi bien, l'exécution de nouveaux travaux par nos soins, viendrait en contradiction avec l'une des clauses du Contrat liant les parties.

J'ajouterais que, contrairement à ce que suppose M. Daniel, nous ne possédons, encore actuellement, aucune indication, tant sur la certitude que sur la façon dont la S.N.C.F. serait remboursée, si elle se substituait à lui pour l'exécution de travaux <sup>lui</sup> incombant ~~sa~~ ~~la~~ - cette façon de faire pouvant, par ailleurs, amener des objections du M.R.U., notamment en cas de dépôt d'un dossier par l'intéressé.

Vous voudrez bien me tenir au courant.

M  
28/8. E



Paris le 6 Août 1948

V.B.N.G.d-N.

Transmis à Monsieur Istria  
(Dommages de Guerre)

pour la suite qu'il jugera utile,  
une lettre de M. Daniel, exploitant  
d'un café, 43 Avenue du  
Président Wilson à La Plaine -  
Saint-Denis, sollicitant l'exécution  
de la peinture de la devanture de  
la boutique dont les menuiseries,  
vitrine et rideau de fer ont dû être  
refaits complètement à la suite de  
leur détérioration au cours d'un  
bombardement en 1944, -

en lui signalant, à toutes fins  
utiles, qu'il ne s'agit de  
dommages de guerre, l'entretien  
complet de la boutique incombant  
à M. Daniel.

7 AOÛ 1948

M. Poignault

Le Chef du Service

— la Plaine. S.<sup>t</sup> Jean.  
9 juillet 1948 —

Monieur Damarit.

Je m'en vais de venir me voir  
portance une fois de plus.

Il s'agit de la devanture du Café.

Monsieur Damarit,  
qui il avait été entendu entre nous que nous ne  
ferions aucune réclamation aux services de la  
Reconstruction ; à condition toutefois que  
nous nous chargions des réparations.

Cette clause permettant à la S.N.C.F.  
le droit au remboursement.

Or, la devanture n'a pas encore été  
réparée ; et il est regrettable de constater  
qu'elle s'abîme déjà.

Nous avons malgré tout fait faire l'ins-  
cription de raison sociale sur le panneau,  
coût : 2.000<sup>f</sup>.

Je vous suis particulièrement reconnaissant  
de m'avoir voulu voir sur ce sujet ?

avec mes remerciements anticipés. Veuillez  
recevoir Monsieur Darnaud, l'assurance de ma  
respectueuse considération.

*E. Daniel*

Transmis à Monsieur de Charnont.

Toutes les boutiques situées au 19 & chaussée de  
l'immeuble 43/45 bis du P. Wilson à la Plaine St Denis  
ont été remises à neuf. (Fournitures. Matériaux. Peintures. etc.)

A cet égard les immeubles ont reçu 1 couche d'impression.

Les locataires doivent, à mon avis, exécuter les autres travaux, c'est à dire  
reboisement & peinture 2<sup>e</sup> et dans le ton à leur convenance avec les  
inscriptions nécessaires.

Je vous prie de vouloir bien me donner vos  
instructions.

10 juillet 48

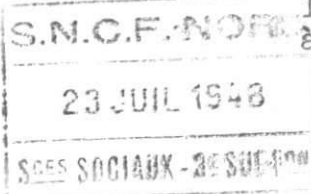
VBN.i.b.  
DT/C

22 Juillet 1948.

Transmis à Monsieur Vasseur  
Chef du Service du Domaine

en le priant de vouloir bien me donner  
les éléments de la réponse à faire  
à M. Daniel.

Le Chef de l'Inspection  
des Bâtiments



23 JUIL 1948

M. Darnaud

*[Signature]*

*[Signature]*

Ed. Daniel  
43 av. du P. Wilson  
La Plaine St Denis.